# CONSEIL NATIONAL DE PROSPECTIVE ET DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

# ETUDE NATIONALE PROSPECTIVE "BURKINA 2025"

L'Etalon au galop





Silmandé







# RAPPORT GENERAL

Avril 2005

# TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
AVANT PROPOS	V
Sigles et abréviations	. vii
INTRODUCTION	
A. Contexte historique	
B. Objectifs et démarche de l'étude prospective	
C. Dispositif institutionnel	
D. Démarche méthodologique	
E. Etat d'exécution	6
Première phase : Evolution passée et présente de la société burkinabè	8
1.1. Etudes rétrospectives	
1.1.1. Rétrospective politique	
1.1.1.1 Les tendances lourdes	
1.1.1.2. Les forces et faiblesses	
1.1.1.4. Les menaces	
1.1.1.5. Les germes de changements et les évolutions récentes	
1.1.2. Rétrospective économique	14
1.1.2.1. Les tendances lourdes	
1.1.2.2. Les forces et faiblesses	
1.1.2.3. Les opportunités	
1.1.2.5. Les germes de changements et les évolutions récentes	
1.1.3. Rétrospective sociale	
1.1.3.1. Les tendances lourdes	
1.1.3.2. Les forces et faiblesses	
1.1.3.3. Les opportunités	
1.1.3.5. Les germes de changements et les évolutions récentes	
1.2. Enquête sur les aspirations nationales	
1.2.1. Perceptions des populations de la situation passée et actuelle du Burkina Fasc 1.2.1.1. Sur le plan social	
1.2.1.2. Sur le plan économique	
1.2.1.3. Sur le plan politique	
1.2.1.4. Sur le plan culturel et sportif	25
1.2.2. Visions et stratégies des populations à l'horizon 2025	26
1.2.2.1. Sur le plan social	
1.2.2.2. Sur le plan économique	
1.2.2.3. Sur le plan politique	
1.3. Analyse structurelle	. <b>3</b> U
1.3.2. Les messages clés	
1.3.2.1. Questions clés et thèmes prospectifs	

1.3.2.2. Analyse des thèmes prospectifs	38
1.4. Diagnostic stratégique	41
1.4.1. Caractéristiques du système	41
1.4.2. Contraintes et menaces du système Burkina Faso	
1.4.3. Atouts et opportunités	
1.4.4. Les défis et les perspectives de développement	
Deuxième phase : Avenirs possibles de la société burkinabè et de sor	1
environnement	48
2.1. Les scénarios thématiques	50
2.1.1. Thème 1 : Les mutations du contexte géopolitique	
2.1.1.1. Les questions clés et les hypothèses de réponses	
2.1.1.2. Les scénarios du thème 1	52
2.1.2.Thème 2 : Les nouveaux fondements de la gouvernance	
2.1.2.1. Les questions clés	
2.1.2.2. Les scénarios du thème 2	
2.1.3.Thème 3 : Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture	62
2.1.3.1. Les questions clés	
2.1.3.2. Les scénarios du thème 3	64
2.1.4. Thème 4 : Les ressorts et attendus du progrès	
2.1.4.1. Les questions clés	
2.1.4.2. Les scénarios du thème 4	69
2.2. Les scénarios globaux	74
2.2.1. La renaissance et le rayonnement du Burkina Faso : l'arc-en-ciel ou l'étalon a	
galopgalop	
2.2.2. La coalition et le bastion : la ruche des abeilles	
2.2.3. Le ressaisissement et le dégagement latéral du Burkina Faso : l'envol de	
l'albatros	
2.2.4. Le Burkina Faso aux abois : le Silmandé ou la tourmente et l'impasse	
2.2.5. La convulsion et la désagrégation : « Dougoumato » ou le village fantôme	85
Troisième phase : Vision et stratégies	88
3.1. Le contexte et les enjeux	20
3.1.1. Le contexte	
3.1.1.1. L'environnement national	90
3.1.1.2. L'environnement sous régional	
3.1.1.3. L'environnement international	
3.1.2. Les enjeux de la vision	
3.1.2.1. Les enjeux de l'environnement national	98
3.1.2.2. Les enjeux de l'environnement régional	
3.1.2.3. Les enjeux de l'environnement international	
3.1.2.4. Les implications ou la prospective de renaissance	
·	
3.2. La vision	
3.2.1.1. Une nation unie	
3.2.1.2. Une nation de paix	
3.2.1.3. Une solidarité nationale	
3.2.2. Une nation qui progresse	
3.2.2.1. L'ouverture et l'intégration	
3.2.2.2. Une économie compétitive et qui prospère	
0.2.2.2. One economic competitive et qui prospere	100

	3.2.2.3. L'excellente qualité de vie des Burkinabè	
	3.2.3.1. L'existence d'un Etat fort et de droit	106
	3.2.3.2. La réduction significative de l'impunité et de la corruption	
	3.2.4. Une nation qui consolide son respect sur la scène internationale	
	3.2.4.2. Une nation résolument tournée vers la coopération sous-régionale	
3.	3. Les stratégies	109
	3.3.1. Pour la nation solidaire	
	3.3.1.1. L'unité nationale	
	3.3.1.2. La solidarité nationale	
	3.3.2.1. La mise en place des infrastructures et mécanismes de soutien au comm	
	3.3.2.2. L'accès des acteurs économiques aux ressources	
	3.3.2.3. L'amélioration des revenus des populations	
	3.3.2.4. L'amélioration de la qualité de vie des Burkinabè	
	3.3.3.1. L'Etat de droit	
	3.3.3.2. La lutte contre l'impunité et la corruption	116
	3.3.4. Pour la nation qui consolide son respect sur la scène internationale	117
3.	4. Détermination des forces et des menaces pour la réalisation de la	
vi	ision	
	3.4.1. Les forces et les menaces pour la réalisation de la vision	
	3.4.2. La lecture croisée vision-scénarios	
C	ONCLUSION	. 131
R	ecommandations du GOEP	.132
	ibliographie	
A	nnexes	.135
_	Annexe 1 : Grilles d'interprétation des variables	
	Annexe 2 : Matrice d'analyse structurelle	138
	Annexe 3 · Membres du GOEP	139

#### AVANT PROPOS

Le Gouvernement du Burkina Faso, dans sa volonté de créer les conditions favorables à l'épanouissement des Burkinabè, a toujours eu le souci de mieux organiser ses rares ressources disponibles pour atteindre les objectifs de développement.

Ainsi, a-t-il toujours planifié ses actions de développement dans l'optique de rationaliser l'utilisation des ressources publiques. Trois grandes périodes ont caractérisé la planification au plan national :

1. De 1960 à fin de la décennie 80, il s'est agi d'une planification à moyen terme généralement à horizon quinquennal dans un contexte d'Etat-providence intervenant dans la quasi-totalité des secteurs de développement. Deux traits caractérisent la planification au cours de ces trois décennies : (i) l'élaboration et la mise en œuvre de plans-projets à caractère plus indicatif que normatif, compte tenu de la faible emprise de l'État sur les financements tant internes qu'externes et (ii) la formulation et la mise en œuvre de plans et programmes par objectif fondés sur l'appel à la participation populaire au cours de la décennie 80.

Cette expérience de la planification est demeurée longtemps prisonnière des modèles marxistes et de leur culture étatique davantage soucieux de «balances physiques» par la réalisation de stocks de projets que d'équilibres macro-économpiques. Elle s'est disqualifiée pour n'avoir pas réussi à anticiper sur les conjonctures erratiques des années 80 avec leurs charges d'endettement et de fluctuations des prix des produits de base, à contribuer à leur traitement convenable et à la réduction de la pauvreté.

Toutefois, ces plans, malgré leur faible taux d'exécution, ont permis d'implanter l'infrastructure économique de base, de renforcer la qualité des ressources humaines et d'impulser le développement du pays. Cependant, ils n'auraient pas contribué suffisamment à corriger les déséquilibres macro-économiques des années 80 et 90 ; ce qui a eu pour corollaire l'ajustement financier indispensable de la décennie 90.

2. La décennie 90, consacrée à la programmation triennale était surtout axée sur la gestion financière (court terme) dans un contexte d'ajustement structurel.

L'ajustement structurel, préoccupé de court terme et de régulations par le marché, aura généré dans le meilleur des cas, le retour aux équilibres fondamentaux et à la croissance mais aura rejoint la planification dans l'approfondissement de la pauvreté.

Il faut indiquer que l'ajustement s'est plus intéressé à la réduction de l'absorption (réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat, ajustement de la parité monétaire, etc.) dont les résultats se produisent à court terme alors que l'accroissement de la production n'est envisageable qu'à long terme.

L'option libérale ou le moins d'interventions publiques qui a caractérisé l'ajustement structurel aura eu pour résultat, l'assainissement des finances publiques et surtout, l'apurement des arriérés de dette extérieure et le retour vers la croissance économique. Cependant, les conditionnalités relatives à la maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'Etat ont réduit sa marge redistributrice à travers la dépense publique. Le résultat perceptible par le commun des Burkinabè aura été le paradoxe d'aggravation du déficit social dans un contexte de croissance économique retrouvée. Un tel paradoxe était un appel pour un

PPTE, processus de réduction de la pauvreté y compris les objectifs du millénaire pour le

renouveau de la planification du développement aussi bien au plan international (initiative PPTE, processus de réduction de la pauvreté y compris les objectifs du millénaire pour le développement) que national.

3. Depuis la fin de la décennie 90, face à l'incapacité des programmes financiers (ajustement structurel) à concilier assainissement des finances publiques, croissance économique et développement social d'une part et tenant compte des mutations de l'environnement devenues de plus en plus rapides et incertaines (la mondialisation aidant) d'autre part, des réflexions ont été engagées pour un renouveau de la planification. Il s'agissait de dépasser la planification classique de moyen terme pour considérer le maillon qui a manqué dans la chaîne de planification, c'est-à-dire le long terme.

C'est pourquoi, faisant suite au séminaire-national sur le renouveau de la planification au Burkina Faso (1994), le gouvernement a clairement exprimé sa volonté de disposer d'un cadre prospectif traçant les voies possibles pour un développement économique et social durable sur lesquelles devront se fonder les politiques de développement à court et moyen termes. Ainsi, après s'être doté d'une perspective décennale qu'est la lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD) 1995-2005, le Gouvernement a engagé une réflexion sur le long terme à travers le processus de réalisation d'une étude nationale prospective dénommée « Etude prospective Burkina 2025 » pour renforcer les capacités de gestion du développement.

La prospective se propose d'offrir aux exercices de prévisions et d'élaboration des politiques, de planification et d'ajustement, le cadre d'un futur voulu, un projet de société, un dessein social avec des objectifs stratégiques largement partagés et contrôlables.

Guide pour l'action, la prospective intervient comme un chaînon manquant dans les démarches techniques et les gouvernances politiques du développement et vise à :

baliser les avenirs possibles afin de distinguer parmi la multitude de faits du présent, ceux qui sont porteurs d'avenir ;

orienter l'action présente (le plan ou le programme) à la lumière des futurs possibles et surtout désirés.

L'étude nationale prospective « Burkina 2025,», en tant que processus de réflexion, aura permis de mieux comprendre les grands mouvements et les tendances lourdes qui ont été à l'œuvre dans le « système Burkina Faso » depuis une génération ou plus, d'appréhender les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces ainsi que les perspectives qu'offre le système dans sa globalité. Elle aura aussi permis d'explorer l'avenir pour déceler les contextes futurs possibles de l'environnement du pays à l'horizon d'une génération. Enfin, elle aura permis de formuler une vision (consensuelle) nationale de développement de même que les stratégies pour sa réalisation dotant ainsi, la gouvernance du pays d'un tableau de bord à l'usage d'une veille de prospective stratégique.

Seynou BOUDA
Officier de l'ordre pational

#### SIGLES ET ABREVIATIONS

APD : Aide publique au développement

BCEAO : Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BOAD : Banque ouest africaine de développement

BUMIGEB : Bureau des mines et de la géologie du Burkina

CAN : Coupe d'Afrique des nations de football

CARFO : Caisse autonome de retraite des fonctionnaires

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CENSAD : Communauté des Etats sahélo-sahariens

CES : Conseil économique et social

CFA : Communauté financière africaine

CILSS : Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel

CNR : Conseil national de la révolution

CNSS : Caisse nationale de sécurité sociale

CPPC : Commission du peuple chargée de la prévention de la corruption

CPPS : Cellule de prospective et de planification stratégique

CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

DOS : Document d'orientation stratégique

EAN : Enquête sur les aspirations nationales

ER : Etude rétrospective

FCFA : Franc de la Communauté financière africaine

FESPACO : Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou

GOEP : Groupe opérationnel d'experts de l'étude prospective

IDH : Indice de développement humain

IEC : Information, éducation et communication

LIPDHD : Lettre d'intention de politique de développement humain durable

NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

NTIC : Nouvelles technologies de l'information et de la communication

OCADES : Organisation catholique pour le développement économique et social

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OGM : Organisme génétiquement modifié

OHADA : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations unies

PAS : Programme d'ajustement structurel

PIB : Produit intérieur brut

PME : Petites et moyennes entreprises
PMI : Petites et moyennes industries

PNB : Produit national brut

PNUD : Programme des nations unies pour le développement

PPTE : Pays pauvres très endettés

PRGB : Plan de renforcement de la gestion budgétaire

PTF : Partenaires techniques et financiers

RDP : Révolution démocratique et populaire

SIAO : Salon international de l'artisanat de Ouagadougou

SIDA : Syndrome d'immunodéficience acquise

SNAT : Schéma national d'aménagement du territoire

SNC : Semaine nationale de la culture

TPR : Tribunaux populaires de la révolution

UA : Union africaine

UEMOA : Union économique et monétaire ouest africaine

USA : États unis d'Amérique

VIH : Virus immunodéficience humaine

VP : Veille prospective

#### INTRODUCTION

Le gouvernement burkinabè a exprimé depuis 1994 sa volonté de réaliser une étude prospective pour orienter les plans et programmes de développement à moyen et long termes. Cette étude a connu un démarrage timide depuis 1999 avant une accélération en 2003-2004. Le présent rapport rend compte de cette étude dénommée Etude nationale prospective « Burkina 2025 » et marque le début d'un processus de planification stratégique s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de ladite étude.

Le démarrage de l'étude nationale prospective a accusé un certain retard par rapport au calendrier initial en raison des négociations avec les partenaires pour la meilleure formule institutionnelle de pilotage de l'étude. Toutefois, les résultats d'étapes ont déjà été largement exploités à l'occasion de la relecture du CSLP en 2003.

# A. Contexte historique

Depuis l'indépendance (1960) jusqu'à la fin des années 80, l'État burkinabè a joué un rôle prépondérant dans la gestion du développement. Cette prépondérance de l'État dans la sphère économique nationale se justifiait par le faible nombre des acteurs privés opérant dans le tissu économique et par la limitation des ressources.

C'est pourquoi la planification a été adoptée comme mode de gestion de l'économie nationale durant ces trois décennies. Outre cela, le poids idéologique du bloc marxiste léniniste qui utilisait les régulations de l'économie par le plan contre les régulations par le marché aura aussi contribué à faire valoir la planification. Cinq plans quinquennaux de développement ont alors été élaborés et exécutés au Burkina Faso.

L'évolution du système burkinabè de planification a connu deux périodes significatives :

*Période 1960-1983* marquée par l'élaboration et la mise en œuvre de plans-projets (catalogue de projets), à caractère plus indicatif que normatif, compte tenu de la faible emprise de l'État sur les financements tant internes qu'externes ;

*Période 1983-1990* caractérisée par la mise en œuvre de plans et programmes par objectif, fondés sur l'appel à la participation populaire.

Certes, la mise en œuvre des différents plans a permis d'impulser le développement du pays mais, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays en développement, était confronté aux problèmes de déséquilibres macro-économiques des années 80 et 90 avec pour corollaire, l'ajustement financier indispensable.

C'est ainsi qu'à partir de 1991, la gestion de l'économie fut caractérisée par la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel (PAS) qui avaient pour préoccupation essentielle, l'assainissement des finances publiques et le retour vers les équilibres macro-économiques et financiers. Ceux-ci ont entraîné un quasi abandon de la planification à moyen terme au profit d'une gestion de court terme et surtout une quasi désarticulation des structures de planification.

Les limites de l'ajustement structurel reconnues par ses concepteurs à la fin de la décennie 90 avaient été perçues par les autorités burkinabè, plus tôt, au milieu de la décennie. Elles ont eu

pour conséquences le paradoxe que constitue l'aggravation de la pauvreté dans un contexte de croissance économique où étaient assurés les fondamentaux de l'économie. En effet, à côté du rétablissement des équilibres économiques et de l'assainissement des finances publiques avec les programmes d'ajustement, près de 9 Burkinabè sur 20 vivent dans la pauvreté.

Il est vrai que les PAS de la deuxième génération ont tenté de lier ajustement et développement à travers la restructuration des filières et les programmes sociaux, mais, ils n'ont pas traité à fond, d'une manière générale, les grands problèmes de développement, notamment, la gestion du long terme et le choix de société.

Ainsi, au milieu des années 90, au vu de l'important déficit social qui perdurait en dépit des progrès économiques enregistrés, intervint la prise en compte du long terme avec l'élaboration de perspectives décennales et de stratégies sectorielles. Ce cadre décennal était considéré plus approprié pour lutter contre la pauvreté qui nécessite, des stratégies cohérentes et concertées à moyen et long termes.

En d'autres termes, il s'agissait de «réveiller» la planification, mais une planification de type nouveau conformément à l'option politique de libéralisation économique du gouvernement et à l'évolution de l'environnement économique régional et international caractérisé par le renforcement des processus d'intégration économique et la mondialisation.

Ce renouveau de la planification par la nécessité de cadrer le développement et les nécessaires ajustements structurels dans le long terme aura été une introduction et un appel à la prospective en vue de concilier croissance économique et développement humain. Cette volonté des autorités burkinabè, de coupler la gestion budgétaire (le court terme) et la gestion du développement (le long terme) a été surtout manifestée après la dévaluation du Fcfa intervenue en janvier 1994.

C'est ainsi, qu'en 1995, à la faveur de la troisième table ronde générale des bailleurs de fonds du Burkina Faso tenue à Genève, le gouvernement a présenté la lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD) pour la période 1995-2005.

La vocation d'une telle lettre dont les orientations stratégiques ont été tirées du discours du Chef de l'Etat sur la production le 2 juin 1994, consacrant les six (6) engagements nationaux, était de centrer la stratégie de développement du pays sur le concept de sécurité humaine.

Dans le même temps, les réflexions qui ont été engagées depuis 1993 pour un renouveau de la planification ont conduit à l'organisation en juin 1994, à Bobo Dioulasso d'un séminaire national qui a procédé à une analyse critique de trois décennies de planification.

Les analyses conduites au cours de ce séminaire ont permis de conférer désormais à la fonction de planification, trois (3) missions principales :

- la valorisation de la fonction prospective ;
- la mise en place d'un cadre d'orientation stratégique à moyen terme ;
- la traduction de l'orientation stratégique en un cadre de gestion opérationnelle de l'économie nationale.

La réflexion prospective qui a été recommandée par le séminaire était d'autant plus capitale que la construction d'une économie puissante et compétitive fondée sur une démarche

consensuelle et participative n'est possible que si le projet s'inscrit dans une vision commune de société.

Suite au séminaire sur le renouveau de la planification de 1994, le Gouvernement a clairement exprimé sa volonté de disposer d'un cadre prospectif traçant les voies possibles pour un développement économique et social durable sur lesquelles devront se fonder les différentes stratégies et politiques de développement à court et moyen termes.

Ainsi, avec l'appui des partenaires au développement, il a été entrepris de réaliser une étude nationale prospective dénommée «Étude prospective Burkina 2025 » sous la conduite du Ministère de l'économie et du développement.

# B. Objectifs et démarche de l'étude prospective

Le rôle dévolu à l'étude prospective est de dégager les tendances d'évolution de la société burkinabé, de définir le profil de cette société au bout d'une génération, d'en déterminer les différents germes de changement et d'élaborer des scénarios alternatifs devant servir de base à la formulation des politiques et stratégies à moyen terme.

Les objectifs principaux assignés à l'étude prospective "Burkina 2025" sont :

- de procéder à une analyse rétrospective de la situation économique, sociale, politique et culturelle ;
- d'analyser les déterminants et les mécanismes d'évolution de la société burkinabè ;
- d'explorer le champ des avenirs réellement envisageables pour le Burkina Faso sur une période de 25-30 ans ainsi que leurs conditions de réalisation ;
- de définir le profil souhaité de la société burkinabè en 2025 ;
- de dégager la stratégie de développement à long terme souhaitée ainsi que les stratégies intermédiaires à mettre en œuvre pour rendre ces évolutions possibles ;
- de définir le rôle et la place du Burkina Faso au sein des différents ensembles sousrégionaux et régionaux ;
- d'élaborer un cadre d'intervention à long terme de tous les acteurs du développement.

La réalisation de l'étude prospective « Burkina 2025 » a comporté trois grandes phases :

- la phase de constitution de la base d'information qui a permis de parvenir à un consensus le plus large possible, sur la nature des difficultés, des menaces, des enjeux et des opportunités auxquels la société burkinabè est confrontée;
- la phase de construction des scénarios qui a consisté en l'exploration des avenirs possibles du Burkina Faso en tant que système. Il s'est agi de «dessiner» des images possibles de l'environnement futur ou des contextes plus spécifiques à prendre en compte dans la conduite des actions de développement;
- *la phase de détermination* de la *vision* et de *formulation* des *stratégies* qui a permis d'une part, de définir la vision ou le futur désiré de la société burkinabè et d'autre part, d'esquisser les stratégies possibles pour réaliser la vision.

# C. Dispositif institutionnel

Le cadre institutionnel de l'exécution de l'étude prospective « Burkina 2025 » est le Conseil national de prospective et de planification stratégique (CNPPS) créé par décret n°97-208/PRES/PM/MEF du 28 avril 1997 puis relu par décret N°2003-135/PRES/PM/MEDEV du 12 mars 2003 pour tenir compte de l'évolution de l'organisation institutionnelle au niveau national. Le CNPPS a pour mission générale d'étudier et de proposer au gouvernement le profil et les perspectives de développement à moyen et long termes du Burkina Faso. Ses missions spécifiques sont les suivantes :

- superviser les travaux d'études nationales prospectives ;
- émettre des avis sur les études prospectives sectorielles et régionales;
- approuver les documents d'orientation stratégique à moyen terme ;
- procéder périodiquement à l'actualisation des études nationales prospectives ;
- procéder périodiquement au réajustement des orientations stratégiques à moyen terme ;
- susciter toute réflexion sur les enjeux, les tendances lourdes, les opportunités et les menaces du développement national et international.

Le CNPPS est placé sous la Présidence du Premier Ministre. Il est assisté par quatre Ministres qui sont Vice-Présidents.

Les membres comprennent des représentants de l'administration publique, du parlement, de l'armée, du secteur privé, des communautés religieuses et traditionnelles, des associations, des syndicats, des étudiants, des consommateurs et des ONG. Le CNPPS a tenu sa première session du 13 au 15 mars 2003 à Ouagadougou. Cette session qui visait le lancement officiel de l'étude prospective « Burkina 2025 » a permis de présenter les résultats d'étapes déjà réalisés.

Le secrétariat exécutif du CNPPS est assuré par la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) à travers la Cellule de prospective et de planification stratégique (CPPS);

Des Comités d'experts sont constitués par des personnes ressources pluridisciplinaires émanant de la société civile, de l'administration publique et du secteur privé.

C'est ainsi qu'en vue d'assurer une certaine autonomie dans la réflexion, il a été jugé nécessaire de compléter le dispositif institutionnel par la mise en place d'un Groupe opérationnel d'experts pour l'étude prospective (GOEP) régularisé par arrêté N°2003-012/MEDEV/SG/DGEP du 27 mai 2003. Cette équipe est composée d'une soixantaine d'experts nationaux venant de l'administration, du secteur privé et de la société civile. Ils ont été désignés à titre personnel.

Sa mission principale consiste en:

- la réalisation de l'analyse structurelle ;
- l'élaboration du diagnostic stratégique du « système Burkina Faso » ;
- la détermination de la vision :
- l'identification et l'évaluation des options stratégiques ;
- l'élaboration du document d'orientation stratégique.

La première réunion du GOEP qui était en fait la cérémonie d'installation de ses membres s'est tenue le 20 juillet 2000. Le bureau qui a été élu à l'occasion comprend cinq membres avec à sa tête l'Abbé Joseph Mukassa Somé, Secrétaire exécutif de l'Organisation catholique pour le développement économique et social (OCADES).

L'équipe du GOEP a bénéficié du 5 au 7 juin 2002, d'une formation sur la démarche, les méthodes et les outils de la prospective. Cette formation de base assurée par un expert international leur a permis de disposer des rudiments nécessaires pour la conduite de la réflexion prospective.

# D. Démarche méthodologique

La démarche de travail du GOEP a consisté en des sessions de brainstorming en plénière ou en groupe au cours desquelles, des échanges libres et fructueux permettaient de parvenir à un consensus.

Pour ce faire, la CPPS, avant de proposer la convocation d'une session du GOEP, élaborait un support de travail transmis aux membres une semaine au moins à l'avance. Ainsi, en dehors des études spécifiques (rétrospectives notamment) et de l'enquête sur les aspirations nationales, les autres productions réalisées dans le cadre de l'étude sont les résultats des différentes sessions du GOEP.

Outre la formation de juin 2002, le GOEP a tenu les sessions suivantes.

Phase 1 portant sur la constitution de la base d'information d'octobre 2002 à août 2003 :

- atelier d'identification des variables constitutives du « système Burkina » du 21 au 23 octobre 2002 à Bobo Dioulasso ;
- atelier de finalisation du glossaire des variables et de remplissage de la matrice d'analyse structurelle du 12 au 16 mai 2003 à Bobo Dioulasso ;
- atelier de remplissage de la matrice d'analyse structurelle (suite) du 19 au 23 mai 2003 à Tenkodogo ;
- atelier de validation du remplissage de la matrice d'analyse structurelle du 24 au 27 juin 2003 à Bobo Dioulasso ;
- atelier de validation du traitement de la matrice d'analyse structurelle et de l'interprétation des résultats du 20 au 22 août 2003 à Tenkodogo.

Phase 2 portant sur la construction des scénarios de février à juin 2004 :

- atelier de construction des scénarios thématiques et globaux du 9 au 13 février 2004 à Tenkodogo;
- atelier d'adoption du rapport sur les scénarios et d'élaboration du diagnostic stratégique, les 7 et 8 juin 2004 à Ouagadougou ;

Phase 3 portant sur la définition de la vision et la détermination des stratégies d'octobre à décembre 2004 :

- atelier de définition de la vision et d'élaboration des stratégies, du 18 au 20 octobre 2004 à Tenkodogo;
- atelier (i) de validation du rapport sur la vision et les stratégies et (ii) d'élaboration du rapport général de l'étude, les 14 et 15 décembre 2004 à Ouagadougou.

#### E. Etat d'exécution

Au titre de la première phase, outre la collecte des documents d'orientation à caractère stratégique auprès des ministères, les actions entreprises ont concerné :

- la réalisation d'une enquête sur les aspirations nationales ;
- la réalisation d'études rétrospectives ;
- la conduite de l'analyse structurelle.

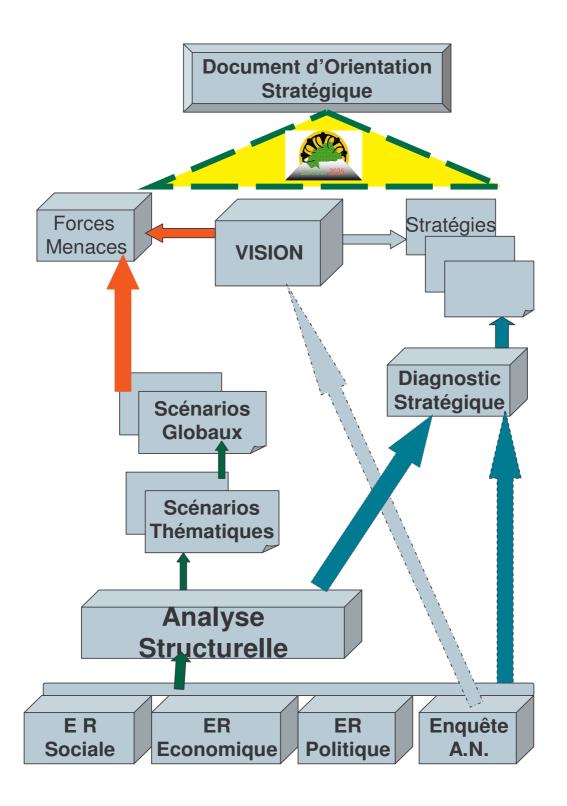
L'ensemble des investigations réalisées dans le cadre de cette première phase de l'étude a fait l'objet d'une synthèse appelée « diagnostic stratégique du système Burkina ». C'est un rapport qui fait la situation de l'évolution passée et présente de la société burkinabé et dégage les tendances lourdes, les germes possibles de changements, les opportunités et les menaces du système.

La deuxième phase a porté sur la construction des scénarios thématiques et globaux. La construction des scénarios n'avait pas pour objectif de proposer un avenir pour le Burkina Faso mais d'explorer les futurs possibles de l'environnement du pays. Des images futures possibles identifiées, certaines sont souhaitables, d'autres sont, au contraire, redoutées. Mais l'objectif de l'exploration des futurs possibles n'était pas seulement de retenir les images souhaitables mais aussi d'identifier celles redoutées de sorte qu'elles servent de balises, d'éclairage, d'interpellation aux acteurs du développement et à toutes les composantes de la société afin d'agir conséquemment pour atteindre l'objectif de développement voulu tout en évitant un cheminement qui conduise à un des scénarios redoutés.

Un rapport qui décrit et explicite les scénarios construits, aussi bien les scénarios thématiques que les scénarios globaux, a aussi été produit.

La troisième phase a permis, sur la base du diagnostic de la situation passée et présente de la société burkinabé et de l'exploration des futurs possibles, de définir un avenir souhaité pour le Burkina Faso c'est-à-dire, de déterminer le positionnement futur, volontariste et stratégique du Burkina Faso à long terme et de dégager les stratégies de politique permettant de rendre ce positionnement volontariste possible, quel que soit le scénario. Un rapport sur la vision prospective et les stratégies a été produit.

Le présent rapport qui porte sur l'ensemble des trois phases rend compte sous forme synthétique, des produits réalisés dans le cadre de l'étude. Il inclut aussi bien les résultats des études spécifiques, de l'enquête sur les aspirations nationales que les fruits de la réflexion entamée depuis octobre 2002 par le Groupe opérationnel d'experts de l'étude prospective (GOEP). Ainsi, le premier point traite des caractéristiques (évolution) passées et présentes de la société burkinabé ; le deuxième point traite des avenirs possibles de la société burkinabé et de son environnement tandis que le troisième point traite du futur souhaité pour le Burkina Faso de même que les stratégies pour ce faire.



Première phase : Evolution passée et présente de la société burkinabè

Au titre de cette première phase de l'étude, les investigations ont porté essentiellement sur : la réalisation des études rétrospectives, de l'enquête sur les aspirations nationales, de l'analyse structurelle et la production du document de diagnostic stratégique.

#### 1.1. ETUDES RETROSPECTIVES

"Interroger le passé pour comprendre le présent et imaginer l'avenir" telle pourrait être résumée la philosophie qui a sous-tendu les études rétrospectives dans le cadre de l'Etude prospective "Burkina 2025" visant à asseoir les bases théoriques de la construction de l'ordre social désirable au Burkina Faso. Cette démarche conceptuelle part de l'idée que les incertitudes de l'avenir ne peuvent être véritablement maîtrisées que si l'on sait d'où l'on vient et qui on est, préalables indispensables pour définir les orientations pour le futur. Il s'est non seulement agi de faire un état des lieux mais aussi de lire et transcrire les tendances d'évolution. Pour ce faire, les études rétrospectives qui ont porté sur les domaines politique, économique et social avaient essentiellement pour objectifs de :

- identifier et expliquer les tendances lourdes qui se sont manifestées dans l'évolution de la société burkinabé et les mécanismes qui les sous-tendent ;
- dégager les forces et faiblesses internes ;
- identifier les opportunités et les menaces externes ;
- déceler les germes de changements perceptibles et susceptibles d'avoir à plus ou moins long terme des effets à même d'infléchir les tendances lourdes.

En intégrant ces objectifs, les études rétrospectives, dans les différentes dimensions (politique, économique et social), ont permis de dégager les éléments de diagnostic (tendances lourdes – forces et faiblesses) avant de présenter les perspectives d'évolution qui se dessinent (opportunités – menaces et germes de changement).

# 1.1.1. Rétrospective politique

L'histoire politique du Burkina Faso a été dominée par une grande instabilité politique caractérisée par l'alternance de régimes dits constitutionnels et de régimes non constitutionnels ou d'exception et le balancement entre l'autoritarisme (mou ou dur) et le libéralisme politique. Il en est résulté un processus démocratique heurté, s'identifiant à un véritable travail de Pénélope.

#### 1.1.1.1. Les tendances lourdes

Hormis la période révolutionnaire (1983-1987) qui a marqué une rupture radicale aux plans institutionnel, politique, idéologique et même du discours politique, le modèle de référence dans la construction politique de l'Etat a toujours été la démocratie pluraliste de type libéral. C'est dire que, depuis l'indépendance, presque rien n'a fondamentalement changé au double plan de l'administration et des forces politiques.

S'agissant de l'administration publique, deux tendances lourdes méritent d'être notées. La première est liée à la persistance d'une administration de soumission sur le modèle français d'administration publique coloniale qui se signale par son excessive concentration et sa trop grande centralisation qui induisent disparités et déséquilibres tant dans le déploiement administratif que dans l'allocation des ressources ; hypertrophie au centre et atrophie à la

périphérie qui attestent d'une sous-administration et partant de l'absence d'une véritable politique d'aménagement du territoire. La deuxième a trait au caractère prédateur de cette administration dépensière et budgétivore qui prélève et consomme plus de richesses qu'elle n'en produit. Il en résulte que depuis 1960, l'administration burkinabè se présente comme un appareil fondé sur la domination bureaucratique de l'espace économique et sociopolitique que seul le régime du CNR a véritablement tenté de transformer. Une administration aujourd'hui en crise car en déphasage avec la réalité sociale.

En ce qui concerne les forces politiques, deux traits dominants peuvent également être relevés. D'une part, l'attachement du peuple burkinabé aux valeurs de la démocratie pluraliste tant au plan de la société civile dynamique et politisée que des partis politiques dont les caractéristiques principales sont le factionnalisme, la scissiparité et le nomadisme politique. D'autre part, l'intervention récurrente de l'armée sur la scène politique entre 1966 et 1990, partiellement justifiée par le comportement factionnaliste de la classe politique civile. Cependant, depuis le discours de la Baule et l'adoption de la Constitution de 1991, l'armée a pris des dispositions statutaires pour limiter les ambitions et les amalgames politiques de ses éléments (décret N°98-204/PRES du 29 mai 1998 promulguant la loi N°009/98/AN du 16 avril 1998 portant statut général des personnels des forces armées nationales).

#### 1.1.1.2. Les forces et faiblesses

Les forces de la situation politique au Burkina Faso résident dans l'approfondissement du processus démocratique et de la politique de bonne gouvernance. Les éléments caractéristiques, en la matière, sont constitués par :

- *l'approfondissement de la décentralisation et de la démocratie locale* qui, malgré des écueils (insuffisance des moyens, faible capacité contributive des populations locales, faible enracinement des institutions locales), se révèle une stratégie pour redéfinir le rôle de l'Etat et assurer sa modernisation ;
- la rigueur dans la gestion publique qui a longtemps fait la fierté du Burkina Faso et qui résultait de la vigilance de la société civile, notamment les syndicats, au sens des responsabilités des acteurs et de l'effectivité de la sanction ;
- *l'existence d'une tradition démocratique et de pluralisme politique* qu'atteste l'échec des différentes tentatives pour imposer un parti unique ou mettre au pas les syndicats ;
- *l'émergence d'une conscience citoyenne* largement partagée suite au drame de SAPOUY en 1998, qui a marqué le réveil à la citoyenneté active.

#### Les insuffisances, elles, tiennent à :

- la faiblesse de la démocratisation et de la décentralisation à la base due au fait que le jeu démocratique national n'a pas encore suffisamment pris appui sur la démocratie locale ;
- la faiblesse du consensus démocratique et le démantèlement des contre-pouvoirs alors qu'il est connu que la démocratie ne peut se consolider sans un minimum de consensus sur les règles du jeu démocratique et une large participation politique des citoyens ;

- un développement du phénomène de corruption. La transparence et la rigueur dans la gestion des ressources publiques semblent relever d'un passé révolutionnaire à jamais révolu :
- la faiblesse organisationnelle des partis politiques caractérisés par un phénomène constant de scissions, décompositions et recompositions et une incapacité pour un bon nombre à formuler des programmes de gouvernement ;
- la propension de la classe politique burkinabé à avilir le jeu politique dont le seul enjeu est l'accès aux positions d'accumulation, le militantisme politique étant devenu une entreprise politique lucrative. Toutes choses qui sont de nature à décrédibiliser les hommes politiques et à détourner les citoyens de la chose politique;
- aux germes de conflits en rapport avec la décentralisation ou liés aux mutations sociales, économiques et politiques (risque d'apparition du régionalisme, exacerbation de la question foncière, des problèmes de transhumance et de gestion des ressources naturelles).

#### 1.1.1.3. Les opportunités

Elles sont essentiellement d'origine externe et se situent dans l'environnement aussi bien international général que régional. Il s'agit, en l'occurrence, de la tendance des partenaires au développement à appliquer la politique de conditionnalité démocratique et du processus d'intégration régionale dans les relations économiques.

La première des opportunités réside dans l'attitude des partenaires au développement de plus en plus regardants sur les conditions et les méthodes de gouvernance dans les pays en développement. En effet, depuis la disparition des rivalités géopolitiques Est-Ouest et à la faveur de la récession économique que traverse le continent africain depuis le début de la décennie 1980, les bailleurs de fonds occidentaux ont réévalué les fondements de leur aide en mettant un accent tout particulier sur le rôle de l'Etat et le respect des droits humains. Cette révision d'optique se fonde sur le diagnostic des appareils d'Etat africains reconnus malades car minés par trois maux : une crise d'effectivité, une crise d'efficacité, une crise de légitimité. Pour ce faire, les moyens de pression économiques, modulables tant dans leur substance que dans leur intensité, vont être utilisés comme instruments de politique étrangère. Ainsi les bailleurs de fonds recourent tour à la « diplomatie coercitive » (sanctions économiques négatives), à la diplomatie incitative (promesse ou perspective d'une aide) et enfin à la « diplomatie préventive », en assortissant de conditions politiques le maintien de relations de coopération économique ou d'aide. Par cette nouvelle option fondée sur la politisation des instruments économiques, les puissances occidentales et les organismes internationaux vont, par leurs pressions et leurs injonctions, jouer un rôle catalyseur dans l'émergence de la vague de démocratisation qui a envahi le continent africain. Cette conditionnalité politique qui s'ajoutait aux conditionnalités économiques déjà mises en oeuvre dans le cadre des réformes économiques sous l'égide des Institutions de Bretton Woods, a joué un rôle déterminant dans l'amorçage de la gouvernance démocratique et dans l'accélération des changements politiques au cours des années 90 au Burkina Faso. Ce contexte international favorable au développement de la démocratie et au renforcement de la bonne gouvernance malgré des contraintes indéniables constitue une opportunité pour le Burkina Faso qui s'est engagé dans la voie de la construction d'une société démocratique. C'est un atout dont il doit tirer le meilleur parti.

La seconde opportunité qui vient de l'environnement immédiat est constituée par les processus d'intégration régionale. En effet, il y a aujourd'hui un consensus écrasant sur l'opportunité et la pertinence de l'intégration économique comme moyen d'enrayer la spirale de l'endettement et le cycle infernal de l'appauvrissement dans lesquels est prise la plupart sinon la totalité des Etats africains. En effet, la coopération régionale s'affiche comme un instrument clé d'intégration des Etats africains dans l'économie mondiale et partant comme une stratégie de coopération au développement. La conscience que le Burkina demeure vulnérable en dehors du processus d'intégration régionale est assez développée dans le pays, ainsi qu'en témoignent l'adhésion aux idéaux de l'Unité africaine et la perspective fédéraliste esquissée par l'article 146 de la Constitution, l'appartenance à de multiples groupements d'intégration économique ou juridique régionale (CEDEAO, UEMOA, OHADA, CENSAD), la création d'un ministère de l'intégration régionale puis d'un ministère délégué chargé de la coopération régionale, l'existence de partis politiques favorables à la construction d'une Afrique fédérale.

#### **1.1.1.4.** Les menaces

Elles sont liées aux défis de la régionalisation, à la dépendance vis-à-vis de l'aide publique au développement (APD) et à la question des Burkinabè de l'extérieur.

Sur le premier point, il faut relever que malgré une « pactomanie » débridée en matière de coopération et d'intégration régionale, l'Afrique demeure le continent où l'intégration économique régionale continue de bégayer. L'intégration économique régionale y donne l'image d'un vaste chantier caractérisé par une activité fébrile, foisonnante. Le processus de mondialisation/ régionalisation ne peut être source d'opportunités pour les Etats que si ces derniers ont une claire vision des enjeux que comportent la mondialisation et la régionalisation. L'ignorance ou la méconnaissance des problèmes que soulèvent ces phénomènes risque d'accroître davantage la marginalisation d'un pays comme le Burkina Faso. Or, tout porte à croire que les acteurs politiques et économiques ne sont pas suffisamment préparés pour affronter ces défis. En effet, le processus d'intégration souffre d'un manque de dynamique intrinsèque et soutenue. Il se réalise par à-coups en réaction à des événements extérieurs, activé et réactivé par des facteurs exogènes. Cela ressemble à une « intégration alibi » quand on analyse le déphasage entre le versant communautaire et le versant national tant au plan des populations, de l'administration et des partis politiques. Ainsi la construction de l'UEMOA n'est même pas un enjeu de débat politique interne, à la différence de ce qui se passe dans les pays européens où la question figure à l'agenda des partis politiques et fait l'objet de débats passionnés qui alimentent la dynamique de la construction européenne. L'impréparation face aux défis de la régionalisation reste criarde et est à même d'hypothéquer une réelle opportunité.

En ce qui concerne le second point qui a trait à l'APD, force est de reconnaître que le Burkina Faso est tributaire des financements extérieurs qui couvrent près de 80% des besoins de financement des projets et programmes d'investissement public. Le pays doit compter sur la générosité de ses partenaires au développement même pour les dépenses de souveraineté (élection par exemple). Une telle situation de dépendance financière limite singulièrement la souveraineté nationale et rend le pays très vulnérable et exposé au chantage au triple plan économique, financier et politique. Ainsi le Burkina Faso se doit donc de respecter les conditionnalités des bailleurs de fonds s'il ne veut pas risquer l'asphyxie de son économie et de son administration. La seule voie pour éviter un tel funeste sort est de s'inscrire résolument

dans la voie de la démocratie et de la bonne gouvernance. La dépendance vis-à-vis de l'APD reste le talon d'Achille de la gouvernance burkinabè.

S'agissant du troisième point touchant au sort fait à la diaspora burkinabè, notamment en Côte d'Ivoire, la crise ivoirienne depuis septembre 2002 et avant elle, les événements de Tabou et sa cohorte de rapatriés, ont mis en évidence la faible capacité d'analyse prospective et d'anticipation des administrations burkinabé d'ailleurs prises à défaut à ces occasions. L'improvisation n'est pas de mise car le pays serait déstabilisé si d'aventure il devait faire face à un afflux soudain et massif de ses ressortissants résidant en Côte d'Ivoire eu égard à la xénophobie et au développement du discours sur « l'ivoirité ». Vulnérable vis-à-vis de la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso l'est, et la prise de conscience de cette vulnérabilité doit le conduire à développer non seulement une politique de bon voisinage mais aussi une vigoureuse politique d'emplois en vue de réduire le flux d'émigration vers ce pays. La question des Burkinabè de l'extérieur reste un problème posé et à résoudre.

#### 1.1.1.5. Les germes de changements et les évolutions récentes

Trois facteurs méritent d'être pris en considération pour l'identification des germes de changement et des évolutions récentes dans la situation politique du Burkina Faso.

Il s'agit, en premier lieu, de l'érosion des valeurs traditionnelles d'intégrité et de dignité. En effet, la prégnance des pratiques patrimoniales qui se traduisent essentiellement par la confusion entre le domaine public et le domaine privé est considérée comme l'une des causes essentielles du déclin économique de l'Afrique. Le Burkina Faso semblait avoir été relativement épargné de cette gangrène surtout après la vigoureuse moralisation de l'espace public entreprise sous le régime du CNR avec les TPR et la Commission du peuple chargée de la prévention de la corruption (CPPC). Malheureusement, ces acquis en matière de rigueur et d'intégrité dans la gestion de la chose publique sont en train de s'effriter et on assiste à l'efflorescence de la corruption et de la mauvaise gestion renforcées par le développement d'une culture d'impunité.

En second lieu, il faut relever la montée en puissance de la société civile qui s'affirme comme un acteur politique incontournable. Cette tendance n'est pas nouvelle, la société civile burkinabè ayant toujours joué un rôle politique essentiel. Cependant, le contexte politique national et international actuel est plus que favorable au dynamisme de la société civile. D'autant plus que cette dernière a toujours su préserver un minimum d'autonomie par rapport aux velléités de contrôle des différents régimes. Les exigences démocratiques, les engagements internationaux en matière de droits de l'homme et l'émergence d'une société civile mondiale montrent que la société civile est devenue un acteur avec lequel les gouvernements doivent compter, que ce soit au plan international ou au plan interne. Au plan interne justement, « le mouvement trop c'est trop » dirigé principalement par les organisations de la société civile a montré que celle-ci était devenue un acteur incontournable dans le jeu politique car capable de formuler des exigences politiques explicites relatives aux principes démocratiques et à l'Etat de droit.

Le troisième facteur significatif à même d'influer sur le futur est la perspective de pacification des mœurs politiques. En effet, la période 1966-1990 a vu la montée croissante de la violence politique et des réflexes autoritaristes dans les mœurs politiques. Mais la mobilisation de la société civile nationale et internationale, et des partis d'opposition autour du thème de la lutte contre l'impunité, le rôle positif joué par le collège des sages suite au drame de Sapouy en

1998 et l'engagement du pouvoir à faire la lumière sur les dossiers de crimes politiques et économiques, à laisser la justice faire son travail, à œuvrer pour une réconciliation nationale et à refonder les institutions démocratiques du pays, dans le sens des recommandations des sages, ont ouvert de réelles perspectives de pacification des mœurs politiques, qui sont l'essence même de la démocratie.

Au regard de tout ce qui précède, le principal défi à relever pour les 25 à 30 ans à venir en matière politique reste la consolidation du processus démocratique par l'établissement d'un large consensus sur les règles du jeu politique démocratique au sein de l'élite et la participation effective des populations aux élections et aux autres processus institutionnels. Aussi, faut-il promouvoir au Burkina Faso une gouvernance démocratique et un « appareil d'Etat développeur » et entreprendre un certain nombre de réformes indispensables à sa transformation. Le dialogue, le compromis, le pacte comme méthode de gouvernement et pierre angulaire des rapports entre gouvernants et gouvernés, telle est la clé pour parvenir à un consensus indispensable, non seulement à la consolidation de la démocratie mais aussi à la promotion du développement économique et social.

# 1.1.2. Rétrospective économique

Au cours des vingt dernières années le Burkina Faso a connu deux grandes options en matière de politique économique :

- une option volontariste et nationaliste axée sur le capitalisme d'Etat, la planification et l'auto ajustement, qui va des indépendances aux années 1990 ;
- une option libérale fondée sur des réformes économiques et financières avec l'appui des institutions de Bretton Woods et des partenaires au développement.

#### 1.1.2.1. Les tendances lourdes

La première tendance lourde qui se dégage, touche à la démographie avec un taux de croissance démographique élevé (2,7% entre 1975 et 1985 et 2,4% de 1985 à 1996), et à la grande mobilité de la population des campagnes vers les villes (exode rural) et l'étranger (émigration). Toutefois, la tendance à la migration externe est au ralentissement compte tenu du contexte sous régional et international. Si ces tendances actuelles étaient maintenues, cela conduirait non seulement à un doublement de la population sur les 25 années mais aussi un envolement du taux d'urbanisation avec un coût social et financier important.

La seconde tendance manifeste s'affiche dans le domaine de la santé. Il s'agit de la persistance de la propagation de la pandémie du SIDA. L'impact du VIH/SIDA sur la population active, principalement les jeunes, et les conséquences sur les indicateurs socio-économiques ne sont plus à démontrer. En effet, les tranches d'âge les plus touchées sont les adultes de 29 à 49 ans et les jeunes filles âgées de 13 à 24 ans dont les taux d'infection sont de 5 à 8 fois supérieurs à ceux des garçons de leur âge. Les effets d'une telle pandémie sont considérables sur la situation économique du pays. Outre l'abaissement de l'espérance de vie, elle occasionne une inflation des dépenses de santé, diminue la qualité et la quantité des ressources humaines du fait de l'accroissement de la mortalité des personnes actives et engendre une baisse de productivité en milieu rural. Ainsi, le SIDA exacerbe la pauvreté des plus pauvres et cause des distorsions dans la distribution et le niveau des revenus.

La troisième tendance caractéristique se lit dans le domaine économique avec deux traits fondamentaux à savoir : le déficit structurel de la balance commerciale et le poids croissant de la dette.

Concernant la balance commerciale, force est de constater, malgré la dévaluation du franc CFA de 1994, une persistance des déséquilibres des comptes extérieurs du fait d'un accroissement moins fort des exportations par rapport aux importations. En effet, les échanges extérieurs sont caractérisés par une structure des exportations très concentrée sur trois (3) produits (coton, or, élevage), exportés sous forme très peu transformée et un degré de concentration des débouchés sur peu de marchés. Les opportunités qu'offrent les marchés mondiaux sont très limitées et ne portent que sur deux produits essentiels que sont le coton et l'or dont les productions (les recettes) sont fonction du niveau des cours mondiaux.

Quant à la dette, son encours, depuis 1985 n'a cessé d'augmenter. L'endettement extérieur est, quant à lui, passé de 178 milliards de FCFA en 1985 à 922 milliards de FCFA en 1999. La dévaluation du franc FCFA en 1994 a eu pour conséquence de doubler les encours libellés en devises notamment pour ce qui concerne la dette extérieure. L'élection du pays, à l'Initiative des Pays Pauvres très Endettés (PPTE), est un énorme soulagement à condition de faire une utilisation efficace des gains.

Une autre préoccupation est la persistance, voire l'accroissement de la pauvreté. Les différentes enquêtes burkinabè sur les conditions de vie des ménages indiquent des incidences élevées et en relative progression de pauvreté au niveau de la population. 44,5% en 1994; 45,5% en 1998 et 46, 4% en 2003. Cette incidence est plus forte au niveau de la campagne où plus de la moitié (52%) de la population vit au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. Mais elle croit plus rapidement en ville, passant de 10,5% en 1994 à 19,9% en 2003. Il y a donc une précarisation accrue des conditions de vie des populations devenues plus vulnérables.

#### 1.1.2.2. Les forces et faiblesses

Les forces peuvent être décelées au double plan social et économique.

Au plan social, trois éléments méritent d'être retenus. Il s'agit de :

- l'existence d'une conscience nationale à même d'asseoir la cohésion sociale ;
- l'importance de la population à majorité jeune et potentiellement dynamique ;
- l'existence d'un capital humain reconnu pour son ardeur au travail.

Au plan économique, le pays a entrepris des efforts considérables en matière de réformes économiques qui lui ont permis d'améliorer le niveau de croissance économique tout en bénéficiant de l'appui des bailleurs de fonds. En outre le développement des filières d'exportation telles que les fruits et légumes, l'élevage, les mines ainsi que l'industrie culturelle et touristique constituent également des forces pour le développement socio-économique du Burkina Faso. A cela, il faut ajouter l'appartenance à une zone monétaire stable.

Les faiblesses au niveau général tiennent à :

- la mauvaise qualité des ressources humaines qui témoigne de l'ampleur du déficit social (avec moins de 0,45 années d'éducation en moyenne pour la force de travail comparé à 2,19 en Côte d'Ivoire);
- *l'insuffisance des ressources naturelles* liée à leur gestion inadéquate, aux systèmes de production, et aux aléas climatiques. Une situation aggravée par la rareté des ressources hydriques, la fragilité des sols, les sécheresses répétées et l'enclavement du pays ;
- la faiblesse de l'épargne et de l'investissement. En la matière et au niveau institutionnel et macroéconomique, il convient de souligner l'insuffisance de l'épargne intérieure. A cela s'ajoute le faible niveau de l'investissement productif et de son taux de productivité marginale;
- *le développement de la fraude et de la corruption*. Le phénomène prend de l'ampleur et devient de plus en plus inquiétant et risque de ternir l'image positive dont jouissait le Burkina Faso en matière de bonne gestion des ressources publiques.

Les faiblesses au niveau sectoriel concernent :

- l'agriculture et l'élevage encore traditionnels et extensifs et surtout tributaire de la pluviométrie ;
- l'industrie peu compétitive du fait des coûts très élevés des facteurs de production ;
- les échanges commerciaux freinés par l'enclavement, la faible compétitivité des produits nationaux et la faiblesse du réseau routier interne ;
- les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dont le bas niveau d'introduction ne permet pas de profiter des opportunités offertes.

### 1.1.2.3. Les opportunités

Les principales opportunités à saisir sont constituées par :

- la confiance renouvelée des bailleurs de fonds du fait de la stabilité politique et des efforts entrepris en matière de réformes économiques. Cependant, cette opportunité risque d'être hypothéquée si rien n'est fait pour juguler le développement de la corruption et de la fraude ;
- *l'impact économique bénéfique* de l'organisation des rencontres régionales et internationales (SIAO, FESPACO,...) sur les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et du transport ;
- les effets socio-économiques de l'intégration régionale sur les ressources humaines et la valorisation des richesses culturelles. A ce titre, le Burkina Faso devra mieux exploiter sa position de carrefour ;
- le développement des nouvelles technologies de l'information à même de donner au pays la possibilité d'enrayer les effets de l'enclavement, de porter plus en avant les processus de gouvernance politique, administrative et économique. Mais ces opportunités offertes ne seront exploitables que s'il y a un important investissement dans l'éducation et les infrastructures nécessaires.

#### **1.1.2.4.** Les menaces

Les menaces portent sur :

- la persistance des conflits en Afrique et particulièrement dans la sous-région, notamment la crise ivoirienne ;
- la dépendance accrue vis-à-vis de l'Aide Publique au Développement au sujet de laquelle l'évolution des dépenses d'investissement montre une prépondérance quasi permanente des ressources extérieures ;
- l'accentuation de la dégradation de la balance des paiements consécutive à la trop grande dépendance de l'économie à l'égard des cours mondiaux et les effets négatifs de la détérioration des termes de l'échange ;
- les risques de délocalisation des unités industrielles dans le cadre de l'UEMOA consécutifs à l'ouverture du marché régional, aux coûts exorbitants des facteurs de production et à la faible maîtrise technique ;
- la dégradation de l'écosystème et l'avancée du désert qui compromettent la viabilité d'un secteur agricole déjà peu performant.

#### 1.1.2.5. Les germes de changements et les évolutions récentes

Les germes de changements et les évolutions récentes sont les suivants :

Ralentissement des flux migratoires: Le ralentissement des flux migratoires et le retour des migrants peuvent avoir des effets très favorables sur les secteurs agricole, industriel et des services. L'exécution de certains projets tel que le projet de fixation des jeunes sur leur terroir et certaines actions menées par les autorités auprès des Burkinabé de l'étranger vont également dans ce sens.

Développement du secteur artisanal : Le secteur artisanal bien que peu structuré pour l'instant s'organise et prend de l'ampleur depuis quelques années. Il se dynamise en raison de l'impact des différentes rencontres nationales, régionales et internationales.

Développement du secteur privé : A la faveur du déclin de l'Etat providence amorcé depuis les années 80 et des réformes économiques mises en oeuvre depuis 1991, l'on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs capables de se mettre au diapason des défis du développement national et de transcender les enjeux de la compétition et de la compétitivité aux échelles nationale, régionale et internationale.

Intégration régionale : L'intégration régionale va certainement induire des changements dans la structure et l'évolution de l'économie à travers le renforcement de la compétitivité des unités industrielles, la fluidité des échanges commerciaux au sein de l'UEMOA et partant une réforme de la politique fiscale consécutive à la diminution de la productivité budgétaire de la fiscalité de porte.

Mutations économiques : L'économie mondiale est en pleine mutation et le passage au troisième millénaire est caractérisé par la mondialisation, la régionalisation et la libéralisation. Ces trois éléments conditionnent l'évolution des économies nationales et en partie leurs maillons extravertis.

Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : source de croissance et de compétitivité de l'économie, elles vont certainement modifier les comportements socio-économiques et politiques.

Changements dans les villes moyennes: Des transformations s'opèrent dans les villes moyennes à la faveur de la décentralisation et de l'exécution du programme de développement des villes moyennes dans certaines villes. En effet, des réalisations sont effectuées dans ces villes et sont porteuses de changements. Il s'agit de la construction d'infrastructures marchandes et autres équipements collectifs, du renforcement du niveau de maîtrise d'ouvrage de certains acteurs économiques, de l'amélioration du niveau de recettes, du transfert prochain de certaines compétences et ressources aux communes. La poursuite et la consolidation de ces actions devront enclencher une dynamique d'aménagement du territoire profitable aux villes et aux campagnes du Burkina Faso.

Au regard du tableau ci-dessus peint, il est clair que pour relever le défi du développement humain durable, le pays doit s'adapter et utiliser au mieux la configuration de l'environnement économique international et régional qui sera marqué par la mondialisation, le développement rapide de la technologie, la formation et le renforcement de grands blocs régionaux, l'instabilité des cours des monnaies notamment pour le franc CFA désormais arrimé à l'Euro, la concurrence sur le marché mondial entre pays en développement exportant des produits primaires similaires.

En tout état de cause, la configuration de l'environnement international et régional à long terme et les ambitions de développement du Pays suggèrent les recommandations suivantes :

- oeuvrer en priorité pour la consolidation d'un Etat de droit où existe la stabilité politique et sociale, condition première pour un développement économique et social harmonieux ;
- s'engager résolument et activement sur la voie de l'intégration économique ;
- poursuivre la politique de renforcement du cadre judiciaire et juridique des affaires ainsi que la promotion du secteur privé et de la participation des communautés aux choix et à l'exécution des actions de développement;
- cultiver au sein de l'administration et de la société les valeurs éthiques, un sens éthique aigu fait d'intégrité, de probité morale, et de respect du bien commun et ce en puisant dans les valeurs socioculturelles en voie de disparition ;
- élaborer et exécuter une politique des villes moyennes ;
- élaborer et exécuter un schéma national d'aménagement du territoire.

# 1.1.3. Rétrospective sociale

Au plan social, l'étude rétrospective fait ressortir une société burkinabè en voie de bipolarisation avec une fracture sociale qui va s'élargissant. D'un côté, un monde de pauvres luttant pour leur survie et victimes de tous les maux sociaux et de l'autre, une minorité de riches. Malgré l'adoption de politiques et de stratégies sociales, les résultats sont jusqu'ici bien en deçà des attentes des populations.

#### 1.1.3.1. Les tendances lourdes

Les tendances lourdes concernent presque tous les secteurs sociaux.

Au plan de la santé et de la protection sociale, le constat est celui d'un niveau de mortalité générale très élevé (16,5 pour 1000) et le développement de pandémies qui hypothèquent l'évolution de la courbe de l'espérance de vie. On assiste, par ailleurs à la régression des systèmes de protection sociale liée à la dislocation des institutions traditionnelles et aux capacités limitées des institutions modernes (CNSS, CARFO...). Les perspectives d'une « santé pour tous » semble s'éloigner avec une démographie non maîtrisée qui accroît la pauvreté en raison de l'incapacité des budgets sociaux à suivre le rythme démographique.

Dans le domaine de l'éducation, force est de reconnaître la faiblesse des taux de scolarisation et d'alphabétisation.

En matière d'emploi, l'observation fait apparaître la prédominance de l'emploi précaire, un développement du chômage en milieu urbain (18%), et un sous emploi en augmentation dans les zones rurales (40%).

Sur le plan culturel, malgré une population burkinabé à plus de 80% rurale et la diversité culturelle inhérente à la multiplicité des ethnies, on note une régression des valeurs culturelles nationales. Cet effritement culturel est dû en partie à une diffusion médiatique largement favorable à l'extérieur et à une quasi-absence d'une politique culturelle indiquée. En outre, la pénétration de valeurs étrangères induit des changements et est à l'origine de nouveaux phénomènes de société comme la délinquance juvénile, l'abandon d'enfants et la prostitution des jeunes filles.

Dans le domaine du genre, alors qu'elles représentent 51,7% de la population totale, les femmes, du fait de certaines pratiques ancestrales dévalorisantes pour elles et de diverses pesanteurs culturelles, demeurent l'une des catégories les plus pauvres et les plus marginalisées de la société. Le manque d'engagement ferme et de moyens appropriés ne permet toujours pas la mise en œuvre d'une vigoureuse politique de discrimination positive. D'où une situation marquée par :

- la sous scolarisation des filles et le faible taux d'alphabétisation des femmes ;
- la précarité de la santé de la reproduction aggravée par le surmenage physique, la malnutrition, les maternités trop rapprochées, précoces ou tardives ;
- la prise en compte insuffisante de la dimension féminine dans l'élaboration des projets et des programmes de développement ;
- l'accès limité aux ressources économiques, qu'il s'agisse de la terre, du crédit ou de tout autre moyen de production.

#### 1.1.3.2. Les forces et faiblesses

Les éléments ci-après constituent des soutènements qui peuvent appuyer une politique de développement social. Il s'agit entre autres :

- du développement d'une politique culturelle faisant la promotion des valeurs nationales ;
- de l'émergence d'une société civile dynamique insistant sur la nécessité d'une culture de citoyenneté et de justice sociale ainsi que de bonne gouvernance dans la gestion de la chose publique;
- de l'existence d'un potentiel humain compétent et disposant d'idées constructives.

Mais il existe des insuffisances. Elles concernent :

- le manque de vision sociale et l'absence de programme politique clair tant dans les partis politiques que dans la société civile ;
- l'insuffisance de dialogue entre les différents acteurs de la vie politique révélatrice d'un manque d'idéal social ;
- l'impunité et la réalité d'une justice sociale défaillante ;
- la faible valorisation de l'expertise et des valeurs nationales ;
- l'effritement de l'éthique, de la morale et de la solidarité avec pour conséquence le développement de la corruption, de l'insécurité, des crimes politiques et d'injustices sociales flagrantes ;
- l'absence d'une politique de logement social et d'un système de financement adéquat.

#### 1.1.3.3. Les opportunités

Elles sont extérieures. Il s'agit de l'intégration régionale et de la mondialisation. Si la première constitue un gage de succès pour le traitement des questions sociales et culturelles, la seconde, par l'ouverture et la diversification qu'elle implique, offre des possibilités de tirer profit de l'espace monde.

#### **1.1.3.4.** Les menaces

Les opportunités ne doivent pas cacher les menaces qui se profilent à l'horizon et qui sont :

- les résistances persistantes à l'idéal communautaire d'intégration régionale ;
- la persistance du micro-nationalisme ;
- les flottements entre les valeurs endogènes et les valeurs exogènes conduisant à une perte de repères et aux crises identitaires ;
- l'exclusion sociale et l'insécurité.

#### 1.1.3.5. Les germes de changements et les évolutions récentes

Trois éléments méritent d'être soulignés. Il s'agit de :

- l'affirmation de la place de la femme sur la scène politique et économique pour l'amélioration de sa condition sociale ;
- l'émergence d'une citoyenneté active faite d'un plus grand engagement des populations dans les actions qui les concernent. Toutes choses qui ne peuvent que conforter le choix de la décentralisation comme mode d'organisation du pays ;
- la déliquescence du tissu social défait les liens de solidarité et favorise l'individualisme et le repli sur soi.

D'importants atouts socioculturels existent, dont la prise en compte insuffisante a conduit aux « culs de sac du chauvinisme territorial ». Les Burkinabè sont capables de relever les défis d'un véritable développement dans une intégration africaine bien comprise. Cet ancrage régional devra permettre la mise en place d'un système plus équilibré, plus soucieux d'un développement harmonieux dans lequel la femme sera socialement valorisée, l'impunité, la corruption, les injustices et l'exclusion sociales bannies.

En conclusion, il ressort des différentes études rétrospectives que le Burkina présente deux caractéristiques principales. Il est un pays en transition et une société fragile.

Il est d'abord un pays en transition vers :

- l'Etat de droit et la démocratie pluraliste ;
- l'économie de marché :
- la consolidation de sa cohésion sociale.

#### Cette situation d'entre deux eaux le rend fragile :

- au plan politique du fait de l'absence de consensus sur les règles essentielles du jeu démocratique ;
- au plan économique parce que trop dépendant de l'aide extérieure ;
- au plan social du fait de la fracture sociale de plus en plus béante.

#### Il en résulte que pour exister demain, le Burkina devra :

- promouvoir la démocratie comme valeur de référence et favoriser le développement d'une citoyenneté active. Toutes choses qui impliquent un important investissement dans l'éducation et l'installation d'une logique de droits et devoirs dans la perception des gouvernants;
- asseoir sa gouvernance sur une infrastructure éthique à même d'enrayer la spirale infernale et suicidaire de la corruption ;
- s'engager résolument et activement sur la voie de l'intégration économique ;
- poursuivre la politique de renforcement du cadre judiciaire et juridique des affaires ainsi que la promotion du secteur privé et de la participation des communautés aux choix et à l'exécution des actions de développement ;
- renforcer la cohésion sociale par une plus grande justice sociale, un sens aigu du bien commun, une reconversion aux vertus de probité et d'impartialité.

# 1.2. ENQUETE SUR LES ASPIRATIONS NATIONALES

L'enquête sur les aspirations nationales<sup>1</sup>, première du genre au Burkina Faso a recueilli, d'une part, les perceptions qu'ont les populations burkinabè de la situation passée et actuelle du pays et d'autre part, leur vision et les stratégies proposées pour leur réalisation au plan social, économique, politique et culturel.

# 1.2.1. Perceptions des populations de la situation passée et actuelle du Burkina Faso

#### 1.2.1.1. Sur le plan social

Concernant la **démographie**, les opinions sur l'appréciation de l'effectif de la population résidente du Burkina Faso (11,3 millions en 2000) sont partagées : pour environ trois personnes sur cinq, cet effectif est trop élevé. Les raisons évoquées sont le fait que le pays n'a pas assez de ressources. La principale raison avancée par ceux qui estiment le contraire porte sur le fait que le pays a besoin de main d'œuvre.

Les migrations internes sont perçues par 52,6% de la population comme une bonne chose. Selon eux, elles sont motivées par la recherche de travail, la pauvreté et la recherche de terres fertiles. En revanche, les migrations externes sont jugées plutôt mauvaises par 64,7% de la population.

Au plan de **la santé**, **de l'alimentation et de la protection sociale**, les structures sanitaires sont estimées géographiquement accessibles pour 49,2% de la population contre 50,8% d'opinions contraires.

Par ailleurs, pour 87% de la population, les soins de santé de type moderne coûtent chers. Trois quarts des Burkinabé ont une bonne appréciation de l'accueil dans les formations sanitaires.

La majorité des Burkinabé considère le sida comme une maladie mortelle (54,7%) ou une maladie sexuellement transmissible (16%) ou virulente et incurable (11,5%).

Quatre personnes sur cinq (85%) sont favorables à la planification familiale, par les méthodes modernes ou traditionnelles. Seulement 33,1% utilisent une méthode moderne, 10,7% une méthode traditionnelle et 9.6% les deux à la fois.

Une très grande majorité de la population affirme ne bénéficier d'aucune forme d'assistance ou de protection sociale formelle.

De l'appréciation du **système éducatif** actuel, il ressort que presque tous les Burkinabè (99%) estiment qu'il rencontre de nombreuses difficultés qui sont : le coût élevé de l'éducation, l'insuffisance des revenus, l'insuffisance des infrastructures, la faible qualification des

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Un échantillon à trois composantes a été défini à trois niveaux différents et complémentaires : 1520 personnes pour le volet grand public, 150 pour le volet experts et 142 pour celui des leaders d'opinion. Les entités géographiques de l'étude sont les dix régions de planification qui existaient avant le découpage du territoire en 13 régions.

enseignants, l'inadéquation formation/emploi, les perspectives incertaines d'emploi du système scolaire, la réticence, voire le refus des parents et le manque d'enseignants/de personnel.

L'écrasante majorité des citoyens (91,1%) trouve que l'alphabétisation en langues nationales est à promouvoir contre seulement 8,7% qui n'en perçoivent pas la nécessité.

En matière d'accessibilité de **l'eau potable**, près de 62% de la population estiment y avoir accès. Des disparités existent cependant selon le milieu de résidence (urbain et rural) et les régions.

Les contraintes à l'accessibilité de l'eau potable sont liées aux longues distances à parcourir, aux pannes fréquentes des pompes, aux problèmes d'hygiène et d'assainissement et enfin à l'insuffisance des infrastructures hydrauliques.

Au plan de la pauvreté et de l'exclusion, la perception de la pauvreté varie selon le niveau d'instruction, la région et le milieu de résidence. La majorité des Burkinabè estime que la pauvreté est en augmentation au Burkina Faso. Parmi les multiples facteurs qui influencent l'évolution de la pauvreté, on peut relever la sécheresse surtout pour le milieu rural, la cherté de la vie en particulier pour le milieu urbain, la mauvaise répartition des ressources, l'insuffisance d'activités rémunératrices, l'abandon des mécanismes de solidarité et l'accroissement de la population.

Concernant **l'emploi et le chômage**, la majorité (82,3%) des Burkinabè estime que le chômage est en augmentation. De même, la très grande majorité (89,7%) de la population pense qu'il est difficile d'accéder à un emploi rémunéré au Burkina Faso. Plusieurs facteurs explicatifs sont évoqués : situation économique difficile du pays, insuffisance d'emplois ou saturation du marché de l'emploi, insuffisance de formation, faiblesse des ressources de l'Etat, inadéquation formation/emploi, corruption/affairisme et insuffisance de dynamisme du secteur privé.

La perception de la situation du **logement** révèle que plus de la moitié (58,4%) de la population déclarent ne pas être satisfaite de ses conditions de logement. Des problèmes divers de logement, le plus important est le coût élevé des matériaux de construction.

Au plan de la femme et de la famille, la femme est perçue comme ayant un rôle économique prépondérant mais elle est reléguée au second plan en matière politique et sociale où elle n'existe qu'à travers l'homme. Les Burkinabé ont une faible perception des actes mondialement classés comme violences faites aux femmes.

#### 1.2.1.2. Sur le plan économique

Au plan de la **gestion macroéconomique**, la situation actuelle de l'économie burkinabè est bien appréciée par 43,2% de la population tandis que 43,9% la trouvent plutôt mauvaise. 1 personne sur 2 trouve que la situation économique s'est améliorée depuis 1960 contre environ 1 personne sur 5 qui juge qu'elle s'est plutôt détériorée.

Quatre principaux problèmes ont été cités comme étant ceux qui entravent le développement économique du Burkina Faso : la dépendance vis-à-vis de la pluviométrie, la corruption, la

mauvaise conception des politiques économiques et, enfin, le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources nationales.

Ces problèmes, en plus de l'analphabétisme, correspondent aux principales faiblesses économiques à combattre.

Les Burkinabé ont indiqué comme principaux facteurs de blocage du secteur privé la fiscalité, le manque de moyens, le manque d'appui au secteur, les coûts des facteurs de production et le manque d'initiative.

Comme atouts pour le développement économique du Burkina Faso, les Burkinabè ont cité la disponibilité de la main-d'œuvre, la stabilité politique, la capacité organisationnelle, la rigueur dans la gestion et la situation géographique (carrefour) du pays.

Au titre des principales activités économiques porteuses au Burkina Faso, les populations retiennent par ordre d'importance : l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

Quant à la perception des Burkinabé des secteurs du **transport et du tourisme**, la majorité (77,4%) estime que le secteur des transports a connu une amélioration contre 10,5% qui pensent qu'il s'est plutôt détérioré. Plus du tiers des personnes (38,2%) ne sont pas en mesure de donner un avis sur l'évolution du secteur du tourisme, mais 45,8% estiment que le secteur s'est amélioré.

Concernant l'évolution de la situation des **télécommunications et de l'énergie**, la grande majorité (80,9%) des Burkinabè estime qu'elle s'est améliorée.

Au plan de **l'environnement**, les principales causes de dégradation de l'environnement selon les Burkinabé sont la déforestation et la coupe abusive du bois, l'accroissement de la population induisant un accroissement de la demande en ressources naturelles, les pratiques culturales néfastes, les feux de brousse et l'insuffisance des pluies.

Les causes de dégradation de l'environnement urbain évoquées sont principalement la pollution et les nuisances industrielles, l'insalubrité, le non-fonctionnement des services de voiries, l'accroissement du nombre de véhicules.

Concernant la **science et la technologie**, 40% des Burkinabé trouvent que les produits locaux sont de meilleure qualité que les produits importés, 33% qu'ils sont de mauvaise qualité et 25% qu'ils sont de qualité comparable. Les urbains et les personnes les plus instruites sont les plus critiques dans leur appréciation des produits locaux.

Quant à **l'intégration régionale**, la majorité (73%) des Burkinabé est favorable à l'intégration économique régionale, alors que 5,6% de la population l'estiment mauvaise. Toutefois, plus de 20% de la population semblent ignorer totalement ce qu'est le processus d'intégration économique en cours dans la sous-région.

#### 1.2.1.3. Sur le plan politique

Concernant la gouvernance démocratique, les Burkinabè ignorent majoritairement (53,4%) le sens de la date du 5 août 1960. La population (43%) affirme ne rien savoir de la notion de

démocratie, et 50,7% ont une appréhension plus ou moins acceptable de la notion de démocratie.

De l'appréciation du système démocratique burkinabè, il ressort que 31,9% des Burkinabè en ont une appréciation positive, tandis que 25% l'apprécient négativement.

La perception de **l'administration publique** est la suivante : la majorité (55,7%) de la population est satisfaite des prestations de l'administration. Les raisons de satisfaction se réfèrent à la compétence et à la disponibilité des agents.

Les raisons d'insatisfaction avancées sont la lourdeur administrative, le mauvais comportement du personnel, la corruption et l'affairisme.

La politique de **décentralisation** est bien appréciée par 73,3% des personnes contre seulement 5,1% qui pensent qu'elle est mauvaise.

Les populations ont une appréciation mitigée de la **justice**. En effet, la justice est appréciée positivement par 40,6% des personnes et négativement par 43,8%.

Au plan de la **défense et de la sécurité**, les Burkinabè ont en majorité (69,4%) une appréciation positive du rôle de l'armée tandis que 21,3% en ont une négative et 9,3 % sont sans opinion.

La tendance actuelle est à la stabilité politique, avec l'instauration de la démocratie dont les fondements restent à consolider. L'administration pour sa part est perçue assez négativement dans son fonctionnement actuel, de même que la justice. Quant à l'armée, elle est acceptée lorsqu'elle se limite à ses attributions traditionnelles mais est condamnée pour ses implications dans le jeu politique.

#### 1.2.1.4. Sur le plan culturel et sportif

Concernant les **arts et la culture**, d'une manière générale, l'appréciation des Burkinabè sur le rôle des pratiques traditionnelles est positive, 61% affirment qu'elles constituent un stimulant au développement contre 26% qui trouvent qu'elles sont un obstacle au développement et 13% ne savent pas quelle appréciation donner.

La majorité (73,2%) des Burkinabè affirment que les valeurs culturelles sont en détérioration du fait de l'influence des cultures extérieures.

Les trois principales valeurs culturelles à sauvegarder sont l'entraide et la solidarité communautaire, le respect de la hiérarchie et des aînés, la loyauté, la dignité et la probité morale. Les trois pratiques culturelles à abandonner étant l'excision, le mariage forcé et les feux de brousse.

La **jeunesse** selon les Burkinabè, constitue un atout pour le développement eu égard à son importance numérique, sa capacité d'adaptation aux changements et son sens de l'innovation. Toutefois, elle est confrontée au chômage, à la délinquance, au banditisme et à la prostitution, à l'exode rural et à l'émigration.

Sur le plan du **sport**, les principaux problèmes identifiés sont la pauvreté générale, l'insuffisance d'encadrement technique et l'amateurisme généralisé, le manque d'infrastructures adéquates. Les trois sports préférés de la population sont, le football, le cyclisme et la lutte traditionnelle.

Enfin, concernant leurs principaux **loisirs**, les Burkinabè, ont énuméré principalement le sport, la musique et la danse.

### 1.2.2. Visions et stratégies des populations à l'horizon 2025

#### 1.2.2.1. Sur le plan social

La vision des Burkinabè du domaine social est un ralentissement du phénomène de la migration, la santé et l'autosuffisance alimentaire pour tous en 2025, l'amélioration quantitative et qualitative du système éducatif, l'accès de tous à l'eau potable, la réduction sensible, voire l'élimination de la pauvreté et du chômage, un logement décent pour tous, une femme émancipée, libre et l'égale de l'homme en droit.

Pour réaliser cette vision, les stratégies ci-après sont proposées.

**Migrations**: favoriser l'emploi des jeunes, travailler à réduire la pauvreté, construire des barrages pour permettre les cultures de contre saison, doter les jeunes de matériel pour l'agriculture et l'élevage, encourager les jeunes à revenir à la terre, laisser les gens dans les localités de leur choix et accélérer le processus d'intégration.

D'autres stratégies ont été proposées et concernent la réforme du système scolaire en intégrant l'apprentissage des métiers, la réduction de l'analphabétisme et l'urbanisation de certaines localités du Burkina Faso.

**Santé** : accroître les infrastructures, les effectifs du personnel sanitaire, améliorer la qualité du personnel, réduire les prix des médicaments et mettre en œuvre l'IEC/santé.

**Sécurité alimentaire** : développer l'agriculture et diversifier la production alimentaire.

**Sécurité et protection sociale** : l'extension de la protection sociale, le renforcement de toutes les formes de solidarité et d'assistance sociale, la création de mutuelles et de groupements associatifs, la prise en charge des personnes invalides par la sécurité sociale.

**Education** : la diminution des coûts de scolarité, l'accroissement des structures scolaires, l'amélioration des conditions de travail des enseignants et la réforme des programmes d'enseignement.

Eau potable : la construction d'ouvrages, la baisse du coût des installations et l'implication des bénéficiaires au financement des infrastructures communautaires et diverses autres mesures d'accompagnement.

**Pauvreté et exclusion** : la création d'emplois rémunérateurs ou d'activités génératrices de revenus, la promotion de l'autosuffisance alimentaire, le renforcement de la solidarité sociale.

**Emploi et chômage** : le développement de la formation professionnelle, l'accès au crédit, la réalisation d'infrastructures économiques de base et la mise en place de mécanismes de solidarité.

**Logement** : la diminution du prix des matériaux de construction, l'accessibilité des terrains lotis, l'accès au crédit à la construction et le relèvement du pouvoir d'achat des populations.

Femme et famille : le développement des activités génératrices de revenus, la vulgarisation du Code des personnes et de la famille, la culture de la morale au sein de la famille, le développement des mécanismes de solidarité familiale, la promotion de l'entente et du dialogue au sein de la famille et la scolarisation de la jeune fille.

#### 1.2.2.2. Sur le plan économique

La vision des Burkinabè est celle d'une économie prospère, où se développeront les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, du commerce et de l'industrie, avec un appui conséquent au secteur privé. Elle est aussi celle d'un secteur des transports amélioré, avec des moyens de transport accessibles et le désenclavement de toutes les régions du Burkina Faso, un secteur touristique concurrentiel qui sera source de développement économique et social, l'accès de tous au téléphone, à la télévision et à la radio, aux ressources énergétiques, en particulier l'accès à l'électricité, la promotion des énergies nouvelles et la vulgarisation du gaz, un environnement restauré et respecté par l'homme où il y a beaucoup d'arbres et où le désert recule.

La vision de la population est enfin et aussi celle d'un Burkina Faso où les technologies traditionnelles seront modernisées pour promouvoir la qualité et la consommation des produits locaux, un ensemble géographique où le Burkina Faso peut davantage s'affirmer dans le rôle de leadership en maintenant de bonnes relations avec les pays de la sous-région et les autres peuples du monde.

Pour réaliser cette vision, des stratégies ont été proposées ainsi qu'il suit par domaine :

**Gestion macroéconomique** : la modernisation de l'agriculture et de l'élevage, le travail et la rigueur dans la gestion, et la promotion de l'initiative privée.

**Transport** : le bitumage et l'entretien des voies existantes, la diminution du coût du carburant et des transports ainsi que la promotion de l'initiative privée.

**Tourisme** : le développement des infrastructures touristiques, le développement de la culture touristique ainsi que le recensement et la valorisation des sites touristiques.

**Télécommunications** : la vulgarisation de la radio, de la télévision et du téléphone, la diminution du coût des services et une bonne politique de communication.

**Energie**: l'accroissement de l'offre à travers le développement de l'énergie solaire, l'électrification villageoise, la construction de barrages hydroélectriques, l'accroissement de la demande à travers la baisse du prix des hydrocarbures et de l'électricité et la sensibilisation de la population à l'utilisation du gaz.

**Environnement** : le reboisement, l'IEC, la gestion rationnelle des ressources naturelles et le respect de la réglementation.

**Science et technologie** : la promotion de l'agro-industrie, la consommation des produits locaux, la promotion de l'artisanat, l'amélioration de la qualité des produits artisanaux et dans une moindre mesure la promotion du partenariat avec l'extérieur.

**Intégration régionale** : la recherche de l'entente sous-régionale, la bonne gestion des ressources humaines, financières et naturelles, la culture de l'amitié avec les autres peuples du monde et le respect des accords avec les partenaires.

#### 1.2.2.3. Sur le plan politique

La vision des Burkinabè est celle d'un Etat assurant l'éducation et la santé, la défense des droits et des intérêts des citoyens, jouant le rôle de superviseur et d'arbitre et garantissant la transparence dans la gestion des affaires publiques. C'est un pays où règnent la démocratie, la stabilité politique, la paix et la concorde sociales.

La vision est aussi celle d'une administration plus proche des administrés, favorisant le développement local et dans laquelle davantage de pouvoir de décision est accordé aux populations locales, une justice crédible et équitable, indépendante et transparente, décentralisée, compétente et accessible à tous, une sécurité intérieure et extérieure garantie, notamment : une armée politiquement neutre, au service de la paix et de la justice pour tous.

Les stratégies suivantes sont proposées dans les différents domaines pour réaliser cette vision :

Gouvernance démocratique : l'instauration de la concertation et du dialogue entre les acteurs concernés ainsi que le respect des principes démocratiques.

**Décentralisation**: la bonne mobilisation et l'exploitation des ressources locales et nationales; la sensibilisation et la responsabilisation par la concertation entre partenaires locaux et centraux ; l'équipement des villages en infrastructures de base ; le renforcement et l'accélération du processus de décentralisation.

**Justice** : la lutte contre la corruption et le respect de la déontologie du métier, l'accessibilité physique et financière de la justice, l'amélioration des conditions de travail des magistrats et l'éducation civique des populations.

Défense et sécurité : le renforcement des effectifs de l'armée, sa dotation en moyens et le renforcement de sa discipline.

#### 1.2.2.4. Sur le plan du sport, des loisirs et de la jeunesse

La vision de la population est un Burkina Faso devenu une nation de sport internationalement reconnue, dotée de centres de loisirs dans toutes les villes et campagnes et des loisirs pratiqués par tous. Elle est celle d'une jeunesse très peu touchée par le chômage, plus dynamique et plus responsable, travailleuse et apte à assurer la relève des aînés, en bonne santé et épanouie.

Les stratégies suivantes ont été proposées :

**Sport** : la création d'infrastructures sportives, la professionnalisation du sport et la révision de la politique sportive.

Loisirs: un plus grand développement des loisirs traditionnels, l'amélioration des équipements des centres de loisirs, ainsi que la diversification des loisirs.

**Jeunesse** : la mobilisation de la jeunesse autour des idéaux nobles et la formation professionnelle des jeunes.

**D'une façon générale**, on peut dire que l'enquête sur les aspirations nationales a mis en exergue les problématiques majeures du développement du Burkina Faso. Dans bien de domaines (social, politique, économique, culturel et sportif), les perceptions des populations sont tantôt mitigées, tantôt optimistes. Cependant, les visions sont résolument optimistes et les stratégies proposées sont généralement axées sur des actions concrètes à mener. Toute chose qui témoigne de la confiance des Burkinabé en l'avenir que manifestent les hommes et les femmes qui peuplent l'espace national du Burkina Faso.

# 1.3. ANALYSE STRUCTURELLE

L'analyse structurelle considère le Burkina Faso comme un « système » où se jouent des variables qui s'influencent mutuellement. De leurs relations d'influence et de dépendance, il ressort une base de lecture du système burkinabé, en dynamique, et des interprétations prospectives.

# 1.3.1. Présentation et analyse du système burkinabè

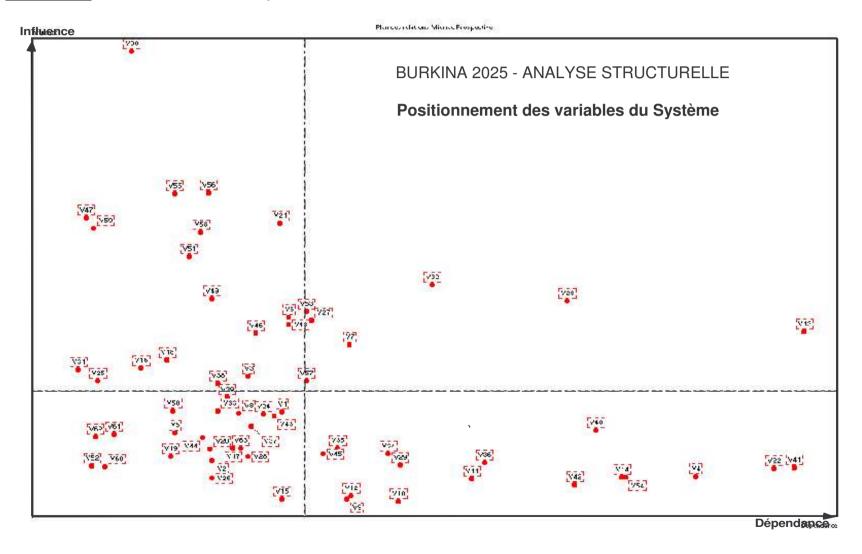
Le choix des variables caractéristiques du système burkinabé a fait l'objet d'un processus rigoureux et minutieux du Groupe Opérationnel des Experts en Prospective (GOEP). 264 variables furent d'abord identifiées ; elles furent ramenées à 71 par un regroupement puis aux 63 suivantes :

V1	Développement urbain	V33	Poids économique du coton	
V2	Croissance démographique	V34	Production vivrière	
V3	Gestion des migrations internes et externes	V35	Production animale	
V4	Etat de santé et de nutrition	V36	Tourisme	
V5	VIH/SIDA	V37	Transport et désenclavement	
V6	Niveau d'éducation et d'alphabétisation	V38	Energie	
V7	Qualité des ressources humaines	V39	Savoir endogène, science et technologie	
V8	Statut de la femme	V40	Secteur informel	
V9	Protection des enfants et des jeunes	V41	Gestion des ressources naturelles	
V10	Cohésion familiale	V42	Pollutions, nuisances et assainissement	
V11	Gestion des risques sociaux et de la vulnérabilité	V43	Maîtrise et gestion de l'eau	
V12	Accès à l'eau potable	V44	Accessibilité à la sécurité foncière	
V13	Importance de la pauvreté	V45	Changements climatiques	
V14	Situation de l'emploi	V46	Corruption	
V15	Accès au logement	V47	Rôle de la justice	
V16	Clivages ethniques et religieux	V48	Décentralisation et gouvernance locale	
V17	Importance des arts et de la culture	V49	Modernisation de l'appareil de l'Etat	
V18	Influence des traditions et des religions	V50	Liberté de la presse	
V19	Mobilisation de la jeunesse	V51	Gouvernance démocratique	
V20	Développement des sports et des loisirs	V52	Rôle de l'armée dans la vie politique	
V21	Pilotage de l'économie	V53	Sécurité intérieure et extérieure	
V22	Croissance économique	V54	Etat des droits humains	
V23	Investissement	V55	Intégration sous régionale et régionale	
V24	Compétitivité de l'économie	V56	Influence des organisations internationales	
V25	Accès aux crédits	V57	Image extérieure du Burkina Faso	
V26	Poids de la dette	V58	Rôle de la société civile	
V27	Rôle du secteur privé	V59	Mondialisation	
V28	Production minière	V60	Leadership sous-régional	
V29	Exportations	V61	Chefferie traditionnelle	
V30	Aide publique au développement	V62	Burkinabé de l'étranger	
V31	Avenir du franc CFA	V63	Communication sociale	
V32	Développement des NTIC			

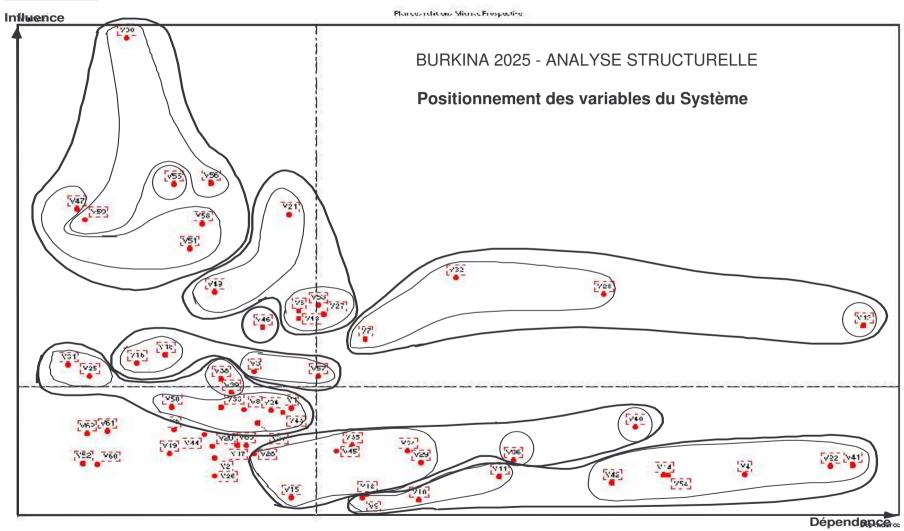
Suite à l'identification des variables, il a été procédé à la détermination des influences directes entre les variables à travers une matrice d'analyse structurelle. Sur la base des influences directes, il a été procédé à un traitement à partir du logiciel approprié (MIC MAC) pour déceler les relations d'influence directes et indirectes entre les variables. Ce qui a permis une interprétation des relations matricielles sur la base de leurs projections sur un graphique. Ensuite, l'exercice a conduit à l'identification de messages clés, d'incertitudes majeures, de questions clés et de thèmes prospectifs qui font l'objet d'analyse prospective.

Le tableau matriciel et les grilles d'interprétation du jeu des variables entre elles sont reproduits en **Annexe**.

Graphique 1. Tableau d'influence - dépendance.

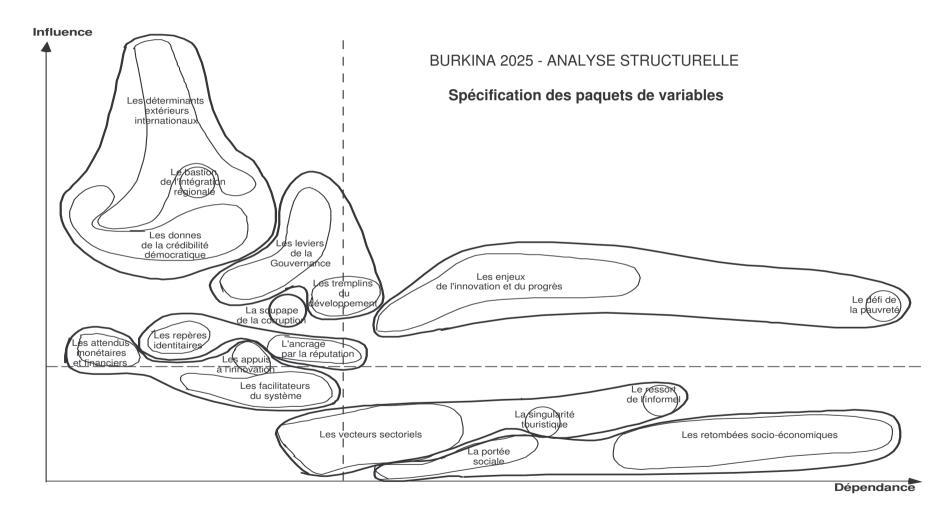


Graphique 2. Regroupements en patatoïdes



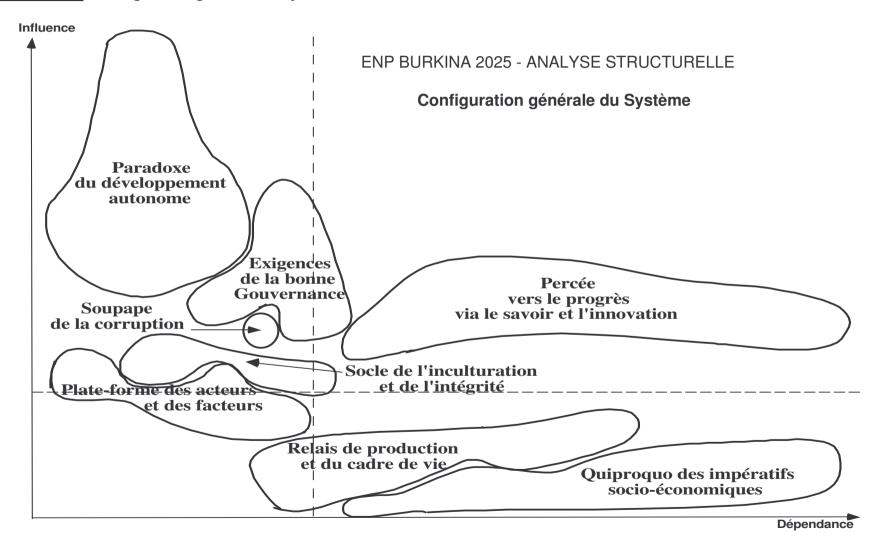
En fonction du contenu des nouvelles patatoïdes et de leur positionnement dans le plan, des dénominations sont retenues pour les nouvelles patatoïdes tel que figurant ci dessous.

**Graphique 3. Nomination des paquets de variables** 



Le regroupement des patatoïdes intermédiaires permet d'avoir des macro - patatoïdes qui donne la configuration générale du système telle que figurant ci dessous.

Graphique 4. Configuration générale du système burkinabé



L'application du principe de proximité et de la règle des rapprochements sémantiques entre variables a conduit à la constitution d'un premier groupe de 18 patatoïdes primaires regroupées en 8 patatoïdes dénommées en fonction de leur contenu sémantique.

	8 PATATOÏDES MAJEURS	18	SOUS ENSEMBLE COMPOSANTS DES PATATOÏDES	
1.	Paradoxe du développement autonome	-	Déterminants extérieurs internationaux [V30, V56, V59]	
		-	Bastion de l'intégration régionale [V55]	
		-	Donne de la crédibilité démocratique [V47, V51, V58]	
2.	2. Exigences de la bonne gouvernance		Levier de la gouvernance [V21, V49]	
		-	Tremplin du développement [V6, V27, V48, V53]	
3. Caillot de la corruption		-	Soupape de la corruption [V46]	
4.	Socle de l'inculturation et de l'ouverture	-	Ancrage sur la réputation [V3, V57]	
		-	Repères identitaires [V16, V18]	
5.	Plateforme des facteurs et des acteurs	-	Attendus monétaires et financiers [V25, V31]	
		-	Appuis d'innovation [V38, V39]	
		-	Facilitateurs [V1, V8, V24, V33, V37, V43, V50]	
6.	Vecteurs sectoriels	-	Relais de la production et cadre de vie [V12, V15, V28,	
			V29, V34, V35, V45]	
		-	Singularité touristique [V36]	
		-	Ressort de l'informel [V40]	
7.	Qui pro quo des impératifs socio	-	Portée sociale [V9, V10, V11]	
	économiques	-	Retombées socio économiques et environnementaux	
			[V4, V14, V22, V41, V42, V54]	
8.	Percées vers le progrès via le savoir et	-	Enjeux de l'innovation et du progrès [V7, V23, V32]	
	l'innovation	-	Défi de la pauvreté [V13]	

# 1.3.2. Les messages clés

Les messages clés donnent une grille nouvelle de lecture du système burkinabé, de sa situation objective et de ses potentialités.

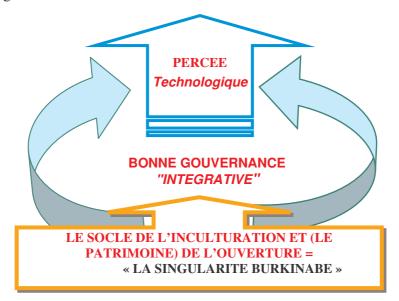
- Les points saillants des messages clés permettent de voir que le système Burkina est relativement déterminé, mais reste prédéterminé par les variables externes telles que l'aide publique au développement, l'influence des organisations internationales et la mondialisation.
- Malgré cette domination externe, le système repose sur un socle « d'endo-culture » constitué par les valeurs traditionnelles et religieuses qui donne au système sa singularité et ses richesses profondes ; le système burkinabé recèle ainsi d'énergies qui pourraient être activées pour se greffer ou se métisser aux autres valeurs et dynamismes exogènes dans un paradigme de type japonais.
- En outre, le système burkinabé devrait désormais s'attacher à s'orienter, dans son ensemble, vers une percée, vers des progrès au niveau sectoriel avec un appui particulier sur l'informel et le tourisme. A cet effet, la variable secteur informel et ses dynamismes méritent une attention et un suivi particulier, car elles représentent l'économie réelle, celle populaire.

Cette percée devrait prendre racine sur trois éléments fondamentaux qui forment les trois messages saillants issus de l'analyse structurelle et que sont :

- les exigences de la bonne gouvernance,
- le socle de l'inculturation et de l'ouverture, et
- la plate-forme des acteurs et des facteurs.

Ces trois éléments fondamentaux constituent l'autonomie du « système Burkina ». Cela veut dire qu'une non maîtrise ou une mauvaise gestion ou traitement de ces éléments directeurs (qui forment l'énergie du système burkinabé) peut entraîner un effondrement du système.

Afin de pérenniser le système, il ne faut pas systématiquement se tourner, comme il l'a été jusqu'à nos jours, vers les éléments sectoriels, mais plutôt vers des éléments perçus jusqu'à présent comme non déterminants comme « les exigences de la bonne gouvernance » et « le socle de l'inculturation » constitués par des éléments tels que : « l'influence des traditions et des religions », « les clivages ethniques et religieux » , « la gestion des migrations internes et externes » et « l'image extérieure du Burkina Faso ».



Il se dégage de l'observation d'ensemble que la pauvreté, structurelle dans le système, est un *mal* contre lequel on doit nécessairement lutter. Elle nécessite et exige une bonne gouvernance plutôt que l'identification des approches de filières, comme solution idoine.

La philosophie fondatrice de cette perception nouvelle est que les burkinabé devraient s'appuyer sur leurs valeurs propres couplées avec les exigences de la bonne gouvernance, autrement dit, une gouvernance visionnaire et ambitieuse, pour relever le défi de la lutte contre la pauvreté qui est une perspective structurelle, c'est-à-dire un objectif stratégique à réaliser absolument à long terme.

Cependant, la référence au patrimoine traditionnel ne doit pas se faire sans une lecture critique incluant des renoncements à certaines valeurs, des refus voire des rejets de certaines pratiques, en particulier les nombreuses constructions sociales concernant la femme ainsi que le repli identitaire, source de clivages ethniques et/ou religieux.

L'examen global de la configuration du système Burkina laisse entrevoir que la réalisation de cet objectif structurel est une conséquence positive de l'innovation et du progrès.

Il ressort clairement de la perception de cette dynamique nouvelle que les idées préconçues vis-à-vis du *secteur informel* et du *tourisme* doivent connaître, dans le cas particulier du Burkina Faso une reconsidération en ce que ces deux *sous-secteurs/secteurs*, de par le rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans le cadre de la lutte contre la pauvreté doivent connaître un nouveau positionnement.

En outre, le système Burkina interpelle par rapport à la dynamique de *l'intégration régionale* qui doit être considéré comme un bastion d'entrée dans la sphère internationale, notamment par rapport à la mondialisation, l'influence des organisations internationales et l'aide publique au développement.

Dans cette optique, il est souhaitable que le Burkina Faso ne prenne pas l'intégration régionale comme un exercice purement diplomatique et administratif, mais plutôt comme un point stratégique clé. Le Burkina Faso devrait donc stratégiquement amener ses pairs à percevoir l'intégration régionale non pas seulement comme le développement des institutions, mais plutôt à la percevoir comme un facteur de compétition ou de compétitivité sur le marché mondial.

La variable « intégration régionale » est une variable d'action qui devrait permettre au Burkina Faso de gérer de façon plus efficace (plus haut, plus loin) les perturbations externes qui constituent des pesanteurs tout en réalisant de façon efficiente l'objectif primordial de lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, au titre des messages clés, *la corruption*, tout comme le SIDA représente un des maux du siècle en général et du Burkina Faso en particulier. La corruption apparaît comme un catalyseur pour que les repères identiques passent en levier de gouvernance ou non, autrement dit, c'est une charnière.

# 1.3.2.1. Questions clés et thèmes prospectifs

La problématique autour des messages clés a permis d'identifier les variables qui étaient porteuses *d'incertitudes majeures* formulées sous formes de questions clés pour l'avenir.

Les questions clés ci-dessous identifiées ont ensuite été regroupées en macro thèmes prospectifs sur lesquels ont été conduites les constructions de scénarios.

Ainsi, à partir des questionnements ci-dessous retenus, quatre grands thèmes prospectifs ont été identifiés.

4 PATATOÏDES MAJEURES	QUESTIONS CLES A L'HORIZON 2025	THEMES PROSPECTIFS
Paradoxe du     développement     autonome	<ul> <li>Quelles mutations de l'aide publique au développement?</li> <li>Quelles seront la nature et l'emprise de la mondialisation?</li> <li>Quel rôle géostratégique de l'intégration régionale?</li> <li>Quelles seront la recevabilité et la viabilité des processus démocratiques nationaux?</li> </ul>	Thème 1 : Les mutations du contexte géopolitique
Exigences de la bonne gouvernance	<ul> <li>Quelles seront les aspirations et les capacités nationales à se réformer?</li> <li>Comment se caractérisera la culture entrepreneuriale, managériale e anticipative?</li> <li>Quelles seront les dispositions et les aptitudes des acteurs à prendre part ai processus de la décentralisation et de la gouvernance locale?</li> <li>Quelles seront l'ampleur et la forme de la corruption?</li> <li>Quels seront les facteurs critiques de la sécurité nationale?</li> </ul>	Thème 2: Les nouveaux fondements de la gouvernance

<b>4 PATATOÏDES MAJEURES</b>			QUESTIONS CLES A L'HORIZON 2025	THEMES PROSPECTIFS
3.	Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture	-	Quel sera l'état de l'intégration et de la cohésion sociale ?  De quel capital de confiance bénéficiera le Burkina Faso ?  Quelles seront la consistance et la dynamique des repères identitaires ?  Quels seront les nouveaux rapports entre hommes et femmes dans la société burkinabé ?	Thème 3 : La dialectique de l'inculturation et de l'ouverture
4.	Percées vers le progrès via le savoir et l'innovation	-	Quel sera le poids économique du coton, des autres cultures de rente et des produits de base pour le Burkina Faso ? Quel degré d'autonomie et quelle vitalité de la monnaie au plan national, sous-régional et régional ? Quelles seront les aptitudes et la possibilité du Burkina à s'approprier les technologies nouvelles et l'économie de l'immatériel ? Quelle sera l'acuité des problèmes d'urbanisation ?	<u>Thème 4</u> : Les ressorts et les attendus du progrès

# 1.3.2.2. Analyse des thèmes prospectifs

# Les mutations du contexte géopolitique

Le paradoxe du développement autonome forme un champ de forces qui maintiennent le système en « otage », en « sous système ». C'est une gouvernance sous tutelle *de facto*.

Un tel paradoxe ne peut pas se poursuivre au Burkina Faso dans un futur désiré.

Les questions clés conduisent à rechercher ici des réponses qui repèrent des mutations et identifient des alternatives ; c'est de la géostratégie. L'enjeu est la capacité d'accueil durable du système burkinabé d'une gouvernance démocratique. La réflexion prospective se doit donc d'approfondir par des réponses d'anticipation la problématique des *mutations du contexte géopolitique* qui affectent directement le système et l'influencent structurellement : quel scénario réduira la dépendance du système et lui permettra, ce faisant, d'exploiter les forces exogènes (aide et commerce extérieurs, mondialisation, organisations internationales) et les transformer en opportunités permettant d'aller plus loin ?

## Les nouveaux fondements de la gouvernance

Les exigences de la bonne gouvernance posent un problème de refondation du pouvoir politique, administratif et économique. C'est une question de transformation culturelle de la société, de la construction d'une nouvelle vision de la société et du monde.

Les questions clés sont posées par rapport aux aspirations des acteurs publics et privés à se réformer, à innover la gouvernance, à décentraliser les prises de décision, à purifier les champs du pouvoir de la gangrène de la corruption.

Les réponses à apporter aux problématiques de la bonne gouvernance sont celles qui vont la légitimer, en faire une gouvernance inclusive délibérément tournée vers l'actualisation du futur désiré et non enfermé dans le temps.

#### Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture

La question de la dialectique de l'inculturation et de l'ouverture interpelle les acteurs pour indiquer que le futur désiré est un mouvement de va et vient enrichissant entre « l'être pour soi» et le « être avec les autres», entre l'enracinement et l'ouverture.

Le présent doit être affecté par des choix de valeurs dont on veut aujourd'hui que le futur soit marqué; elles concernent, notamment, les repères identitaires et l'incarnation (l'accueil) des valeurs féminines.

C'est la question culturelle par excellence.

C'est en puisant dans le patrimoine culturel (endo-culture) sous-estimé et dans la vitalité de ses sociétés ainsi que dans le fonds culturel mondial que l'Afrique pourrait résoudre les maux qui l'accablent et avancer vers un futur de plus en plus vigoureux.

En la matière, l'expérience japonaise est riche en leçons pour l'Afrique en général et le Burkina Faso en particulier.

## Ressorts et attendus du progrès

Le coton, les autres cultures de rente, la monnaie, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc. sont autant de sources de croissance qui ont du potentiel dont l'exploitation judicieuse permettrait d'assurer des ruptures par rapport au passé et de rendre possibles les percées désirées.

« Les pays en développement n'ont pas à réinventer la roue, ni l'ordinateur ou le traitement du paludisme. Au lieu de refaire le chemin déjà parcouru, ils peuvent acquérir et adapter une bonne part des connaissances disponibles dans les pays riches. Le coût des communications ne cessant de diminuer, jamais le transfert des connaissances n'a été aussi bon marché. Ces progrès devraient ouvrir la voie à un rattrapage rapide du retard, à une forte croissance économique et à une nette amélioration des conditions de vie. Pourquoi donc ce transfert ne se fait-il pas aussi vite qu'on pourrait l'escompter ? Que faut-il pour que les pays en développement puissent tirer davantage profit des acquis à l'échelle mondiale ?

Pour corriger les disparités devant le savoir, il faut ouvrir à tous les portes de l'école et offrir la possibilité de continuer à apprendre toute la vie durant. L'éducation de base est l'assise d'une population active en bonne santé, qualifiée et prompte à s'adapter. La formation permanente, quant à elle, donne au pays les moyens d'évaluer, d'adapter et d'appliquer continuellement de nouvelles connaissances.

Pour les pays en développement, l'explosion mondiale du savoir est donc à la fois motif d'inquiétude et d'espoir. Si l'écart se creuse, le monde sera encore plus divisé non seulement par la disparité des ressources financières et autres, mais aussi par les inégalités face au savoir. Les capitaux et les autres ressources se dirigeront de plus en plus vers les pays où le patrimoine de connaissances est plus solide, aggravant le retard. Les disparités risquent aussi de s'accentuer à l'intérieur même des pays, surtout en développement, où une élite fortunée file sur les autoroutes de l'information, alors que le reste de la population est prisonnier de l'analphabétisme. Mais, inversement, si l'on parvient à corriger ces décalages et ces

imperfections, les revenus et les niveaux de vie pourraient s'améliorer beaucoup plus vite qu'on ne le pense $^2$ . »

Le savoir et l'innovation sont les clés des rampes de lancement pour des trajectoires de percées. Les ressorts du progrès burkinabé et les scénarios qui le décriront devront s'articuler nécessairement sur le savoir et l'innovation.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Banque mondiale : Rapport sur le développement dans le monde 1998-1999. Le savoir au service du développement. (résumé)

# 1.4. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Les résultats des investigations menées au cours de la première phase de l'étude permettent de faire un diagnostic de la société burkinabé notamment sur la situation passée et présente. Ce diagnostic qui se veut stratégique puisque établi pour servir l'action en vue de réaliser le futur souhaité, présente (i) les caractéristiques essentielles du système Burkina, (ii) ses contraintes et menaces, (iii) ses atouts et opportunités et (iv) ses défis et perspectives de développement.

# 1.4.1. Caractéristiques du système

Selon les domaines, les caractéristiques majeures suivantes du Burkina Faso, en tant que système spécifique, peuvent être relevées.

# Au plan des données du milieu naturel, les caractéristiques majeures sont :

- la position centrale du Burkina Faso au cœur de l'Afrique occidentale qui fait de lui un carrefour :
- la désertification qui s'impose comme une tendance lourde, malgré les efforts importants consentis pour inverser le phénomène ;
- l'enclavement du pays qui constitue un handicap majeur sur le plan économique ;
- l'existence de ressources minières relativement importantes ;
- la disponibilité en terres cultivables encore importante car seulement 1/3 environ du potentiel est utilisé en cultures pluviales et seulement 12% en cultures irriguées ;
- le potentiel faunique encore considérable.

## Au plan socio-démographique, les caractéristiques dominantes sont :

- le taux de croissance démographique encore élevé de 2, 4% par an en moyenne;
- la densité moyenne de la population de 37,7 hbts/km² relativement élevée par endroit ;
- les femmes qui représentent 51,7% de la population caractérisée, par ailleurs, par sa jeunesse avec 48,2% qui ont moins de 15 ans ;
- la forte émigration avec environ 4 millions de Burkinabé qui vivent en dehors du pays, la grande majorité étant en Côte d'Ivoire ;
- l'urbanisation en plein essor avec un taux d'urbanisation qui a connu les évolutions suivantes : 3,8% avant 1950 ; 6,4% entre 1950 et 1975 ; 12,7% entre 1975 et 1985 ; 15,5% entre 1985 et 1996 ; il est estimé à 20,91% en 2004 ;
- la population urbaine inégalement répartie sur le territoire avec deux grands pôles de concentration que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso qui concentrent 63,7% de la population urbaine ;
- le phénomène urbain qui s'opère de façon spontanée et désordonnée du fait qu'il n'y a toujours pas de politique urbaine visant à mettre en place une armature urbaine de développement;
- la situation sanitaire préoccupante avec un taux de morbidité qui était de l'ordre de 5,8% en 2003 et des niveaux de mortalité maternelle et infantile préoccupants ;
- la situation de l'éducation qui demeure tout aussi préoccupante avec un taux brut de scolarisation (des 7-12 ans) qui n'évolue que très lentement. Il est passé de 41% en 1999, à 47,5 % en 2002. Au niveau des enseignements secondaire et supérieur, les taux bruts de scolarisation en 2003 sont respectivement de 13,02% et 2,4%. Quant au taux d'alphabétisation, il est passé de 18,4% à 21,8% au cours de la même période;

- les disparités qui subsistent encore dans la répartition de l'offre de services sociaux notamment de santé et d'éducation ;
- le cadre de vie des Burkinabé encore malsain marqué par des habitations précaires et souséquipées et un assainissement individuel et collectif très peu assuré ;
- l'incidence de la pauvreté nationale encore élevée ; elle est passée de 44,5% en 1994 à 45,3% en 1998 et à 46,2% en 2003. L'incidence de la pauvreté urbaine a évolué au cours de la même période de 10,4% à 16,5% puis à 19,9%. Cette pauvreté de masse s'accompagne de fortes inégalités dans la répartition des richesses nationales avec 10% des plus riches qui détiennent 50% des richesses du pays ;
- le sens élevé de la solidarité nationale qui s'est souvent manifesté à l'occasion des catastrophes naturelles et des drames humains (rapatriés de force) ;
- le chômage qui touche essentiellement les jeunes apparaît comme un phénomène urbain car lié au salariat. La jeunesse instruite est très durement frappée par ce fléau.

## Au plan de la culture et des sports, l'on note que :

- le Burkina Faso est constitué par une soixantaine d'ethnies aux valeurs culturelles plus ou moins différentes ; l'une des valeurs unanimement partagée est la solidarité. Le problème qui se pose à l'Etat est de gérer cette diversité pour en faire une richesse.
- le niveau de développement du sport est encore faible malgré l'engouement populaire.

Au plan politique, on note un dualisme entre les valeurs occidentales héritées de la colonisation et les réalités du pays. Les caractéristiques principales se présentent comme suit :

- l'histoire politique du Burkina Faso qui est marquée par une grande instabilité alternant, d'une part, des régimes constitutionnels et non constitutionnels, d'autre part, des régimes libéraux et des régimes autoritaires. En 44 ans d'indépendance, le Burkina Faso totalise 26 années de vie constitutionnelle et 4 Constitutions. Le pays a fait l'expérience des régimes de tendance libérale avec une rupture de 1983 à 1990 marquée par l'avènement de la révolution démocratique et populaire ;
- l'armée qui est intervenue sur la scène politique de 1966 à 1990 ;
- l'engagement du processus démocratique et de la décentralisation depuis 1991 ;
- le morcellement et le scissionnisme constatés au niveau des formations politiques depuis les années 60 ;
- la société civile qui se responsabilise de plus en plus par rapport à son rôle dans la transformation qualitative de la société burkinabè.

Au niveau institutionnel, la vie politique a été marquée ces dernières années par de nombreuses réformes qui ont touché la Constitution sur des données fondamentales de la démocratie notamment les médias, la vie des partis politiques, l'organisation des élections, la mise en place de nouvelles institutions; mais, le paysage institutionnel n'est pas encore stabilisé.

Au plan administratif, il n'y a pas eu de tentative d'adaptation des structures administratives coloniales, mais plutôt un prolongement de celles-ci pendant la période post-coloniale. Cette administration se caractérise par sa forte centralisation et concentration et par son caractère budgétivore. Elle souffre aussi de plusieurs tares, dont la corruption, qui prend de l'ampleur. Les réformes en cours tendent à sa modernisation pour une plus grande efficacité.

Au plan économique, la mise en œuvre des différentes politiques a permis d'enregistrer les résultats suivants qui caractérisent la situation économique passée et présente du Burkina Faso:

- le contrôle des prix et, par conséquent, de l'inflation a été, jusqu'en 1996, une caractéristique de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Mais l'application du principe de la vérité s'est ensuite imposée;
- le déséquilibre permanent de la balance commerciale qui demeure structurellement déficitaire. Le taux de couverture des importations par les exportations est généralement inférieur à 50% :
- la situation monétaire caractérisée par une très faible profondeur financière. La masse monétaire s'est accrue entre 26% et 30% au milieu de la décennie 90 ;
- la situation des finances publiques est marquée par une tension financière permanente résultant du grand besoin d'investissement et de la faible disponibilité en ressources financières. L'élimination des arriérés de la dette extérieure depuis 1995 et la réduction de ceux de la dette intérieure ;
- la dette publique totale qui a été croissante entre 1985 et 1999, avec une évolution importante de la dette extérieure représentant plus de 90% de la masse globale ;
- un faible taux d'épargne intérieure résultant du fait que le pays est structurellement déficitaire sur le plan du commerce international ce qui le rend particulièrement dépendant de l'aide extérieure pour accroître sa capacité de production. En effet, l'aide extérieure contribue à l'équilibre extérieur et intérieur en finançant, plus de 50% des importations ainsi que la grande partie des investissements publics et le déficit de l'Etat. A la fin des années 1990, le montant annuel de l'aide par tête était estimé à environ 40 dollars américains et le volume global équivalait à 15% du PIB. Ces indicateurs placent le Burkina Faso parmi les pays les plus aidés du monde en terme relatifs.

# 1.4.2. Contraintes et menaces du système Burkina Faso

Les contraintes et les menaces majeures du système Burkina sont par domaine, les suivantes.

#### Au plan du milieu naturel :

- la situation géographique du pays qui le prive de débouchés sur la mer, et renchérit les coûts des facteurs de production ;
- la persistance de la désertification qui se traduit par une dégradation accélérée des ressources naturelles due à des facteurs naturels et anthropiques, notamment l'exploitation anarchique des ressources ligneuses à des fins énergétiques, les défriches incontrôlées, le surpâturage, les feux de brousse, le braconnage;
- la baisse tendancielle de la pluviométrie depuis une quarantaine d'années ce qui entraîne une raréfaction de la ressource eau ;
- la dégradation de la diversité biologique qui entraîne, entre autres, la disparition de certaines espèces végétales et animales ;
- les nouveaux modes de vie des populations, en particulier celles des villes sont aussi porteurs de menaces pour l'environnement; ces menaces sont liées à la production de déchets ménagers, d'eaux usées, huiles de vidange et de gaz polluants, les pesticides et les engrais chimiques.

#### Au plan social:

- le taux de croissance élevé de la population qui constitue une contrainte en ce qu'il réduit l'impact de la croissance économique sur les conditions de vie des populations ;
- l'importance de la frange jeune de la population qui nécessite des investissements importants pour l'éducation, la formation et la santé que le pays ne peut honorer à court et moyen termes. Il s'en suit un faible niveau de développement des capacités ;
- le statut social de la femme qui reste marqué par des préjugés défavorables qui affectent négativement sa vie familiale, professionnelle et ses rapports sociaux avec les autres composantes du corps social. Les pesanteurs sociologiques qui limitent la scolarisation des filles :
- la pauvreté généralisée de la population qui limite son accès aux services de santé et à l'éducation. Cet accès limité est aussi lié à une insuffisance du personnel de santé et d'éducation, des infrastructures et leur répartition inégale sur le territoire ;
- la cohésion sociale est fortement menacée par l'élargissement du fossé séparant les différentes catégories sociales de la population burkinabè comme conséquence de la mondialisation libérale et de l'individualisme concomitant ;
- l'éclatement de la famille élargie et le repli sur la famille nucléaire, notamment en ville, ce pendant qu'en milieu rural les rapports sociaux de solidarité se disloquent. La dislocation des couples et la baisse progressive de la responsabilité parentale sont en hausse du fait de la paupérisation avec pour conséquence l'accroissement du nombre d'enfants et de jeunes en situation difficile.

#### Au plan politique, institutionnel et administratif:

- l'organisation de l'administration burkinabé n'est pas encore stabilisée, ce qui se traduit par de fréquentes restructurations ;
- l'option faite d'engager le pays dans un processus de décentralisation se heurte à quelques difficultés liées notamment aux problèmes de transfert effectif des compétences aux collectivités locales, aux divergences sur la transparence des règles du jeu démocratique, au niveau de formation politique insuffisant de certains éléments de la classe politique, à la baisse du civisme de la population et à la défiance de l'autorité;
- la corruption est devenue un problème qui handicape les performances de l'administration ;
- l'appareil judiciaire est décrié pour sa dépendance à l'exécutif et son manque de crédibilité;
- le faible niveau d'instruction et d'alphabétisation de la population limite sa pleine participation au processus de démocratisation.

#### Au plan économique :

- la forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure qui intervient pour 80% des besoins de financement des investissements publics ;
- la rotation rapide des politiques économiques dont la durée d'application moyenne est comprise entre 3 et 5 ans, ce qui n'assure pas une cristallisation des résultats et des impacts attendus ;
- l'insuffisance voire, le manque d'infrastructures de base devant soutenir les activités économiques (réseau routier, NTIC...);
- le coût élevé des facteurs de production par rapport aux autres pays de la sous région qui constitue un handicap à la compétitivité de l'économie ;

- le solde courant de la balance des paiements qui connaît un déficit structurel lié à celui de la balance commerciale ;
- le poids de la dette qui reste important ;
- le déficit social qui constitue une contrainte pour l'économie dans un contexte mondial où la matière grise est devenue la matière première.

# Au plan culturel, artistique et sportif :

- le nombre élevé des communautés culturelles du Burkina Faso, qui pose le problème de l'organisation de leur expression ;
- la pauvreté et la précarisation des conditions de vie de la population qui laissent peu de place aux loisirs, au sport et à la créativité culturelle.

# 1.4.3. Atouts et opportunités

Au plan du milieu physique, les atouts majeurs du Burkina Faso sont :

- le potentiel agricole non encore exploité qui est important; environ 1/3 des superficies cultivables sont emblavées annuellement et seulement 12% du potentiel irrigable est entamé. Les possibilités d'irrigation offertes par les retenues d'eau sont aussi très faiblement exploitées;
- le potentiel ligneux qui est certes, fortement affecté par les sécheresses répétitives, mais dont l'exploitation des produits forestiers comme l'amende de karité et la gomme arabique constitue des atouts économiques pour le pays ;
- la volonté politique de développer la pêche qui constitue un atout pour ce secteur dont environ 35 % des potentialités sont encore inexploitées ;
- les ressources fauniques qui sont importantes malgré l'état de dégradation des habitats. Leur exploitation a été ouverte au secteur privé et a permis d'enregistrer des acquis ;
- le code minier burkinabé qui est des plus attrayants et une société d'Etat (BUMIGEB) compétente existe dans le domaine minier ;
- l'énergie solaire qui est un important potentiel énergétique encore faiblement exploité.

# Au plan social:

- la jeunesse et la mobilité de la population constituent un atout, pour peu que cette population soit mieux soignée, et surtout, mieux éduquée ;
- la forte volonté du gouvernement et de la communauté internationale de développer les secteurs sociaux, en particulier ceux de la santé et de l'éducation ;
- les parentés à plaisanteries et les systèmes traditionnels efficaces de règlement et/ou de prévention des conflits etc. qui sont des opportunités à exploiter pour renforcer la cohésion sociale et la solidarité nationale.

*Au plan politique*: l'histoire du Burkina Faso recèle de points forts qui doivent servir de fondements et de références à l'œuvre de construction nationale. On peut citer :

- la relative rigueur dans la gestion publique ;
- l'attachement du peuple aux valeurs démocratiques ainsi que l'émergence d'une conscience citoyenne ;
- la mise en œuvre du processus de décentralisation et de développement local.

Au plan économique, des atouts de nature structurelle peuvent être cités dont :

- le régime de parité fixe avec l'Euro et la stabilité qui en résulte ;
- l'intégration économique sous-régionale en cours ;
- les efforts de mise en place de l'infrastructure économique.

## Au plan culturel et sportif, les principaux atouts sont relatifs :

- au fait que la culture est de plus en plus reconnue comme facteur de développement ;
- à la richesse du patrimoine culturel;
- à l'organisation de grandes rencontres culturelles à dimension internationale (FESPACO, SIAO, etc.) ;
- au secteur du tourisme qui dispose d'un potentiel faiblement développé ;
- à l'élan populaire pour le sport né surtout depuis l'organisation de la CAN 98 par le Burkina Faso :
- au nombre croissant de clubs sportifs et de fédérations nationales, des infrastructures sportives héritées de la CAN 98 ; à l'existence de loisirs et de sports traditionnels (lutte traditionnelle, tir à l'arc...) qui sont aussi un potentiel à valoriser.

# 1.4.4. Les défis et les perspectives de développement

Au plan du milieu physique, les perspectives de développement se situent dans :

- les actions d'amélioration du cadre de vie par la lutte contre les pollutions et nuisances diverses ;
- la résorption de la contrainte de l'enclavement par la construction de voies de désenclavement intérieures et internationales ;
- l'exploitation de la position de carrefour du Burkina Faso par la construction de port sec/Hub qui offrira un avantage comparatif par rapport aux ports maritimes ;
- le renforcement des actions de lutte contre la désertification.

Les principaux défis à relever pour atténuer les contraintes qui pèsent sur l'environnement sont :

- la promotion de l'éducation environnementale en vue d'inculquer à la population des comportements environnementaux responsables ;
- la restauration et la protection de la fertilité des sols, la protection et la reconstitution des peuplements ligneux ;
- une plus grande synergie entre les différents acteurs sur le terrain ;
- la réduction de la consommation des ressources ligneuses à des fins énergétiques ;
- la valorisation de l'énergie solaire ;
- la viabilité environnementale des activités sectorielles.

# Au plan social, les défis à relever sont relatifs à :

- la maîtrise de la croissance de la population ;
- l'amélioration de la qualité des ressources humaines en terme d'éducation /formation et de santé :
- l'amélioration du taux de couverture des populations en eau potable dans les villes comme dans les campagnes ;

- la réduction significative de la pauvreté par la création d'emplois et/ou d'activités génératrices de revenus ;
- la transmission aux différents groupes sociaux, notamment aux jeunes, des valeurs fondamentales d'une nation burkinabé en construction ;
- le renforcement de la culture citoyenne ;
- la création par une politique urbaine globale, d'une hiérarchie de villes équipées pour assurer des fonctions précises selon leurs potentialités, et asseoir ainsi une armature urbaine capable de promouvoir le développement de l'ensemble du territoire;
- l'accessibilité des populations à des soins de qualité.

## Au plan politique, institutionnel et administratif, les défis sont :

- Dans le domaine politique, le principal défi consiste à asseoir une démocratie où tous les acteurs jouent leur partition, ce qui passe par l'instauration d'un système électoral crédible et transparent, la séparation effective des pouvoirs et la restauration de l'autorité de l'Etat.
- Dans le domaine de la gouvernance, il s'agira de parvenir à la mise en place d'une administration compétente et transparente, débarrassée de ses maux actuels comme la corruption, l'affairisme, le laxisme et la gabegie. Le défi résidera aussi dans la détermination de l'élite à promouvoir un vrai développement donc à asseoir les bases de la stabilité et de la continuité des politiques, à lutter contre la délinquance et l'insécurité.

## Au plan économique, les défis consisteront en :

- l'accélération de la croissance sur la base d'une plus grande compétitivité de l'économie par la réduction des coûts des facteurs et ce, dans un contexte où la stabilité monétaire demeure une incertitude ;
- une meilleure adaptation des logiques macroéconomiques aux politiques de lutte contre la pauvreté;
- la répartition judicieuse du poids de la fiscalité par un élargissement de son assiette afin de procurer plus de ressources à l'Etat.

*Au plan culturel, artistique et sportif* : Le forum sur la politique culturelle nationale de 1996 avait identifié les différents enjeux d'une politique culturelle qui restent toujours pertinents :

- l'importance de la culture comme puissant moyen de mobilisation pour la construction nationale ;
- l'ancrage du développement économique dans la culture comme l'ont si bien réussi les japonais ;
- l'affirmation de l'identité culturelle, du savoir et du savoir-faire traditionnels.

Quant aux enjeux d'une bonne politique sportive, ils sont multiples et concernent :

- la santé, surtout au niveau des jeunes ;
- la défense de l'image du pays ;
- la contribution (par les équipements sportifs divers) à la croissance économique ;
- le renforcement de la cohésion sociale et du sentiment d'appartenance à une même nation par la mobilisation des populations et l'exemple de partage de valeurs nationales telles que le courage, l'intelligence et la combativité.

# Deuxième phase : Avenirs possibles de la société burkinabè et de son environnement







La construction des scénarios, deuxième phase de la réalisation de l'étude nationale prospective « Burkina 2025 », fait suite à la première phase, sanctionnée par un rapport de diagnostic stratégique et consiste en un jeu d'hypothèses sur des questions clés correspondant à des incertitudes majeures, c'est-à-dire, des variables dont on ne peut pas prévoir l'évolution future. Ces questions clés et incertitudes majeures ont été décelées à l'étape de l'analyse structurelle, une des composantes de la première phase de l'étude. Construire des scénarios, c'est balayer le champ des avenirs possibles pour identifier les images possibles de l'environnement de la société burkinabé des 25 – 30 ans à venir.

La construction des scénarios n'a pas pour objectif de proposer un avenir pour le Burkina Faso mais d'explorer les futurs possibles de l'environnement du pays.

Certaines images pourront être souhaitables, d'autres seront au contraire redoutées. Mais l'objectif de l'exploration des futurs possibles n'est pas seulement de retenir les images souhaitables mais aussi d'identifier celles redoutées de sorte à servir de balises, d'éclairage, d'interpellation aux acteurs du développement et à toutes les composantes de la société afin d'agir conséquemment pour atteindre l'objectif de développement voulu.

Le contenu des scénarios n'est ni ce que sera le Burkina Faso de demain, encore moins ce qui est souhaité mais tout simplement ce qui est possible. Le Burkina Faso de demain sera ce que les Burkinabé en feront. Ainsi, tous ceux qui ont à cœur de construire le Burkina Faso de demain où il fera bon vivre, devront travailler à favoriser l'avènement des scénarios souhaités et à minimiser les effets des scénarios redoutés.

Ainsi, les questions clés du système Burkina ont été regroupées en quatre thèmes prospectifs sur la base desquels, ont été construits les scénarios. Les thèmes portent sur :

- les mutations du contexte géopolitique,
- les nouveaux fondements de la gouvernance,
- la dialectique de l'inculturation et de l'ouverture,
- les ressorts et les attendus du progrès.

La construction des scénarios a comporté six étapes regroupées en deux phases : la construction des scénarios thématiques et la construction des scénarios globaux.

#### Scénarios thématiques:

- La première étape a consisté à considérer chaque thème prospectif, à classer les questions clés du thème par degré décroissant de leur pouvoir structurant et à apporter des modalités (ou hypothèses) de réponses les plus contrastées possibles à chaque question clé du thème.
- Pour la deuxième étape, il s'est agi de construire le profil des scénarios thématiques en procédant aux croisements des réponses possibles aux quatre ou cinq questions clés du thème selon trois critères principaux que sont la pertinence du croisement par rapport au thème, la cohérence du croisement et la vraisemblance entre les hypothèses.
- La troisième étape a permis de nommer chaque scénario sur la base de ses éléments (réponses) constitutifs et à caractériser ainsi l'image possible que véhicule le scénario.

## Scénarios globaux:

- La quatrième étape a consisté à la construction du profil des scénarios globaux en considérant pour chaque thème, les scénarios thématiques comme ses modalités de

- réponses (images futures) possibles et en procédant aux croisements de ces scénarios thématiques selon toujours les trois critères.
- La cinquième étape a été consacrée à nommer chaque scénario global sur la base de ses éléments (scénarios thématiques) constitutifs et à caractériser ainsi l'image possible que véhicule le scénario.
- A la sixième étape, il s'est agi de commenter les scénarios pour les rendre plus compréhensifs et parlant de sorte à ce qu'ils puissent interpeller l'ensemble des acteurs surtout les décideurs sur ce qui peut advenir demain et donc la nécessité de décider conséquemment aujourd'hui.

Sur la base de cette méthodologie, il a été construit d'abord, par thème prospectif, cinq scénarios thématiques ; puis cinq scénarios globaux.

# 2.1. LES SCENARIOS THEMATIQUES

Pour chaque thème, les questions clés sont d'abord explicitées avec leur modalité de réponses contrastées possibles à l'horizon 2025 avant la description des scénarios du thème.

# 2.1.1. Thème 1 : Les mutations du contexte géopolitique

# 2.1.1.1. Les questions clés et les hypothèses de réponses

L'incertitude quant aux mutations futures du contexte géopolitique mondial et africain pose la problématique du contexte international qui, d'une façon directe ou indirecte, a une incidence sur le contexte burkinabé par l'intermédiaire de vecteurs régionaux ou non. Ce thème recouvre les questions relatives à l'évolution de l'aide publique au développement, aux tendances futures du processus de mondialisation, au rôle géostratégique de l'intégration régionale pour le Burkina par rapport aux influences internationales. Il permet d'analyser les interrelations entre le contexte international et régional et les avancées dans l'exercice du pouvoir politique au niveau des pays africains, notamment au Burkina Faso.

Cette incertitude suscite des interrogations quant à l'évolution du contexte géopolitique à l'horizon 2025. Au dire de ces interrogations, l'on peut retenir les quatre questions clés suivantes :

- Quelles seront la nature et l'emprise de la mondialisation ?
- Quelles mutations de l'aide publique au développement?
- Quel rôle géostratégique de l'intégration régionale ?
- Quelles seront la recevabilité et la viabilité des processus démocratiques nationaux ?

# a. Quelles seront la nature et l'emprise de la mondialisation ?

Le processus de mondialisation en tant que processus d'approfondissement des échanges entre nations, a une incidence certaine sur l'évolution de la situation socio-économique du Burkina. La mondialisation est une donnée pour l'économie burkinabé. Les configurations possibles du processus de mondialisation sont diverses. De la multitude de situations possibles qui rendent compte de l'état de la mondialisation en 2025, l'on peut retenir :

- une mondialisation humanisée et sociale ;
- une mondialisation monopolaire;
- une mondialisation anomique;
- une mondialisation ultralibéraliste.

## b. Quelles mutations de l'aide publique au développement?

L'aide publique au développement constitue une source non négligeable de ressources dans le financement des économies des pays en développement. Face au nombre de plus en plus élevé de postulants à l'aide, à une enveloppe globale à distribuer qui n'a pas changé et à la réticence des donateurs à augmenter leur contribution, la question de l'aide devient problématique. L'aide au développement peut connaître les mutations suivantes à l'horizon 2025:

- le plan-marschalisation de l'aide;
- l'aide discriminante;
- l'aide humanitaire :
- le trade not Aid.

## c. Quel rôle géostratégique de l'intégration régionale ?

Pays sans débouché sur la mer, la problématique de l'intégration régionale pour le Burkina Faso reste une préoccupation majeure. La variable « intégration régionale » est dans le cas du Burkina Faso une variable d'action qui devrait permettre au pays de participer au mieux au processus de la mondialisation et de gérer de façon plus efficace les perturbations externes qui constituent des pesanteurs et atteindre l'objectif primordial de lutte contre la pauvreté. Sur le devenir de l'intégration régionale en Afrique, les configurations suivantes sont possibles à l'horizon 2025 :

- la fédération ouest-africaine;
- l'expansionnisme sous-régional;
- le replis identitaires ;
- l'intégration administrative et juridique.

# d. Quelles seront la recevabilité et la viabilité des processus démocratiques nationaux ?

Afin de rendre pertinent et durable le système Burkina, il est important qu'une attention particulière soit accordée aux exigences de la bonne gouvernance qui demeure un facteur déterminant pour le développement. La question relative au degré de recevabilité et de viabilité des processus démocratiques permet d'envisager les éventualités suivantes :

- la percée de la démocratie à l'occidentale ;
- la monarchisation du pouvoir;
- la tribalisation/Dictature;
- la démocratie de façade (démocrature).

#### 2.1.1.2. Les scénarios du thème 1

L'articulation des relations entre l'international, le régional et le national a permis de décliner cinq scénarios possibles qui sont :

- le réveil de l'Afrique, partenaire à part entière ;
- la « Sicilisation » du continent ;
- le continent de la dérive « les Despérados » ;
- l'Afrique laminée et larguée ;
- le sursaut africain.

## a. Le réveil de l'Afrique, partenaire à part entière

Le processus de la mondialisation se réalise dans une perspective de relations d'échanges commerciaux en accordant toutefois à l'homme une place prépondérante; c'est la *mondialisation à visage humain*. L'espoir renaît pour les nations les plus défavorisées de la planète qui bénéficient d'une aide au développement orientée vers des investissements porteurs et d'avenir, autrement dit, c'est la *Marshalisation de l'aide*. Dans un tel contexte, les pays de l'ouest africain se retrouvent pour « *penser positif et agir positif* », ceci compte tenu des conditions favorables dans le concert des nations au niveau international. Les visions d'intégration demeurées latentes de Kwamé N'Krumah, Patrice Lumumba, Sékou Touré, etc., sont reprises avec comme toile de fonds « *Unie*, *l'Afrique vaincra* ». Ainsi, *le regroupement des pays de l'ouest africain devient une réalité*. C'est dans un tel contexte que le Burkina

Faso à l'image de beaucoup de pays de la région Afrique renforce son processus démocratique. Ainsi, on transpose au niveau national l'ensemble des règles censées être positives et essentielles pour la survie de la *démocratie à l'occidentale*. Le fait que le continent africain prenne conscience des évolutions positives au niveau mondial, et décide donc d'en tirer le maximum de profit, tant par une meilleure organisation territoriale du continent que par une amélioration des conditions politiques et sociales à l'intérieur des Etats, force le respect au niveau international. Ainsi, l'Afrique renaît pour être un partenaire à part entière sur la scène mondiale.

#### b. La « Sicilisation » du continent

La mondialisation en tant que processus mondial de renforcement des échanges internationaux court de nos jours deux grands dangers : Son rejet total pour laisser place aux partisans de l'altermondialisme, ou sa monopolisation par certains Etats puissants de la planète qui la manipulent au gré de leurs intérêts. Les organisations comme l'ONU et ses agences spécialisées, l'OMC, etc., deviennent inefficaces, pratiquement inexistantes, à cause de l'unilatéralisme américain. Dans un tel contexte, c'est la discrimination dans l'APD bilatérale américaine ou celle des institutions multilatérales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Alors, des Hommes politiques sentent le moment venu de changer les règles du jeu aussi bien dans leur pays en ce qui concerne la mise en œuvre des processus démocratiques que dans la sous-région et d'imposer leur volonté. C'est l'ère de l'expansionnisme sous régional de certains Etats avec son cortège de crises dans l'indifférence de la communauté internationale. Le pouvoir commence progressivement à s'identifier à des individus qui pensent incarner le peuple. D'où la monarchisation du pouvoir. Cette situation de conflit latent au niveau régional se développe au détriment des valeurs démocratiques à l'intérieur du continent africain. Ainsi vient le temps de l'Afrique vassalisée, de l'Afrique sicilisée des mafieux où seuls les puissants doivent dicter la loi.

# c. Le continent de la dérive « les Despérados »

Les multiples déceptions résultant de l'évolution du processus de mondialisation engendrent un retour aux clivages anciens entre les nations. On assiste à une véritable absence de centre. On assiste à un retour à la constitution des blocs. On a le bloc asiatique constitué autour de la Chine et du Japon ; le bloc américain entraîné par les USA et le bloc européen dirigé par le couple franco-allemand désormais réconcilié. Les organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le PNUD, etc. sont vidées de leur substance et ne deviennent que de simples boîtes à résonance auxquelles plus aucun pays ne croit. On note une réduction substantielle du niveau de l'APD à destination des pays pauvres, qui se transforme peu à peu en aide humanitaire à destination des foyers de tensions ou de catastrophes naturelles dans les pays pauvres. On voit renaître les vieux démons de ce continent avec le retour aux *micronationalismes*. Les intentions d'intégration en Afrique sont rejetées aux calendes grecques, le sentiment d'appartenir à une même entité régionale commence à s'effriter et certains gouvernants africains commencent à s'entourer de forteresses à l'intérieur de leurs frontières. Le repli sur soi a pour principale conséquence, un déficit démocratique à l'intérieur des pays : les gouvernants dans certains pays personnalisent le contenu de la démocratie en l'adaptant à leur vision et compréhension dans l'unique intention de rester longtemps au pouvoir. Par ailleurs, la volonté des acteurs politiques d'accéder au pouvoir d'Etat les conduit à s'appuyer sur leurs groupes ethniques ou tribaux de sorte que les pouvoirs en place sont identifiés à des tribus ou groupes ethniques précis, ce qui exclut les autres groupes, les marginalise : c'est la tribalisation du pouvoir.

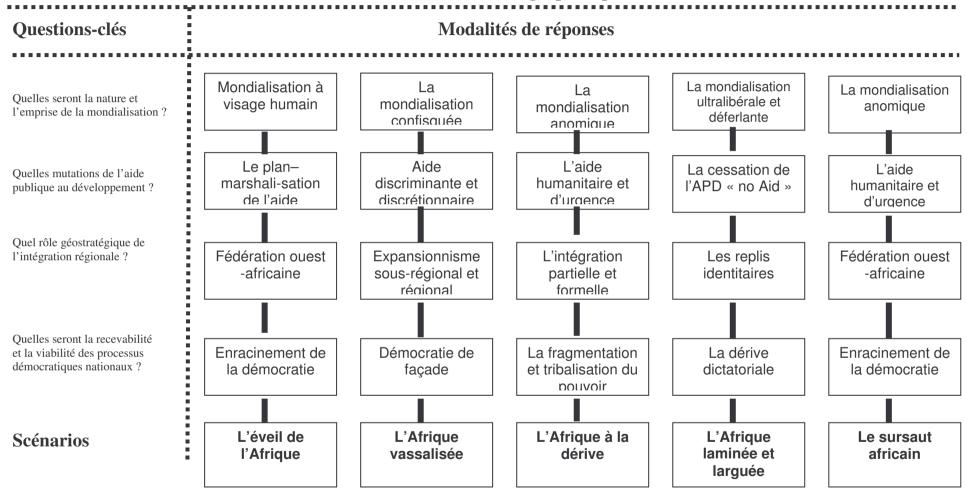
## d. L'Afrique laminée et larguée

La mondialisation a atteint son objectif en ce sens que les flux économiques et financiers se sont accrus entre nations. On se retrouve dans un village planétaire, où les nouvelles technologies de l'information permettent une diffusion générale et aisée de l'information : la mondialisation ultralibérale. L'OMC a du succès et devient le seul maître à bord et fait mettre en application, les principes commerciaux. Les luttes des anti-mondialistes ont échoué. Dans ce contexte, seule la culture de l'excellence représente la porte de sortie. La recherche effrénée du profit renforce l'idée que les moins développés ne peuvent sortir de leur pauvreté structurelle que s'ils sont bien intégrés au commerce international, grâce à leur niveau global d'échanges commerciaux. Les relations entre pays développés et pays sous-développés ne se justifient plus que par le commerce. Les pays africains ont du mal à aller au-delà de l'intégration de principe. Cette intégration se résume seulement à la mise en place des structures administratives et juridiques, aux réunions formelles entre les responsables politiques et administratifs, sans véritable projet concret d'intégration entre les peuples. Le peu de flux d'aide qui existe dans cette nouvelle logique de relations internationales est assorti de conditions du type « mise en place d'un régime démocratique pour bénéficier de l'aide ». Ainsi naissent les *démocratures* qui font la gueule de bois pour accepter la mise en place des régimes démocratiques de nom, entachées de toutes les irrégularités possibles au cours des élections.

#### e. Le sursaut africain

Le processus de mondialisation dans ses mutations quotidiennes ne comble pas les attentes des peuples qui finissent par s'interroger sur des alternatives au niveau politique, économique et social. Le monde n'a plus pour ainsi dire de centre, il n'y a plus de référentiel politique, social ou économique, plus rien ne converge sur l'échiquier international. Le monde se voit divisé en trois blocs entre l'Asie, l'Amérique, et l'Europe. Dans cette nouvelle configuration du monde, l'OMC « ne croit plus » au commerce international comme facteur intégrateur de l'économie mondiale, le PNUD « ne croit plus » au développement durable où l'homme et l'environnement sont placés au centre du développement, le FMI et la Banque mondiale tombent dans l'immobilisme pour cause de discorde persistante entre leurs principaux pourvoyeurs de moyens financiers, enfin la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement devient une préoccupation de second rang. Chacun cherche ses repères. Dans cette turbulence politique internationale, les grandes puissances qui dirigent les trois blocs pactisent sur un minimum, *l'APD humanitaire*. Devant les difficultés liées à l'existence des blocs, l'Afrique forte de son expérience dans le passé, décide de s'identifier à elle-même à travers la réunification de ses fils dans un espace africain intégrateur. Comme réaction positive à la politique des blocs, *la fédération africaine* devient une réalité, le rapprochement des peuples africains devient le principe fondamental de toute la Fédération. Dans cette cacophonie internationale, l'Afrique est citée en exemple par les autres pays pauvres des autres continents qui cherchent encore leur marque dans la guerre des blocs. L'enracinement de la démocratie devient également un défi pour les politiques africains qui décident de renforcer l'image positive dont bénéficie le continent à l'extérieur à cause de sa Fédération réussie. Cette démocratie voulue et non imposée, consacre bel et bien le principe du respect strict des libertés individuelles, le pluralisme des opinions, des institutions républicaines et la transparence devient le principe directeur de la gestion de la chose publique.

# L'ossature des scénarios du thème 1 : Les mutations du contexte géopolitique



# 2.1.2. Thème 2 : Les nouveaux fondements de la gouvernance

# 2.1.2.1. Les questions clés

Le développement est un processus qui commande que des conditions propices soient réunies pour permettre à chaque citoyen, d'exploiter au mieux ses capacités et d'en retirer une juste rémunération. Si des dispositions individuelles (le savoir surtout) sont nécessaires pour permettre à chacun d'exploiter son potentiel productif, les modalités et les formes de gouvernance aussi bien au niveau de la nation qu'au niveau local restent déterminantes. De ce fait, il faut s'interroger sur la forme, la nature et la recevabilité de la gouvernance nationale à l'horizon 2025. En d'autres termes, quels seront les nouveaux fondements de la gouvernance. Cette interrogation principale appelle pour le long terme, des questions clés notamment :

- Quelles seront les aspirations et les capacités nationales à se reformer ?
- Quelles seront les dispositions et les aptitudes des acteurs à prendre part au processus de décentralisation et de la gouvernance locale ?
- Quelle sera la situation de la sécurité nationale ?
- Comment se caractérisera la culture entrepreneuriale, managériale et anticipative ?
- Quelles seront l'ampleur et la forme de la corruption ?

# a. Quelles seront les aspirations et les capacités nationales à se reformer ?

Le contexte de mondialisation qui caractérise le monde actuel montre que l'accumulation du capital n'est plus la recette miracle pour permettre aux États en développement de décoller. Le développement est un état d'esprit : un processus de transformation et de changements qualitatifs dans la façon de concevoir les politiques et stratégies de développement, d'exécuter les actions et d'en récolter les fruits. Les situations possibles qui pourraient être envisagées à l'horizon 2025 sont :

- la révolution sociale et le sursaut national ou la quête radicale de l'intégrité ;
- la transformation;
- les sauts de kangourou;
- l'ère des justiciers ;
- le laxisme généralisé, anarchie.

# b. Quelles seront les dispositions et les aptitudes des acteurs à prendre part au processus de décentralisation et de la gouvernance locale ?

La décentralisation vise le développement local par la création d'un cadre de participation de l'ensemble des acteurs à la conception, l'exécution et le suivi des politiques de développement.

Au début des années 60, le Burkina Faso a connu une expérience de décentralisation assez hésitante qui n'a pas atteint les résultats escomptés. Depuis le début des années 90, avec le processus démocratique, un regain d'intérêt pour la décentralisation est manifeste.

Toutefois, l'essentiel de la politique de décentralisation repose sur la participation des acteurs au processus et surtout sur la qualité de cette participation qui peut conduire à plusieurs situations à long terme. Ces situations possibles sont :

- le pouvoir local en marche;
- la bureaucratisation de la campagne : le triomphe du jacobinisme ;
- l'émergence et le développement de nouvelles féodalités locales ;
- la décentralisation en panne.

# c. Quelle sera la situation de la sécurité nationale ?

Le sous-développement et son corollaire de pauvreté massive constituent des sources de développement de l'insécurité entendue dans son sens le plus large : insécurité des personnes et des biens, insécurité alimentaire et sanitaire, insécurité environnementale, etc. A tous ces types d'insécurité, correspondent des éléments d'inquiétude et aussi d'espoir.

Ceci peut conduire à long terme à plusieurs situations :

- l'effectivité des droits humains ;
- l'exacerbation de foyers d'insécurité : crise alimentaire, environnementale, chômage, grand banditisme, aggravation des inégalités sociales ;
- l'insécurité d'origine extérieure (conflits sous régionaux, régionaux et internationaux);
- l'insécurité généralisée.

# d. Comment se caractérisera la culture entrepreneuriale, managériale et anticipative ?

L'histoire montre que le développement est un processus qui procède non seulement de la capacité d'accumulation des richesses, mais aussi des capacités entrepreneuriales des acteurs économiques à prendre des initiatives de création d'entreprises et à s'organiser pour la conquête des marchés.

L'économie burkinabé reste caractérisée par la prédominance du secteur primaire et particulièrement la production agro-pastorale qui reste d'ailleurs, très peu valorisée. Le secteur industriel se manifeste par son faible niveau et surtout son orientation vers la transformation des matières premières importées pour servir les besoins nationaux. La dimension valorisation de la production locale en vue d'accroître la valeur ajoutée des produits à l'exportation est encore embryonnaire.

Le secteur des services est encore dominé par les activités du commerce qui sont principalement orientées vers la revente de produits importés et des transports.

Dans un tel contexte, le Burkina Faso sera un réservoir de consommateurs voire un débouché pour les économies développées. Différentes situations du niveau d'entreprenariat burkinabé sont possibles à l'horizon 2025 :

- le développement spectaculaire de la culture entrepreunariale et managériale;
- la culture d'initiative et de responsabilité nationale ;
- le développement du « compradorisme » (le Burkina, hinterland d'autres économies) ;
- le développement du camorisme (la culture de la fraude et de la magouille);
- la culture de la débrouille.

# e. Quelles seront l'ampleur et la forme de la corruption ?

La corruption, l'affairisme, le laxisme, la mal-gouvernance etc. sont des maux qui minent la société burkinabé en général et son économie en particulier. Au fur et à mesure que le processus démocratique s'enracine du moins en sa dimension politique, la corruption et les comportements apparentés prennent aussi du terrain aux niveaux économique et social.

La situation est telle qu'elle pourrait à long terme, saper les fondements du développement national, de la lutte contre la pauvreté et risque aussi de cultiver, voire généraliser l'incivisme, la délinquance, le banditisme, la prostitution, les infanticides, etc. bref, la dégradation des mœurs dans un contexte de lutte acharnée pour la survie.

Cette situation pouvant conduire au chaos social et économique est même une menace pour la paix et la stabilité sociale. C'est pourquoi, la volonté qu'expriment les autorités politiques de lutter contre ces fléaux sociaux et la mobilisation de la société civile devraient se traduire dans la réalité par une lutte acharnée contre l'impunité et la corruption. Pourra-t-on vaincre la corruption ou va-t-elle prendre de nouvelles formes ? Plusieurs situations sont possibles et envisageables à long terme :

- l'ère du « burkindisme » : tolérance zéro corruption ;
- l'atténuation de la corruption;
- la guerre contre la grande corruption ;
- la traque de la petite corruption;
- la corruption banalisée et généralisée.

## 2.1.2.2. Les scénarios du thème 2

La combinaison des réponses possibles aux différentes questions clés ci-dessus a permis d'obtenir cinq scénarios possibles ci-dessous quant aux nouveaux fondements de la gouvernance à l'horizon 2025 :

- la percée du pays des hommes intègres ;
- le challenge de la gouvernance;
- la gouvernance de captivité;
- l'inquisition burkinabè;
- la nation déboussolée.

## a. La percée du pays des hommes intègres

Au niveau national, on sent au sein de la population en général et chez les acteurs sociaux en particulier, une volonté et des capacités collectives affirmées. Les valeurs d'honneur, de dignité et de solidarité nationale sont mises en avant entraînant un sursaut national voire une véritable révolution morale conduisant à une quête radicale de l'intégrité. Au niveau démocratique, le processus de décentralisation est profondément enraciné ; les populations et l'ensemble des acteurs y ont adhéré et participent pleinement, activement et de façon responsable grâce à des capacités largement renforcées. Le pouvoir local est bien approprié et est en mouvement radieux. L'enracinement du processus démocratique s'est accompagné d'une promotion et d'une valorisation jamais égalées des droits humains soutenues et accélérées par la restauration des valeurs d'intégrité et de dignité. La conjonction de ces données aussi bien au plan politique, socioculturel qu'économique a permis la percée du

**Burkina Faso** qui est en voie de conquérir l'espace mondial de par son image, l'originalité de ses produits physiques (biens), culturels et intellectuels dans un contexte où la dictature du virtuel et des organismes génétiquement modifiés a fini par contraindre l'humanité à rechercher le naturel, le biologique et l'éthique sur lesquels le pays des hommes intègres s'est appuyé pour formater sa percée.

#### b. Le challenge de la gouvernance

Le processus de démocratisation a ouvert des espaces de libertés. Les populations et les acteurs sociaux se sont bien appropriés le processus et exigent une participation active à la formulation et à la mise en œuvre des politiques de développement. Cette adhésion et cette volonté de participation sont aussi vivaces au sein des collectivités décentralisées. Le changement de comportement et de mentalité est partout perceptible et tous s'accordent sur la nécessité d'aller au-delà des différences ethniques, religieuses, politiques, culturelles, etc. pour bâtir ensemble une nation unie et solidaire où règne la paix, la stabilité et le progrès. Chacun est disposé à apporter sa contribution pour éradiquer les maux dont souffre le pays : insécurité, famine, corruption, laxisme, mal gouvernance, impunité, analphabétisme, épidémie, etc. La dynamique économique est effective et l'amélioration des indicateurs d'accès aux services sociaux essentiels est accompagnée d'une dynamique participative au niveau local. Si à l'intérieur du Burkina Faso, la transformation des mentalités et de la société est en cours et le pouvoir local en marche, chez certains voisins, des bruits de bottes sont légion avec comme conséquences : beaucoup d'expatriés refoulés, accueil de nombreux réfugiés, environnement sous-régional délétère, trafic de drogue et d'armes. Les dirigeants Burkinabé prennent alors le devant de la scène diplomatique pour organiser la réconciliation entre les différents protagonistes, restaurer la paix dans ces pays par l'envoi de contingents militaires. La situation commande que des initiatives soient développées pour préserver ces acquis. C'est le challenge de la gouvernance.

# c. La gouvernance de captivité

Les acteurs de la scène socio- politique, de façon volontaire ou par incapacité, n'ont pas insufflé une dynamique nationale à même de développer les capacités nationales de sorte à stimuler l'aspiration des populations et des acteurs à se réformer. Toutefois, sous l'influence des partenaires au développement et aussi sous l'effet de certains événements socioéconomiques ou politiques, une volonté de changement se fait sentir mais par à-coup (saut du kangourou) sans s'inscrire dans la durée. Cette incapacité à insuffler une dynamique nouvelle se traduit au plan local par une incapacité à conduire le processus de décentralisation. Ce qui a occasionné l'émergence d'une bureaucratie locale qui atteint même la campagne. L'activité économique tourne au ralenti. Tout naturellement, la pauvreté qui était en phase de réduction marque une résistance. Dans les localités où les foyers d'insécurité sont plus vifs, les initiatives entrepreneuriales et managériales ont été contrariées. Cependant, la situation de corruption qui s'installe avec le laxisme de la bureaucratie locale suscite la prolifération au Burkina Faso, de produits de tous genres et d'origines et de qualités quelquefois douteuses qui se fait au détriment des recettes fiscales de l'État qui s'amenuisent progressivement. Des foyers de grande corruption subsistent encore de même que la petite corruption à laquelle on ne s'est pas encore attaquée. Dans un tel climat, on assiste à une gouvernance de captivité de la société burkinabé qui ne s'anime désormais que selon la volonté des bureaucrates ou selon les évènements ou les injonctions des partenaires.

# d. L'inquisition burkinabè

La paupérisation croissante de la société a atteint des proportions inquiétantes aggravées en cela par le chômage des jeunes et le développement du grand banditisme. L'affairisme a pignon sur rue de telle sorte que la grande corruption est devenue un allié des pouvoirs, la fraude fait partie intégrante de la culture sociale et la combine, le camorisme, la magouille et les dessous de tables commencent à être érigés en méthode de gouvernance sapant toute initiative entrepreuneriale. L'exécutif burkinabé, sous la pression et avec l'aide financière des partenaires au développement, met en place un système administratif de type nouveau, avec l'espoir de redresser la situation économique et sociale plus que morose. Mais la graine ainsi semée pousse difficilement du fait de dirigeants jacobins au niveau local surtout, qui tirent leurs pouvoirs de la situation de pourriture généralisée. Le contexte social, politique et économique occasionne le développement de nouvelles formes de féodalité au niveau local. Au niveau de la sous-région, l'insécurité menace la sécurité intérieure du Burkina Faso. Cette menace est d'autant plus sérieuse que le trafic en cours dans les zones incontrôlées atteint le territoire national avec le laxisme généralisé de dirigeants locaux qui s'embourgeoisent. Le Burkina Faso, est devenu très perméable, les produits étrangers pénètrent de tous les côtés sans droits ni taxes. La lutte contre la corruption est une lutte à deux vitesses : à grande vitesse contre la petite corruption et les petits délinquants, à petite vitesse contre la grande corruption et les grands délinquants. Dans la lutte contre la corruption, on assiste à une situation paradoxale : plus on lutte contre la fraude et la corruption, plus celles-ci se développent et, curieusement, plus les nouveaux féodaux chargés de leur répression prennent de l'importance sociale, malgré leur échec à remplir leur mission officielle. Les justiciers doivent, de ce fait, affronter d'abord la résistance interne. Plus que la captivité, c'est l'inquisition au Burkina Faso exercée d'abord par les justiciers, ensuite par le pouvoir local devenu féodal et enfin, par les réseaux de corruption.

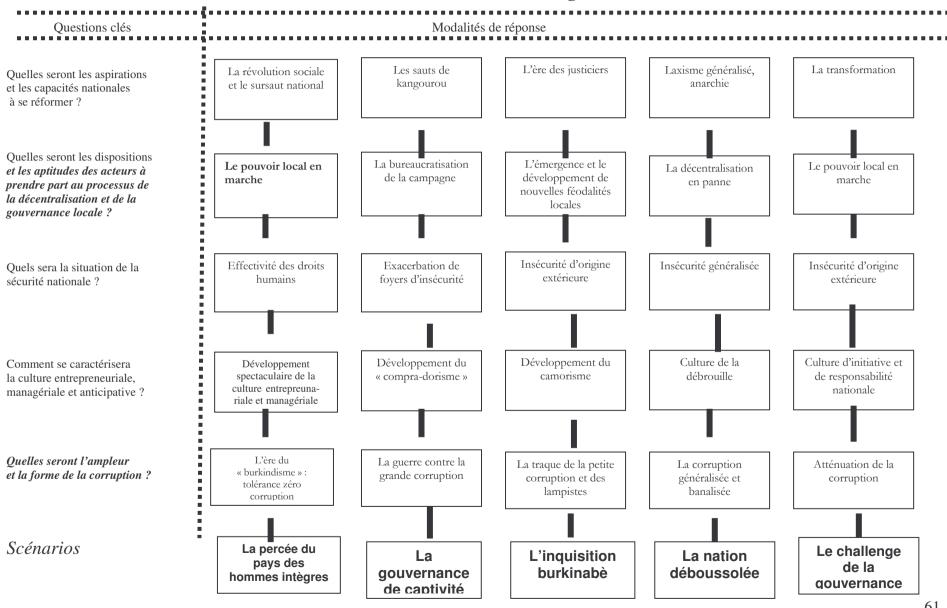
#### e. La nation déboussolée

Les responsables politiques et administratifs ainsi que les leaders d'opinion, laïcs et religieux, finissent par abdiquer de leurs responsabilités face à l'ampleur de la corruption, de la pauvreté et de la délinquance généralisée. Seuls les groupes mafieux organisés imposent leur loi. Les partenaires au développement cessent toute aide sauf celle humanitaire et alimentaire à l'occasion des catastrophes naturelles qui viennent ajouter à la misère d'une population complètement désemparée, ne sachant à quel saint se vouer.

L'effondrement de l'Etat entraîne celui des collectivités locales livrées aux nouvelles féodalités constituées par les « élus » locaux, en fait auto-élus faute d'électeurs. Le Burkina devient un véritable Far-West ou, plutôt, un émule de ces Etats d'Amérique latine du XIX<sup>e</sup> siècle, agités par les crises politiques à répétition, des coups d'Etat perpétrés par des « généraux » de bandes plutôt que de divisions d'armée régulière.

La notion d'unité nationale ou de solidarité nationale n'a plus de sens dans un système de débrouillardise et du tout pour soi et rien pour les autres. L'anarchie est totale aussi bien au plan politique qu'économique; les bonnes mœurs sociales sont déniées; la corruption sous toutes ses formes et le laxisme ont pignon sur rue; l'activité économique est bloquée et réduite à l'informel; la crise politique, sociale et économique qui perdure dans un tel contexte a exacerbé la loi de la jungle au pays des hommes dépourvus de toute intégrité morale. Plus rien ne va, c'est le Far-West sans loi ni raison; la société est à la dérive et **la nation est déboussolée**.

# L'ossature des scénarios du thème 2 : Les nouveaux fondements de la gouvernance



# 2.1.3. Thème 3 : Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture

# 2.1.3.1. Les questions clés

L'analyse structurelle du système « Burkina » a fait apparaître la problématique de l'inculturation et de l'ouverture comme un des déterminants de l'évolution future du système. Par inculturation, on entend le fait d'intégrer et d'enraciner les membres de la communauté burkinabé dans leurs propres valeurs, leurs normes de comportement et de référence (vision du monde.) Une telle appropriation consciente permettra aux Burkinabè de rencontrer et d'assimiler de façon sélective et efficiente les valeurs exogènes, de s'ouvrir aux autres groupes sociaux dans un échange fructueux et mutuellement avantageux.

Le Burkina Faso est constitué d'une mosaïque (une soixantaine) culturelle qui, mal gérée, peut être source de clivages ethniques et religieux, mais qui peut aussi être une source de richesse et de dynamisme novateur, pour peu qu'elle soit judicieusement mobilisée et canalisée vers la conquête de nouveaux espaces d'échanges commerciaux et culturels. Sur la question de la dialectique de l'inculturation et de l'ouverture, les incertitudes pour les 25 ans à venir appellent les questionnements suivants :

- Quelles seront la consistance et la dynamique des repères identitaires ?
- Quel sera l'état de l'intégration et de la cohésion sociale ?
- De quel capital de confiance bénéficiera le Burkina Faso ?
- Quels seront les nouveaux rapports entre hommes et femmes dans la société burkinabè?

# a. Quelles seront la consistance et la dynamique des repères identitaires ?

Le processus de mondialisation (avait) fait penser à la disparition rapide des identités et repères culturels qui avaient marqué toute la période antérieure, notamment celle du XIX<sup>e</sup> siècle européen de construction des Etats-Nations ou Nations-Etats là où, comme en France, la nation avait précédé l'organisation politique étatique. Toutefois, certains pensent que loin de gommer les différences socioculturelles, la globalisation en accentuera la prégnance. A vrai dire, il s'agit de véritables replis identitaires avec rejets violents des autres, ce qui n'est autre que du racisme pratiqué même par ceux-là qui lui ont payé le plus lourd tribut de l'histoire de l'humanité, les juifs.

Quoiqu'il en soit de l'évolution possible des identités ou repères identitaires, il est nécessaire de prévoir le positionnement éventuel des Burkinabè pour comprendre l'évolution du système « Burkina » à l'horizon 2025. De cette évolution, au moins cinq situations contrastées sont possibles pour l'avenir :

- la symphonie socioculturelle;
- l'endo-impérialisme culturel;
- le mimétisme culturel ;
- le mimétisme culturel :
- la construction de socle culturel.

## b. Quel sera l'état de l'intégration et de la cohésion sociale ?

Du positionnement des Burkinabè par rapport à leurs repères identitaires dépend en grande partie l'état de l'intégration et de la cohésion sociale. En effet, si les membres d'une société ne partagent pas les mêmes valeurs, il n'y aura pas de cohésion sociale et certains risquent d'être marginalisés par rapport aux autres majoritaires et/ou puissants.

La cohésion nationale burkinabè a été soumise à rude épreuve d'abord avec la création de l'Etat burkinabè par le regroupement de plusieurs sociétés relativement autonomes avant la colonisation, ensuite avec le développement des différents groupes socio-économiques et politiques en compétition pour le pouvoir économique et/ou politique.

Les nouveaux enjeux liés à la modernité peuvent entraîner des pertes de repères qui débouchent de plus en plus sur un repli identitaire centré sur l'origine ethnique et l'appartenance religieuse, comme cela s'est vu ailleurs, en Afrique et en Europe de l'Est. Cette dynamique pourrait nourrir et cristalliser les oppositions, source de violences et de conflits sociaux. Ainsi, des futurs possibles quant à l'état de l'intégration et de la cohésion sociale, l'on peut retenir :

- une nation unie et solidaire ;
- l'absorption socio-politique;
- la mosaïque socioculturelle;
- la désintégration sociale.

# c. De quel capital de confiance bénéficiera le Burkina Faso?

Pendant longtemps, le Burkina a joui d'une bonne réputation d'intégrité et de travail. La RDP a contribué à conforter cette image par l'engagement de ses dirigeants sur la scène internationale et par la culture de rigueur dans la gestion de la chose publique. Par ailleurs, les différentes manifestations culturelles telles que le FESPACO, le SIAO, la SNC ont contribué à embellir cette image. Mais cette image a été quelque peu écornée ces derniers temps par les indexations récurrentes des institutions internationales pour des supposées ingérences du Burkina Faso dans les conflits sous-régionaux.

De ce fait, le Burkina est en passe de perdre son capital de confiance, ce qui peut hypothéquer son évolution harmonieuse au sein de la communauté régionale et internationale si le tir n'est pas rectifié. C'est pourquoi, il faut prendre en compte, plusieurs avenirs possibles :

- le Burkina, référence d'intégrité et de dignité;
- un pays sur la défensive ;
- un pays de faible notoriété;
- un pays mis à l'index ;
- un pays en quête de notoriété.

# d. Quels seront les nouveaux rapports entre hommes et femmes dans la société burkinabè?

La femme africaine en général et burkinabè en particulier joue un rôle important dans les domaines économique, social et culturel. Mais ce rôle n'est pas valorisé au niveau de son statut social, économique et politique. De plus, elle subit de nombreuses discriminations/inégalités dans l'accès aux services sociaux, aux ressources économiques, la prise de décision tout en subissant des violences diverses. Les objectifs, maintes fois réaffirmés, de la pleine participation de la femme à la vie socio-économique et politique tardent à se concrétiser.

Cette situation résulte essentiellement de facteurs socioculturels faisant de la femme un être inférieur soumis à l'homme. Mais, à l'horizon 2025, diverses transformations de la société burkinabé sont envisageables, notamment :

- les rapports hommes femmes harmonieux et équitables ;
- l'émergence des valeurs féminines ;
- les rapports hommes femmes banalisés ;
- l'exacerbation des inégalités dans les rapports hommes femmes.

# 2.1.3.2. Les scénarios du thème 3

La mise en relation des modalités de réponse à chacune des questions-clés en partant des plus structurantes aux moins structurantes donne les cinq (5) scénarios suivants du thème de la dialectique de l'inculturation et de l'ouverture:

- le rayonnement culturel;
- la quête d'identité ;
- l'affirmation identitaire :
- l'aliénation culturelle ;
- la poudrière sociale.

#### a. Le rayonnement culturel

Instruits des méfaits des conflits ethniques dans les pays des Grands Lacs et certains pays voisins, les Burkinabè optent plutôt de faire de la multiplicité de leurs cultures et groupes socioculturels une richesse. Le Ministère de la Culture engage une réflexion profonde sur la manière de faire mieux connaître les valeurs fondamentales de la soixantaine de groupes ethniques vivant au Burkina. Par ailleurs, les parentés à plaisanterie sont réactivées.

Toutes ces initiatives créent une atmosphère de saine émulation entre les différents groupes socio-ethniques du pays et renforcent le sentiment d'appartenance nationale. Sans slogans, les Burkinabè semblent proclamer leur farouche détermination à vivre et vaincre ensemble.

Une telle mobilisation et une telle détermination finissent par séduire les partenaires au développement qui n'hésitent plus à soutenir les efforts du Burkina Faso qui devient ainsi un modèle, une référence régionale de bonne gouvernance. Il reçoit de nombreuses visites de pays voisins et, même, lointains de gens venus s'instruire de son expérience. Cette marque d'estime ne fait que renforcer le sentiment national, la fierté d'être Burkinabè.

Le mouvement d'intégration et de cohésion sociale touche les rapports hommes-femmes. C'est une sorte de révolution tranquille du genre dont les pays voisins viennent s'inspirer et qui fait la fierté des Burkinabè et les engage davantage dans cette révolution du genre.

#### b. La quête d'identité

Le poids démographique des Mossi les place naturellement dans une position socioculturelle dominante au Burkina Faso. La migration d'une bonne partie d'entre eux du plateau mossi vers d'autres régions plus propices aux cultures finit par créer un métissage démographique auquel s'ajoute rapidement une expansion culturelle. Les tenants du pouvoir tout comme les

populations émigrées trouvent en cela une bonne occasion et un bon moyen de restructurer la société burkinabè selon le modèle moaga.

Les plaintes de certaines minorités ethniques trouvent des oreilles attentives dans certaines communautés étrangères qui encouragent discrètement des mouvements centrifuges, voire séparatistes. Ce qui a pour effet de mettre le pays tout entier sur la défensive. Ce nationalisme ombrageux s'exprime par cette citation empruntée au Général de Gaule « Mon verre est petit, mais je bois dans mon verre ».

La volonté de préserver la particularité de leur nouveau système socioculturel et politique amène les tenants du pouvoir à opérer un repli quasi nostalgique sur la tradition sous tous ses aspects. Des campagnes de sensibilisation s'organisent un peu partout dans les différents milieux (religieux, coutumiers) pour montrer la nécessité de relire la tradition et de procéder aux adaptations indispensables à une vie plus moderne et plus démocratique.

On assiste ainsi et, paradoxalement au mouvement initial d'absorption, à une véritable quête d'identité nationale dont certains africanistes craignent qu'elle ne s'achemine vers une sorte de réédition de l'authenticité imposée par le Président Mobutu au Zaïre des années 70 et imitée à la même époque avec moins de « bonheur » par ses disciples Bokassa en Centrafrique et Tombalbaye au Tchad.

#### c. L'affirmation identitaire

Les autorités burkinabè optent de construire une identité culturelle à partir de la soixantaine d'ethnies constituant le Burkina Faso. L'option prise, il y a quelques années, de rebaptiser le pays Haute-Volta en Burkina Faso, c'est-à-dire, patrie des hommes intègres, paraît une bonne base, toutes les sociétés nationales ayant l'intégrité et la dignité comme valeurs cardinales.

En tout état de cause, la construction consciente et volontariste de l'identité culturelle nationale procède d'une volonté d'union et de solidarité des Burkinabè pour faire face à toutes les adversités tant naturelles qu'économiques.

Pour rassurer les pays voisins ainsi que les occidentaux sur la nature pacifique de leur quête d'identité, les Burkinabè multiplient les occasions de rencontres internationales. Une diplomatie plus « agressive » se met en place avec pour mission de faire mieux connaître le Burkina Faso, pays sans grandes ressources naturelles, certes, mais terre des hommes dignes, intègres et ouverts aux autres.

### d. L'aliénation culturelle

Une étrange ambiance règne dans les villes et même dans les villages les plus reculés du Burkina Faso. Partout, on entend des airs de musique pop, hip-hop, etc. Partout, on rencontre de petits maquis ou gargotes avec des enseignes « Coca-cola ». Même les cabarets de dolo, la bière de mil locale, arborent les enseignes publicitaires de cette boisson américaine quand bien même ils ne la commercialisent pas. Les jeunes des villes portent des jeans délavés et volontairement déchirés au niveau des genoux, des T-shirts frappés des insignes des diverses universités américaines. Les enfants de la rue et les jeunes chômeurs devenus la majorité de leur groupe d'âge ne rêvent que de devenir l'un ou l'autre de ces héros : beaux, riches et puissants. Ils s'en donnent les noms comme pour vivre déjà leur rêve impossible.

Cependant, malgré l'omniprésence de ces signes extérieurs d'emprunts culturels à travers tout le pays, il n'y a aucun changement profond dans les rapports sociaux, notamment entre les différentes communautés ethniques.

L'escamotage du processus de décentralisation/démocratisation consacre la mosaïquisation ou l'arlequinisation de la société burkinabè. Chaque groupe ethnique se retranche dans son périmètre de « sécurité » et suspecte l'autre de lui vouloir du mal et/ou d'être responsable de sa misère tant matérielle que sociale et politique, présente comme passée et, surtout, future.

Le Burkina Faso devient alors un pays atone, apathique qui n'offre plus grande chose d'intéressant aux visiteurs qui, de ce fait, se font rares. Aucun événement marquant ne vient rappeler à la communauté internationale l'existence de ce pays, jadis chaleureux et sympathique, désormais noyé dans l'indifférence.

« Le Burkina, c'est où ? Jamais entendu parlé de ce bled !» sonne une sorte d'oraison funèbre pour l'ancien pays des hommes intègres en voie de désintégration accélérée !

Le mimétisme culturel des jeunes et l'apathie sociopolitique des adultes emmurés dans leur localisme laissent peu de place aux débats sur les problèmes de société tels que la scolarisation stagnante, la promotion des droits humains, et, surtout, ceux des femmes. C'est comme si, à la « cocacolatisation » du pays, répondait son « unisexisation », la recherche de l'intérêt individuel, la lutte pour la survie individuelle rendant chacun et les groupes ethniques indifférents au genre.

### e. La poudrière sociale

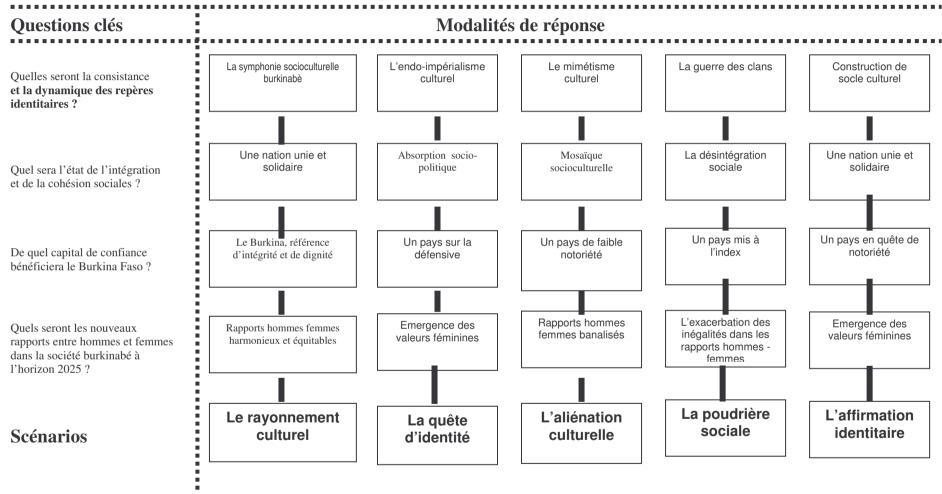
L'échec du processus de démocratisation et de décentralisation, récupéré par quelques groupes féodaux ou mafieux, ouvre la voie à une terrible guerre des clans constitués autour de multiples et divers intérêts dont ceux ethnoculturels et religieux. Les tensions socioculturelles jusque-là latentes éclatent en conflits ouverts et violents sans être armés. Des groupes fondamentalistes émergent dans toutes les grandes religions révélées (islam, christianisme) et même les religions animistes traditionnelles dont les zélotes vantent de plus en plus la puissance et l'efficacité.

Certes, ceci n'est pas une situation totalement nouvelle, mais le durcissement des exigences des différents loyalismes obligeant chacun à choisir son camp et à officialiser ce choix crée un climat social tendu inédit. Le Burkina est au bord d'une véritable implosion sociale frisant la guerre civile, même si elle n'est pas armée. Les familles connaissent des déchirures douloureuses, surtout les foyers fondés sur le mariage « mixte » entre gens d'ethnies et/ou de religions différentes devenues antagonistes.

Le Burkina Faso, soupçonné d'entretenir des liens très étroits avec les réseaux terroristes du genre Al-Quaïda et d'autres mouvements encore plus radicaux est dans l'œil du cyclone américain et classé désormais en bonne place sur « l'axe du mal » comme un « Etat voyou ».

Le Burkina devient une véritable poudrière sociale, prête à exploser à la moindre étincelle brandie un peu partout. En tout cas, si on lui donne l'étiquette de nation, il est plus juste de mettre cette étiquette entre griffes et/ou d'y accoler l'épithète d'éclatée (une « nation » éclatée).

## L'ossature des scénarios du thème 3 : Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture



## 2.1.4. Thème 4 : Les ressorts et attendus du progrès

### 2.1.4.1. Les questions clés

Les ressorts et les attendus du progrès constituent une incertitude majeure à long terme du fait qu'il faille nécessairement s'appuyer sur la science et la technologie pour impulser et asseoir le développement durable. Le Burkina Faso pourra puiser dans le patrimoine mondial de connaissances car « les pays en développement n'ont pas à réinventer la roue». C'est donc dans sa capacité à acquérir et à adapter les connaissances scientifiques et technologiques disponibles que le Burkina Faso devra réussir le défi de sa percée vers le progrès. En effet, c'est le niveau de maîtrise des technologies nouvelles et de l'économie de l'immatériel qui détermine de nos jours, le sort économique des Etats. Il en est de même de la monnaie, des atouts intrinsèques du Burkina comme le coton et les autres produits de base et du rôle de l'urbanisation. Sur ces domaines, des incertitudes demeurent à long terme :

- Quelles seront les aptitudes et la possibilité du Burkina à s'approprier les technologies nouvelles et l'économie de l'immatériel ?
- Quel degré d'autonomie et quelle vitalité de la monnaie au plan national, sous-régional et régional ?
- Quel sera le poids économique du coton, des autres cultures de rente et des produits de base du Burkina Faso ?
- Quelle sera l'acuité des problèmes d'urbanisation ?

# a. Quelles seront les aptitudes et la possibilité du Burkina à s'approprier les technologies nouvelles et l'économie de l'immatériel ?

On constate de nos jours, au plan mondial, des disparités dans le domaine du savoir. Le Burkina Faso appartient au groupe des pays les plus défavorisés face au savoir compte tenu d'un niveau d'éducation et d'alphabétisation encore faible. Par conséquent, la population ne dispose pas de la qualification qui lui permettrait de s'approprier les connaissances scientifiques et technologiques disponibles et de les adapter. Pour réussir ce pari, le Burkina devrait donc accorder une place de choix à l'éducation et à la formation permanente, et non pas seulement pour une partie de la population, mais faire le choix de l'éducation universelle.

Du niveau d'éducation et d'alphabétisation de la population, dépendront les capacités du Burkina Faso à s'approprier les connaissances universelles dans le futur. Ainsi, diverses situations sont possibles à l'horizon 2025 :

- la révolution scientifique et technologique du Burkina Faso;
- l'émergence d'une spécialisation scientifique et technologique ;
- l'arriération scientifique et technologique;
- « l'aliénation » scientifique et technologique.

### b. Quel degré d'autonomie et quelle vitalité de la monnaie au plan national, sousrégional et régional ?

Le poids de la monnaie traduit le dynamisme de l'activité économique. La faible performance de l'économie peut entraîner une dévaluation de la monnaie, surtout en situation de parité fixe. En janvier 1994, on avait assisté à la dévaluation du Fcfa par rapport au FF. La création d'une monnaie autonome pour les pays de l'UEMOA voire de la CEDEAO est aussi une éventualité avec toutes les implications que cela pourrait engendrer sur le plan économique.

La question de la monnaie est tributaire du niveau d'intégration des économies ouest africaines si bien que plusieurs situations sont à envisager pour l'avenir :

- l'existence d'une monnaie sous régionale forte et autonome (CEDEAO);
- le maintien du régime de parité fixe ;
- le décrochage du franc CFA de l'Euro;
- la création de monnaies nationales mal gérées.

# c. Quel sera le poids économique du coton, des autres cultures de rente et des produits de base du Burkina Faso ?

Dans la situation actuelle le coton est la principale source d'entrée de devises pour le Burkina. L'issue du débat mondial qui se mène actuellement autour du subventionnement des producteurs des pays riches, qui limite les possibilités d'exportation des pays pauvres, pourrait être le développement sans précédent de la culture du coton ou au contraire son abandon et l'émergence d'autres produits plus compétitifs sur le marché mondial.

Mais toute la question est de savoir si le Burkina Faso restera encore longtemps un pays dont l'économie est dominée par le secteur agricole notamment le coton. Rien n'est certain et il faut envisager pour le long terme, diverses situations possibles :

- la « Servicisation » de l'économie :
- le développement significatif de l'agro industrie;
- la diversification agricole avec première transformation;
- une économie d'exportation des produits de base ;
- la diversification des sources de croissance.

### d. Quelle sera l'acuité des problèmes d'urbanisation?

Dans les pays occidentaux, l'urbanisation est allée de pair avec l'industrialisation. C'est un phénomène difficilement contrôlable.

Dans les pays africains, le contexte de l'urbanisation est certes différent, mais il n'y a pas de doute que ce phénomène qui est en plein essor, comporte en lui-même beaucoup d'incertitudes. Il s'agit ici de prendre en compte les dangers d'une urbanisation non maîtrisée, ses conséquences sur l'augmentation de la pauvreté urbaine d'une part et d'autre part sur l'organisation et le développement économique de l'ensemble du territoire. On peut présager que l'urbanisation jouera un rôle important dans le développement économique et social. Elle peut être un facteur favorisant ou une source d'instabilité. Ses rôles futurs possibles pourraient être :

- l'émergence de réseaux de pôles urbains moteurs ;
- la constellation de villes moyennes spécialisées ;
- la ville macrocéphale ;
- l'implosion de la ville.

### 2.1.4.2. Les scénarios du thème 4

En combinant les hypothèses de réponses aux quatre questions clé du thème, il s'est dégagé cinq scénarios qui sont en fait des configurations possibles dans l'avenir quant aux attendus et aux ressorts du progrès. Il s'agit de :

- L'échappée;
- L'amorce :
- L'élan;
- Le désarroi :
- L'effondrement.

### a. L'échappée

Conscients que la matière grise représente de nos jours la matière première la plus sûre, les Burkinabé font le choix volontariste d'investir dans le renforcement des capacités des hommes. Des politiques délibérées visant à promouvoir l'éducation de façon quantitative et surtout qualitative sont conçues et exécutées. Ces efforts aboutissent au plan scientifique et technologique à une sorte de « nipponisation » du Burkina Faso. Cette situation ouvre de nouvelles perspectives dans la transformation de l'intelligence collective, entraînant un changement qualitatif des mentalités dans le sens d'une volonté accrue d'acquérir et de s'approprier les connaissances scientifiques et technologiques et de les adapter au contexte burkinabé.

Le développement des capacités nationales de recherche, d'innovation, et de production scientifique et technologique enregistre de véritables succès. On assiste alors à une transformation profonde de la structure de l'économie burkinabé, passant d'une économie à dominante rurale à une économie axée sur des services multiples et variés. Cette « servicisation » s'avère être de haut niveau (ingénierie des services) donnant un véritable coup de fouet à l'activité économique de façon générale.

L'essor économique qui s'installe dans l'ensemble de la sous-région ouest africaine se traduit entre autres par la création d'une monnaie sous-régionale forte, reflet d'une croissance économique réelle et soutenue.

Dans le même temps, on assiste au développement d'un réseau de pôles urbains moteurs résultat d'une politique volontariste d'aménagement du territoire et de développement régional réussie. Certaines de ces villes sont dotées en technologies de pointe devenant de remarquables technopoles. On assiste ainsi, par exemple, à la naissance de port sec/HUB: une ville comme Bobo-Dioulasso connaît un développement qualitatif spectaculaire; en effet elle est devenue un centre d'entreposage de marchandises par de gros porteurs (avions-cargos) et il est plus avantageux pour les pays de l'intérieur (et même pour certaines zones frontalières des pays côtiers) de faire transiter leurs marchandises par ce port sec que par les ports maritimes.

### b. L'amorce

Le Burkina s'accroche tant bien que mal à l'évolution des NTIC « Fluctuat nec mergitur ». Le pays est en phase avec le progrès scientifique mais seulement dans certains domaines ayant des avantages comparatifs. La paix, la stabilité et la sécurité sociale, politique et économique ne cessent de se renforcer pour supporter les ressorts du progrès. On assiste aussi à une installation de grandes firmes internationales dans certaines villes burkinabé. Ce début de spécialisation est une étape vers le modèle japonais.

Dans le même contexte, le FCFA reste accroché à l'Euro qui lui sert de « parapluie », mais la zone monétaire a une certaine autonomie parce que jouissant d'une certaine crédibilité du fait de la croissance économique notable et soutenue. C'est une période de transition vers un développement économique effectif.

#### c. L'élan

Le Burkina s'adapte tant bien que mal à l'évolution scientifique et technologique. Certains secteurs comme ceux de l'agriculture et de l'élevage restent archaïques, tandis que d'autres comme ceux des télécommunications, de l'administration et certains types d'industries se modernisent et sont en phase avec les évolutions qui s'opèrent au niveau mondial. Des villes plus dynamiques arrivent à développer des activités spécifiques qui les font prospérer. Les effets induits des activités motrices de ces villes sont le développement de services divers dans ces localités.

La diversification des sources de croissance permet d'enregistrer des avancées significatives sur le plan économique. Le coton n'est plus le seul produit d'exportation; le Burkina Faso réussit à se positionner sur le marché mondial avec d'autres produits comme le sésame, le karité, l'anacarde, la gomme arabique, de même que les produits artisanaux pour lesquels les Burkinabé sont devenus très entreprenants dans la conquête des marchés. Au titre des nouveaux produits d'exportation, on peut également citer les produits agricoles biologiques qui s'imposent sur les marchés occidentaux.

L'essor économique qui s'installe au Burkina Faso, mais aussi dans l'ensemble de la sous région ouest africaine, se traduit entre autres par la création d'une monnaie sous-régionale forte, reflet d'une croissance économique réelle et soutenue.

#### d. Le désarroi

Le Burkina devient un dépotoir de produits scientifiques et technologiques. D'importantes quantités de ces produits sont déversées dans le pays sans qu'aucun effort d'appropriation ne soit fait par la population pour les adapter et en faire des outils de développement. On assiste alors à une indigestion scientifique et technologique, comme dans certains pays d'Asie et du Moyen orient, une contradiction apparente entre l'abondance des produits technologiques (mosaïque) et la non appropriation de ceux-ci.

Dans un tel contexte, le pays est confronté à la fuite (totale ou partielle) de ses cerveaux formés dans ce domaine, qui préfèrent faire valoir leur savoir ailleurs.

L'économie se porte mal du fait entre autres, de son faible niveau scientifique et technologique. Le volume croissant des importations face à des exportations stagnantes, voire en régression, avec son corollaire de sortie massive de devises affaiblit la base monétaire sous-régionale.

Par ailleurs, on assiste au développement de l'agrobusiness, une sorte de latifundisation du Burkina Faso. On est dans une situation de diversification agricole avec une première transformation, mais à très faible valeur ajoutée. C'est la naissance de l'emploi salarié dans le secteur agricole. Les paysans deviennent de simples ouvriers agricoles exploités; leurs conditions de vie loin de s'améliorer empirent.

C'est aussi le moment du divorce entre l'Euro et le FCFA, une situation qui crée la confusion dans une zone monétaire longtemps habituée aux commodités que lui offre le « parapluie » de la parité fixe avec l'Euro.

Dans cette situation de désespoir, beaucoup de ruraux affluent vers les villes qu'ils assiégent. Les villes fonctionnent mal, il n'y a aucune harmonie entre leurs différentes composantes, ce qui entraîne des conséquences néfastes sur la vie sociale et économique. Le système Burkina Faso dans son ensemble est en état de disfonctionnement; c'est la tourmente tant au plan social qu'économique.

#### e. L'effondrement

Le Burkina Faso reste en marge des évolutions scientifiques et technologiques ; il est dans une situation de décrochage (largage), de déconnection et de marginalisation par rapport aux évolutions mondiales. Il vit un état d'arriération sur le plan scientifique et technologique.

Solution de facilité et de repli, le coton se trouve être le poumon de l'économie ; il contribue pour environ 60% du PIB. Sous la pression des alter mondialistes, et de leurs opinions publiques, les puissants finissent par faire des concessions substantielles aux producteurs de coton africains. Mais il s'agit là d'un cadeau empoisonné, une situation fort dangereuse voire catastrophique puisque l'économie du pays est adossée à un seul produit qui plus est, est fortement dépendant des aléas climatiques et des caprices du marché.

La léthargie en matière scientifique et technologique met le Burkina Faso à l'écart de la dynamique de la mondialisation et donc des échanges économiques. La morosité économique qui est si profonde au Burkina Faso mais aussi dans les pays de la sous région entraîne un éclatement de l'union économique et monétaire sous régionale. Les Etats créent leurs monnaies nationales, mais celles-ci sont très faibles, reflétant des économies malades, désarticulées. La situation est comparable à celle du Zaïre des années Mobutu Sesse Seko où la faiblesse de la monnaie tournait au ridicule, d'où le néologisme de « zaïrisation » des monnaies nationales.

Les villes, notamment la capitale finit par imploser sous l'effet de problèmes insurmontables. La pauvreté urbaine s'accentue. Les réseaux urbains (téléphone, électricité, eau courante) sont perturbés du fait de la fraude et de la démission des sociétés prestataires de ces services face aux difficultés qu'elles rencontrent : piratage des réseaux, raréfaction de la ressource eau... L'insécurité est à son comble.

## L'ossature des scénarios du thème 4 : Les ressorts et attendus du progrès

#### **Questions clés** Modalités de réponse Ouelles seront les aptitudes La révolution scientifique et L'émergence d'une L'arriération scientifique L'émergence d'une et la possibilité du Burkina spécialisation scientifique et technologique (accès spécialisation scientifique technologique du Burkina. L' « aliénation » et technologique réduit et appropriation et technologique à s'approprier les technologies scientifique et limitée) technologique nouvelles de l'économie de l'immatériel? Quel sera le poids économique La « Servicisation » de Le développement La diversification agricole L'économie d'exportation Diversification des du coton, des autres cultures l' économie significatif de l'agroavec 1ère transformation de produits de base sources de croissance de rente et des produits de base industrie (de base) pour le Burkina Faso? Quel degré d'autonomie et quelle L'existence d'une monnaie Le maintien du régime de La création de L'existence d'une vitalité de la monnaie aux plans Le décrochage du franc sous-régionale forte et parité fixe monnaies nationales mal monnaie sous-régionale national, sous-régional et régional? CFA de l'euro autonome (CEDEAO) gérées forte et autonome (CEDEAO) L'émergence de réseaux La constellation de villes L'implosion de la ville La constellation de villes Ouel sera le sera le rôle de l'urba-La ville macrocéphalie de pôles urbains moteurs moyennes spécialisées moyennes spécialisées nisation dans le développement? Scénarios L'effondrement L'échappée L'amorce Le désarroi L'élan

### 2.2. LES SCENARIOS GLOBAUX

Après la construction des scénarios<sup>3</sup> thématiques, l'étape d'élaboration des scénarios globaux en dérive ; c'est une étape critique :

En effet, du point de vue sémantique (la forme), il a fallu recueillir pour chacun des scénarios globaux, l'essentiel de la formulation des constituants des scénarios thématiques, de manière synthétique, à la fois compréhensive, extensive et symbolique.

Par ailleurs, du point de vue de la substance (le contenu), il a fallu traduire les logiques qui lient et font tenir ensemble les constituants des scénarios thématiques pour signifier et porter le global.

Chaque scénario global est l'aboutissement de l'analyse et des interactions sociales (au sens large incluant les aspects notamment économiques et culturels) qui accompagnent sa construction, c'est-à-dire l'aboutissement d'une exploration (scénarios exploratoires). La démarche répond à la question de savoir qu'est ce qui peut advenir qui soit de nature à modifier l'environnement.

A ce titre il ne s'agissait pas encore de scénarios normatifs, à savoir, de décision, de pari ou de choix sur un futur voulu qui est lié à la vision.

Le scénario global est comparable à un paysage structuré, un cadre de vie, doté de dynamiques autonomes, un foyer de polarisation (attraction) et d'énergies positives ou négatives (créatrices de progrès ou génératrices de destruction), de poussée ou de recul, de forces centrifuges et/ou centripètes.

Le scénario global doit contenir, dès sa conception, l'énergie et l'information nécessaires à son développement.

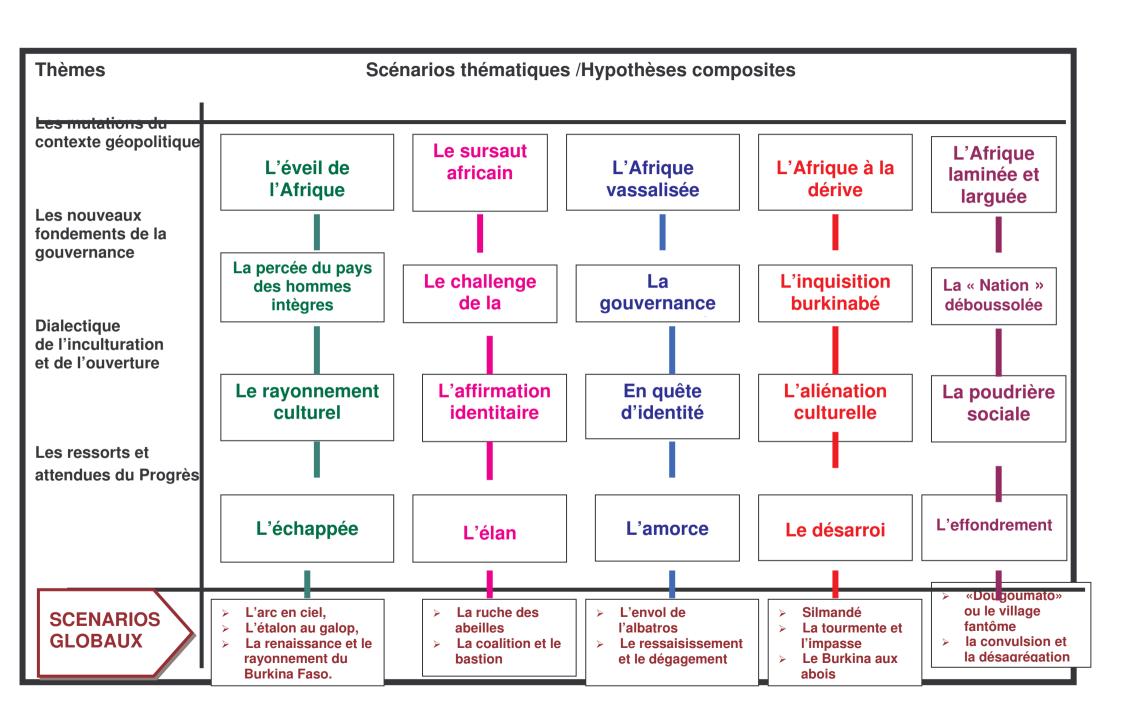
Les scénarios globaux ne sont pas des résultats recherchés pour le plaisir de l'esprit (de nature exégétique), mais pour renforcer les capacités d'anticipation des décideurs, contribuer à vaincre l'adversité, pour guider l'action<sup>4</sup>.

La construction des scénarios globaux par combinaison des scénarios thématiques a permis de retenir, pour le Burkina Faso, cinq images futures possibles comme l'indique le tableau suivants:

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> « Un cheminement, c'est-à-dire une combinaison associant une hypothèse de chaque composante, n'est rien d'autre qu'un scénario », Michel Godet, Manuel de prospective stratégique, Tome 2, 2<sup>ième</sup> édition, page 212

<sup>4</sup> En Afrique du Sud la prospective est devenue pour le Gouvernement mais aussi pour plusieurs groupes sociaux (syndicats, entreprises) un

outil de prise de décision





# 2.2.1. La renaissance et le rayonnement du Burkina Faso : l'arcen-ciel ou l'étalon au galop

Le paysage du scénario global N°1 exploré à l'horizon 2025 est marqué par l'arc-en-ciel qui annonce la fin des orages et des déluges. L'atmosphère et l'environnement ambiants sont dominés par un rayonnement généralisé. Le galop rythme le fonctionnement du système. C'est la renaissance du Burkina Faso. Selon cette hypothèse, le cheminement logique (relation directe) voudrait que le Burkina Faso (pays des hommes intègres), saisisse l'opportunité du réveil de l'Afrique pour réussir sa percée au plan national. C'est le scénario de la chevauchée du Burkina Faso pour une croissance harmonieuse, un rayonnement social et culturel continu. Le Burkina est une société où la justice est fortifiée constamment et non la force justifiée.

Il tire avantage pour cette percée du fait qu'au contenu économique et financier de la mondialisation s'ajoute de manière prédominante le primat donné à l'homme (mondialisation humanisée); ce qui correspond, au demeurant, à ses valeurs traditionnelles où les liens sociaux régulent la vie de la communauté et où les solidarités marquent les évènements et le temps des travaux, des réjouissances et des funérailles. Les Burkinabé se reconnaissent mieux dans un tel système international d'humanisme social ; ce qui valorise et fait rayonner les valeurs de leur civilisation ancestrale.

# SCENARIO GLOBAL N°1: «La Renaissance et le Rayonnement du Burkina, l'Arc en ciel, l'Etalon au galop»

Th	èmes	Scénarios thématiques	Symbolismes du scénario global
1.	Les mutations du	L'ÉVEIL DE L'AFRIQUE	« L'Arc en ciel »
	contexte	<ul> <li>La mondialisation à visage humain</li> </ul>	« L'Arc en ciel » suggère, dans sa complexité attractive, que la couleur isolée n'est pas belle en
	géopolitique	• Le plan-marchalisation de l'aide	soi et dans le cadre de l'arc en ciel les couleurs se révèlent mutuellement leur beauté, une
		• La fédération ouest africaine	beauté d'ensemble, un caléidoscope qui témoigne d'une belle harmonie. Il évoque des forces et
		<ul> <li>L'enracinement de la démocratie</li> </ul>	des puissances qui appellent à passer sous la voûte de l'arc pour aller plus loin vers des
2.	Les nouveaux	LA PERCEE DU PAYS DES HOMMES	horizons radieux Il traduit l'harmonie et l'image de l'espoir assuré pour un pays sahélien.
	fondements de la	INTEGRES	«L'Arc en ciel » c'est l'emblème de l'Afrique du Sud après les orages et les violences de
	gouvernance	<ul> <li>La révolution sociale et le sursaut national</li> </ul>	l'apartheid; dans la Bible, il symbolise l'après déluge, la survie de Noé, de sa famille et de la
		<ul> <li>Le pouvoir local en marche</li> </ul>	sélection d'espèces variées du règne animal. C'est l'emblème d'une percée victorieuse et
		<ul> <li>L'effectivité des droits humains</li> </ul>	l'assurance d'avancées lumineuses.
		<ul> <li>Le développement spectaculaire de la</li> </ul>	« L'étalon au galop »
		culture entrepreunariale et managériale	L'étalon constitue un symbole fort du Burkina Faso puisqu'il figure sur les armoiries du Faso.
		L'ère du "burkindisme" tolérance zéro	Au galop, l'étalon a atteint un seuil d'équilibre et il traduit une grande assurance ; il a atteint un
2	D'.1	corruption	niveau et une vitesse de croisière ; c'est le galop du succès ; c'est la chevauchée du Burkina
3.	Dialectique de	LE RAYONNEMENT CULTUREL	Faso pour une croissance harmonieuse et un rayonnement continu.
	l'inculturation et de l'ouverture	La symphonie socioculturelle burkinabè	F
	ae i ouveriure	<ul> <li>Une nation unie et solidaire</li> <li>Le Burkina, référence d'intégrité et de</li> </ul>	« La renaissance et le rayonnement »
		dignité	La renaissance et le rayonnement impliquent à la fois l'enracinement du Burkina Faso dans ses
		<ul> <li>Les rapports hommes/femmes harmonieux</li> </ul>	valeurs singulières d'intégrité et l'ouverture par l'enracinement de la démocratie comme facteur
		et équitables	de progrès et d'épanouissement des hommes et des femmes, l'appropriation de la technologie et
4.	Les ressorts du	L'ECHAPPEE	le développement de la culture technique ; tout cela est appuyé par un plan Marshall des pays et
"	progrès	<ul> <li>La révolution scientifique et technologique</li> </ul>	organismes donateurs avec l'Afrique. Le Burkina Faso rayonne dans un contexte de
	F - 9	du Burkina	gouvernance qualitativement améliorée : l'Afrique partenaire, la fédération sous régionale, la
		<ul> <li>La "servicisation" de l'économie</li> </ul>	démocratie effective, etc. Tout cela permet une montée en puissance du Burkina Faso qui renaît
		L'existence d'une monnaie sous-régionale	et rayonne aux plans national, sous régional et mondial. C'est le galop de l'échappée
		forte et autonome (CEDEAO)	
		<ul> <li>L'émergence de réseaux de pôles urbains</li> </ul>	
		moteurs.	
>	SCENARIO	> L'ARC EN CIEL,	
	GLOBAL N°1	L'ETALON AU GALOP,	
1		> LA RENAISSANCE ET LE	
		RAYONNEMENT DU BURKINA.	



## 2.2.2. La coalition et le bastion : la ruche des abeilles

Face à une mondialisation anomique et à une aide publique au développement à la fois humanitaire et urgente, la géopolitique africaine est pro active. Elle ne subit pas ; elle fait face. Elle répond aux défis du mondial par la promotion d'une Fédération Ouest Africaine au plan sous régional tandis qu'au plan interne elle fait des choix démocratiques en veillant à assurer leur enracinement.

L'Afrique se met debout pour faire face à l'adversité, relever le défi de l'histoire et, à l'image d'une ruche, organiser minutieusement les labeurs de son développement et s'engager dans des stratégies d'alliance défensive. L'Afrique face aux injustices du mondial développe une confiance en elle même. Elle s'inscrit dans des modes stratégiques du type de l'Asie du Sud Est et du Japon, il y a une cinquantaine d'années.

Ainsi, le Burkina Faso interpellé par les défis extérieurs se ressaisit en lui même, « se refonde » pour avancer et vaincre l'adversité extérieure. Il « refonde » en quelque sorte sa gouvernance :

- il s'attache à unifier les forces sociales internes,
- il met en marche le pouvoir local,
- il laisse jouer les initiatives et les responsabilités nationales,
- il prend des mesures de redressement social,
- il est à même de faire face aux risques d'insécurité d'origine extérieure grâce à la mobilisation intérieure.

# SCENARIO GLOBAL N°2: « La coalition et le bastion ou la ruche des abeilles »

Themes	Scenarios thématiques	Symbolismes du scénario
1. Les mutations du contexte	LE SURSAUT AFRICAIN	« La Ruche »
géopolitique	La mondialisation anomique	
	L'aide humanitaire et d'urgence	La ruche est un « lieu où règne une activité incessante et
	<ul> <li>La fédération ouest-africaine</li> </ul>	organisée » ; c'est le symbole d'un fourmillement volontariste.
	L'enracinement de la démocratie	Le Burkina Faso relève les défis au plan national et aussi dans un
2. Les nouveaux fondements de la	LE CHALLENGE DE LA GOUVERNANCE	cadre régional où les pays sont déterminés à relever ensemble les
gouvernance	<ul> <li>La transformation</li> </ul>	défis et à saisir ensemble les opportunités dans un monde
	<ul> <li>Le pouvoir local en marche</li> </ul>	d'adversité.
	L'insécurité d'origine extérieure	
	La culture d'initiative et de responsabilité nationale	Les comportements, à l'image des abeilles de la ruche, sont pro
	L'atténuation de la corruption	actifs: c'est le sursaut pour faire face aux contraintes de
3. La dialectique de l'inculturation	L'AFFIRMATION IDENTITAIRE	l'économie monde, pour établir une gouvernance organisée et
et de l'ouverture	<ul> <li>La construction de socle culturel</li> </ul>	faire face aux risques extérieurs. La ruche a une gouvernance à la
	<ul> <li>Une nation unie et solidaire</li> </ul>	fois ouverte mais aussi de bastion que les abeilles défendent
	<ul> <li>Le pays en quête de sobriété</li> </ul>	envers et contre tout et tous azimuts ; elles développent une
	L'émergence des valeurs féminines	coalition active pour protéger constamment leur bastion.
4. Les ressorts du progrès	L'ÉLAN	
	<ul> <li>La spécialisation scientifique et technologique</li> </ul>	« La Coalition et le Bastion »
	<ul> <li>La diversification des sources de la croissance</li> </ul>	
	<ul> <li>Une monnaie CEDEAO forte et autonome</li> </ul>	Il existe un consensus de solidarité pour protéger et renforcer
	<ul> <li>La constellation de villes moyennes spécialisées</li> </ul>	l'Afrique commune, le Burkina Faso commun. La devise
SCÉNARIO GLOBAL N° 2	> LA RUCHE	constante à l'intérieur et dans la région, pour le Burkina Faso
	> LA COALITION ET LE BASTION	tout comme pour la Région, c'est « ensemble et avec ».



# 2.2.3. Le ressaisissement et le dégagement latéral du Burkina Faso : l'envol de l'albatros

A l'horizon de 2025, victorieux des pesanteurs sociales, économiques et culturelles (insécurité, compradorisme, discrimination de l'aide,...), le Burkina concentrant ses forces et s'appuyant sur les «points leviers » de la défense de son identité, de l'émergence des valeurs féminines, des atouts d'une spécialisation scientifique et technologique, du développement des agro-industries, de la constellation des villes moyennes, trouve ainsi un «point d'inflexion » et prend l'envol. C'est le ressaisissement et le dégagement.

Dans cette situation, on assiste à un certain réveil (révolte). Le pays refuse la fatalité, c'est l'exemple américain de la marche vers l'ouest. C'est, en quelque sorte, l'image du dauphin qui rebondit au sommet d'une vague qui aura amorcé sa descente, sa retombée. Le point de chute de la vague dû aux pesanteurs, au poids de l'eau, sert au dauphin de point d'appui sur lequel il se ressaisit, concentre ses forces et réussit un dégagement latéral qui ne va pas dans le sens de l'inclinaison de la vague.

L'image de l'albatros, de la manière dont il prend son vol, symbolise au mieux ce scénario global de « ressaisissement – dégagement ».

# SCENARIO GLOBAL N°3 : «le Ressaisissement et le Dégagement latéral, l'Envol de l'Albatros»

	Thèmes	Scénarios thématiques	Symbolismes du scénario global
1.	Les mutations du	L'AFRIQUE VASSALISEE	·
	contexte géopolitique	<ul> <li>La mondialisation confisquée</li> </ul>	« L'envol de l'albatros »
		L'aide discriminante et discrétionnaire	
		<ul> <li>L'expansionnisme sous-régional et régional</li> </ul>	Caractérisé par sa relative lourdeur, l'albatros symbolise, quand il réussit à s'envoler
		<ul> <li>La démocratie de façade</li> </ul>	ou de la manière dont on le voit prendre le vol, la victoire sur les pesanteurs. Il lui
2.	Les nouveaux	LA GOUVERNANCE DE CAPTIVITE	suffit d'avoir des vents ascendants, un point d'Archimède et il prend son vol ; il offre
	fondements de la	<ul> <li>Les sauts du kangourou</li> </ul>	alors une belle allure, devient harmonieux, plein d'assurance et à la ligne élégante ;
	gouvernance	<ul> <li>La bureaucratisation de la campagne</li> </ul>	c'est la puissance qui vainc les entraves et prend de la hauteur. Cet oiseau qui a du mal
		<ul> <li>L'exacerbation des foyers d'insécurité</li> </ul>	à décoller, lorsqu'il y arrive, il peut parcourir une longue distance. Le Burkina Faso
		<ul> <li>Le développement du compradorisme</li> </ul>	réussit à amorcer son départ en se libérant des pesanteurs de la pauvreté et des facteurs
		La guerre contre la grande corruption	de mal gouvernance qui prévalaient.
<i>3</i> .	Dialectique de	LA QUETE D'IDENTITE	
	l'inculturation et de	<ul> <li>L'endo-impérialisme culturel</li> </ul>	« Le ressaisissement et le dégagement »
	l'ouverture	<ul> <li>L'absorption socio-politique</li> </ul>	
		<ul> <li>Un pays sur la défensive</li> </ul>	Le pays se ressaisit pour assurer un dégagement latéral et sortir, même de biais, d'une
		L'émergence des valeurs féminines	sorte d'enfermement.
4.	Les ressorts du progrès		
		<ul> <li>L'émergence d'une spécialisation scientifique</li> </ul>	
		et technologique	
		<ul> <li>Le développement significatif de l'agro-</li> </ul>	
		industrie	
		<ul> <li>Le maintient du régime de parité fixe</li> </ul>	
		<ul> <li>La constellation de villes moyennes</li> </ul>	
		spécialisées	
>	SCENARIO	> L'ENVOL DE L'ALBATROS	
	GLOBAL N°3	> LE RESSAISISSEMENT ET LE	
		DEGAGEMENT LATERAL	



# 2.2.4. Le Burkina Faso aux abois : le Silmandé ou la tourmente et l'impasse

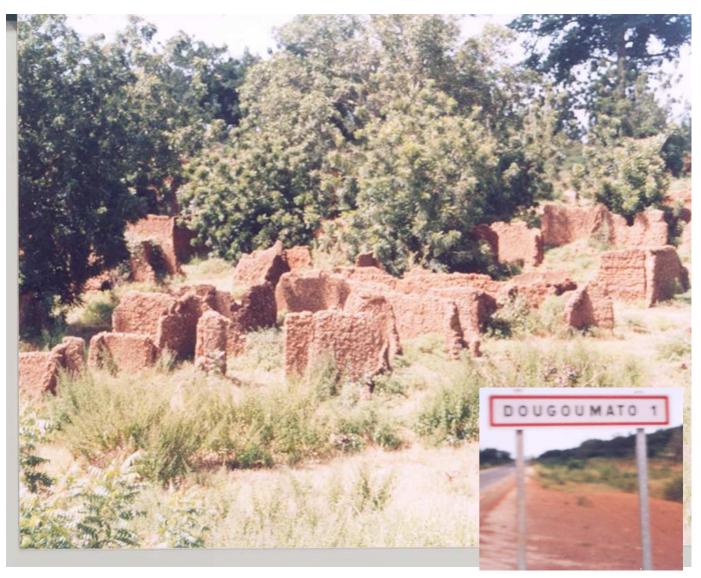
A l'horizon de 2025, l'Afrique est à la dérive, larguée et totalement en marge du développement mondial. Elle n'est pas arrivée à s'ancrer dans les forces de l'économiemonde. Elle est à l'écart ; c'est l'impasse des capitalisations.

Cette situation d'impasse résulte largement du fait que le business de l'économie monde n'a plus de référence « normée ». Le jugement moral et ses implications de se référencer à la justice, aux valeurs de l'humain, qu'il faut fortifier a quitté les rapports sociaux internationaux. Les efforts sous régionaux d'intégration n'ont pas de dynamiques convergentes. Ils demeurent formels, institutionnels, procéduriers, partiels. Le désespoir s'installe au Burkina Faso. La confiance des Burkinabè en eux mêmes est sapée et cela se traduit par le mimétisme et la fragmentation culturels où chacun se retranche dans sa « clôture » ethnique et se réfugie dans son « village » culturel. Les Burkinabè ont une identité controversée et hybride. La notoriété du pays est faible.

La conséquence d'une telle situation pour le Burkina Faso reste la déprime sociale. On assiste à l'éclatement de la nation et cela conduit à une faillite de l'État. Celui ci ne peut plus assurer ses fonctions régaliennes. C'est la loi du plus fort qui s'installe. Le Burkina Faso connaît et expérimente le scénario de la jungle que le Rwanda et la Somalie ont connu au cours des années 1990.

# SCENARIO GLOBAL N°4 : « le Burkina aux abois, Silmandé ou la Tourmente et l'Impasse,»

	Thèmes	Scénarios thématiques	Symbolismes du scénario global
1.	Les mutations du	L'AFRIQUE A LA DERIVE	« Silmandé »
2.	contexte géopolitique  Les nouveaux	<ul> <li>La mondialisation anomique</li> <li>L'aide humanitaire et d'urgence</li> <li>L'intégration partielle et formelle</li> <li>La fragmentation et le tribalisme au pouvoir</li> <li>L'INQUISITION BURKINABE</li> </ul>	A l'échelle du Burkina Faso, le « Silmandé » est un vent tourbillonnaire, instable, qui peut avoir parfois des effets destructeurs, déracinant ; il emporte sur son passage des arbres, décoiffe des toits de maisons ou de greniers. Ce mot de la langue mooré est évocateur de dangers et de risques difficilement contrôlables ; l'homme paraît
	fondements de la	L'ère des justiciers	impuissant face aux déchaînements du « Silmandé ». Le Burkina Faso subit le « Silmandé ».
	gouvernance	<ul> <li>La décentralisation en panne</li> <li>L'insécurité d'origine extérieure</li> <li>Le développement du "camorisme"</li> <li>La guerre contre la grande corruption</li> </ul>	« La tourmente et l'impasse »  - La tourmente et l'impasse reprennent et explicitent en extension le concept du
3.	Dialectique de l'inculturation et de l'ouverture	<ul> <li>L'ALIENATION CULTURELLE</li> <li>Le mimétisme culturel</li> <li>La mosaïque socio-culturelle</li> <li>Un pays de faible notoriété</li> <li>Les rapports hommes/femmes banalisés</li> </ul>	« Silmandé »; la mer prise dans la tourmente écume; la société prise dans la tourmente est secouée de fond en comble; la tourmente est forte; elle retourne les pierres des habitudes voire des traditions d'injustice sociale acquises. La tourmente tourbillonne en vase clos, dans l'impasse, sans issue; ce qui la rend encore plus violente. Le Burkina Faso est dans le désarroi, dos au mur, le système
4.	Les ressorts du progrès	LE DESARROI      "L'aliénation" scientifique et technologique     La diversification agricole avec première transformation     Le décrochage du franc CFA de l'Euro     La ville macrocéphale	burkinabé dérive.  « Le Burkina Faso aux abois »  Le Burkina Faso aux abois est comme traqué par la meute des évènements ne sachant plus où aller, quelle direction prendre et que faire. Le pouvoir et la société entière sont
<b>A</b>	SCENARIO GLOBAL N°4	<ul> <li>SILMANDE</li> <li>LA TOURMENTE ET L'IMPASSE</li> <li>LE BURKINA AUX ABOIS</li> </ul>	paralysés !



# 2.2.5. La convulsion et la désagrégation : « Dougoumato » ou le village fantôme.

Ce scénario catastrophe est construit en partant de l'hypothèse d'une Afrique laminée et larguée. Une mondialisation ultra libérale à dominante financière qui a évacué l'homme de ses préoccupations et des finalités de son action. Il n'y a plus d'aide ; c'est le commerce qui impose sa loi aux rapports entre pays riches et pays pauvres.

C'est un monde fou qui a perdu la tête, la mort est présente dans l'âme des peuples. Le Burkina Faso est déboussolé. Les repères puisés dans les traditions sont non seulement minimisés mais ils ont pratiquement disparus. Des féodalités locales s'organisent tous azimuts dans les sphères aussi bien politiques qu'économiques, dans les régions comme dans les familles. Un sentiment d'insécurité prévaut dans l'atmosphère nationale et se généralise; le manque de confiance par rapport au prochain hante les rapports sociaux et génère des peurs.

Le Burkina Faso de ce scénario global est au rendez vous de la mort sociale. Devenu terre de fantômes, le Burkina Faso n'est plus en tant que nation. Il a rejoint le cimetière des nations et disparaît de la mémoire de l'humanité, absorbé dans un « trou noir ».

# SCENARIO GLOBAL N°5 : « La convulsion et la désagrégation, Dougoumato ou le Village fantôme »

	Thèmes	Scénarios thématiques	Symbolismes du scénario global
1.	Les mutations du	L'AFRIQUE LAMINEE ET LARGUEE	
	contexte géopolitique	La mondialisation ultralibérale et déferlante	« Dougoumato » ou « Le village fantôme »
		La cessation de l'APD "no Aid"	
		<ul> <li>Les replis identitaires</li> </ul>	Sur la route de Ouagadougou à Bobo-Dioulasso se trouve une pancarte routière qui se
		La dérive dictatoriale	lit « Dougamato » et on ne voit rien d'autre que les restes d'un village ; le village est
2.	Les nouveaux	LA NATION DEBOUSOLEE	mort; c'est un village fantôme; il n'est plus; il s'est effondré; il a implosé; il a
	fondements de la	Le laxisme généralisé et l'anarchie	rejoint le royaume des fantômes
	gouvernance	La décentralisation en panne	
		L'insécurité généralisée	Laminée et larguée par les forces de marginalisation du marché global, le pays se
		<ul> <li>La culture de la débrouille</li> </ul>	recroqueville sur lui même et se fragmente ; ce sont les soubresauts de l'implosion.
		<ul> <li>La corruption banalisée et généralisée</li> </ul>	
3.	Dialectique de	LA POUDRIERE SOCIALE	La gouvernance elle-même n'a plus d'autres symboliques que celles des passes droits
	l'inculturation et de	<ul> <li>La guerre des clans</li> </ul>	et l'économie, celles de la débrouille.
	l'ouverture	<ul> <li>La désintégration sociale</li> </ul>	
		<ul><li>Un pays mis à l'index</li></ul>	« Dougoumato » est déjà inscrit dans des rapports sociaux de désintégration et
		L'exacerbation des inégalités dans les rapports	d'exacerbation des inégalités.
		hommes/femmes	
4.	Les ressorts du progrès	L'EFFONDREMENT	De l'arriération et de l'implosion des villes sonne le glas : l'âme du pays s'en est allée
		<ul> <li>L'arriération scientifique et technologique</li> </ul>	et son fantôme hante désormais les lieux !
		L'économie d'exportation des produits de base	
		La création de monnaies nationales mal gérées	
		L'implosion de la ville	
>	SCENARIO	> « DOUGOUMATO » OU « LE VILLAGE	
	GLOBAL N°5	FANTOME »	

La construction des scénarios a révélé que les avenirs possibles de l'environnement du Système Burkina Faso comportent des images d'espoir qui doivent renforcer l'optimisme quant aux chances pour le Burkina Faso de réussir son dégagement des pesanteurs actuelles, d'amorcer son développement et de rayonner sur la scène internationale.

Ces images optimistes ont pour fondement, ♦ une Afrique qui se réveille pour réaliser le sursaut de l'intégration et de la défense commune des intérêts du continent ; ♦ le renforcement de la gouvernance économique et politique au Burkina Faso ; ♦ l'affirmation de l'identité et du rayonnement culturel burkinabé sur la scène mondiale et ♦ la consolidation des ressorts du progrès économique pour prendre l'élan de l'échappée économique.

Toutefois, certaines images révélées sont redoutables parce qu'empreintes d'incertitudes quant aux possibilités de développement du Burkina Faso. En effet, ces images, qui signalent la tourmente et la désintégration sociale, tirent leurs racines ♦ d'une Afrique à la dérive, laminée et larguée par une mondialisation ultra-libérale déniant le social, ♦ d'une mal gouvernance au plan national qui s'accompagne, au plan social, ♦ d'une perte de l'identité culturelle burkinabè et de tensions sociales et, au plan économique, ♦ d'un effondrement et d'un désarroi.

Les scénarios sont certes muets sur ce qui va arriver à long terme à la société burkinabè (l'exercice ne vise pas à prédire le futur) mais ils ont le mérite de traduire ce qui est possible et peut arriver si dès maintenant, les actions ne sont pas menées de sorte à conduire la société vers les images d'espoir et, à défaut, éviter ou contenir les effets des images pessimistes.

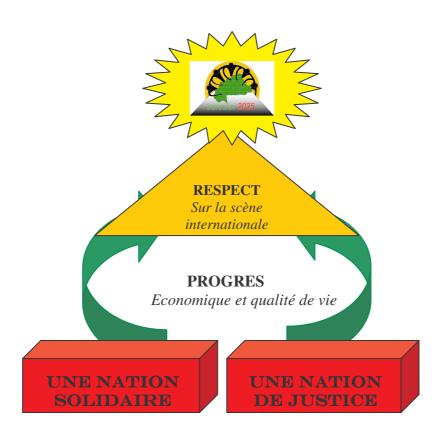
Ils constituent, de ce fait, un outil d'aide à la décision pour les décideurs, d'orientation pour les techniciens chargés de proposer des politiques de développement et d'alerte et d'interpellation des contre-pouvoirs pour amener les décideurs à recadrer leurs stratégies.

L'erreur à ne pas commettre est de tabler sur un scénario parce que porteur politiquement et de rejeter certains parce qu'improbables car, l'histoire récente de la sous-région nous enseigne que tout peut arriver, même l'improbable.

Le challenge pour le Burkina Faso (toutes les composantes de la société) est de faire le « pari » sur un avenir volontariste, désiré et consensuel et de travailler à la réalisation de ce positionnement futur, souhaitable, en tenant compte de tous les scénarios c'est-à-dire en favorisant l'avènement des scénarios optimistes, favorables à la réussite du positionnement stratégique voulu et en réduisant le maximum possible les probabilités d'avènement des scénarios redoutés.

La détermination du positionnement stratégique volontariste (la vision) et l'évaluation des options stratégiques, pour ce faire, sont l'objet de la troisième phase du processus de réalisation de l'étude prospective.

# Troisième phase : Vision et stratégies



La vision et les stratégies représentent la suite logique du processus de l'étude prospective « Burkina 2025 ».

La vision qui est déclinée ici s'appuie sur les résultats des études rétrospectives, de l'enquête sur les aspirations nationales, de l'analyse structurelle et du diagnostic stratégique. En particulier, elle amplifie et systématise les aspirations et visions exprimées par les différents acteurs à l'occasion de l'enquête.

Les axes stratégiques de la percée burkinabè pour cheminer vers la vision ont été déterminés de même que les forces et les menaces de ce cheminement. Mais avant, le contexte et les enjeux de la vision ont été décrits.

### 3.1. LE CONTEXTE ET LES ENJEUX

L'enjeu crucial de la vision prospective pour le Burkina Faso, au cours des 25 années à venir, est celui de la traversée de champs de forces, d'environnements divers et de contextes variés qui conditionnent sa trajectoire. Comment le pays pourra-t-il réussir à se frayer une trajectoire sûre et un passage sécurisé qui permette que soit réalisée, à terme, la vision choisie ?

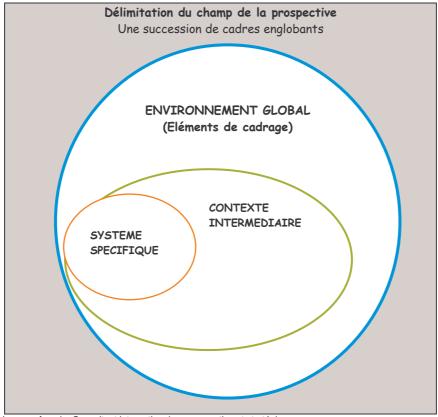
En effet, au cours de cette traversée le pays devra s'allier les vents favorables, conjurer les forces adverses, exploiter les opportunités pour parer aux faiblesses et poursuivre la marche et les combats dans l'axe et la perspective de la vision choisie grâce à des stratégies de reconquête constante de l'avenir.

La contextualisation de la vision est donc cruciale comme l'est l'intégration des données météorologiques (vents, pluies, nuages) et des couloirs de vol d'autres aéronefs, dans le plan de vol d'un avion.

### 3.1.1. Le contexte

Le contexte où s'inscrit la trajectoire de la vision est une succession de trois cadres englobants qui délimitent le champ de la vision prospective (voir schéma ci-dessous). Il s'agit de :

- l'environnement national ou le système spécifique,
- l'environnement sous régional ou le contexte intermédiaire et
- l'environnement international ou l'environnement global.



Jacques Arcade, Consultant international en prospective et stratégie

### 3.1.1.1. L'environnement national

L'environnement physique du Burkina Faso où s'inscrit la trajectoire de la vision est l'écosystème sahélien enclavé dont les pesanteurs naturelles ont un caractère contraignant. Il est mu par une sahélisation progressive marquée par l'érosion des sols, la destruction croissante du couvert végétal, la baisse de la pluviométrie. Cependant, il recèle, encore, des réserves de croissance pour l'agriculture et l'élevage, pour peu que l'on prenne les dispositions appropriées pour en assurer la durabilité.

L'environnement humain burkinabé, quant à lui, est marqué par l'érosion des héritages culturels conduisant à des déficits croissants d'enracinement social et l'envahissement des valeurs euraméricaines véhiculées par la mondialisation; d'où les exigences d'inculturation qui permettent à la vision d'intégrer des valeurs et des pratiques endogènes de solidarité dans lesquelles la dynamique du lien social prime sur celle du bien matériel. En outre, une autre exigence humaine de la vision réside dans la prise en compte de la pauvreté de masse et du déficit social ainsi que des défis de la jeunesse qui forment autant de caractéristiques de l'environnement social.

### a) Erosion et force structurantes de la solidarité

La contextualisation africaine de la vision prospective devra s'ordonner autour d'un principe structurant, ou mieux, d'une valeur de vie, à savoir que le lien prime sur le bien, que l'économie fille de l'éco-logie est avant tout une économie des liens sociaux avant d'être celle des biens sociaux.

C'est cette culture du lien social qui crée, au Burkina Faso, un sentiment de sécurité humaine et qui peut servir de guide à une construction sociale moderne et spécifique où les acteurs de la société civile, de l'entreprise et de la politique se retrouveraient sans doute plus à l'aise culturellement et deviendraient sans doute aussi économiquement plus performants.

D'une manière résumée, le primat des liens sociaux sur les biens sociaux dans les cultures africaines, c'est-à-dire celui des solidarités sur les égoïsmes privatifs, peut s'énoncer comme suit :

- Le sens de toute activité économique réside dans la recherche de modes d'épanouissement collectif et se mesure par l'enrichissement social procuré ;
- Les seules richesses valables sont celles qui sont partagées avec le groupe, à commencer par la famille élargie ;
- La reconnaissance du lien intime entre les éléments de l'univers conduit à induire du respect pour tout homme et pour la vie ainsi qu'à développer un sens aigu de la nature ;
- Les dons et les contre dons sont autant d'expression des solidarités manifestées à l'occasion des mariages, des funérailles, des cultures de champs, etc.

Cette contextualisation de la vision prospective n'est pas et ne doit pas être passéiste. Céder aux tentations passéistes, sous couvert de défense de la personnalité africaine ou de la mise en œuvre de socialismes africains, a pu conduire à des dérives.

La détérioration et les ruptures des liens ancestraux sont génératrices du plus « extrême péril ». En effet, en cas de crise, le repli sécuritaire sur l'autosubsistance villageoise devient aléatoire voire impossible par perte des savoirs faire locaux.

Le diagnostic du subconscient collectif, en dépit des silences dont l'histoire couvre les mémoires du présent (des vivants), porté au niveau de la conscience est important aussi pour la prospective.

Les sondes rétrospectives plongées dans les substrats sociaux burkinabè reviennent chargées d'enseignements sur les complexes de l'histoire, pour fonder les visions et aider à la construction des projets de société.

A cet effet, le Rapport ONU de la « Commission Indépendante sur l'Afrique et les enjeux du 3<sup>ième</sup> millénaire<sup>5</sup> » (2002) fait des constats dont les deux suivants sont particulièrement significatifs pour la prospective :

- L'assujettissement et le dénigrement auxquels l'Afrique a été soumise pendant le millénaire passé, notamment l'esclavage de masse, ont légué aux peuples africains un héritage fortement négatif, la sous-estimation de soi, contre lequel bataille doit être livrée ;
- La fragilisation de l'aptitude de l'Afrique à s'organiser et sa capacité à prendre des initiatives radicales se sont traduites par un manque d'assurance (déficit d'affirmation de soi et de confiance en soi).

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Voir « Vaincre l'humiliation » Rapport de la Commission Indépendante sur l'Afrique et les enjeux du 3<sup>ième</sup> millénaire ? PNUD, Abert Tevoedjre, 2002

En prenant acte de ces blessures des profondeurs, la prospective se doit néanmoins d'y jeter un regard positif et non contemplatif et de se souvenir « que seul ce qui fait mal, très mal, saisit l'homme tout entier et accélère le processus d'irruption de l'esprit en lui » (Nietzsche).

Il s'agira donc en priorité de poursuivre la bataille, convaincu que le mal n'est pas dans les étoiles, qu'il est désormais en nous-mêmes!

Il s'agit en effet, selon l'expression de Jacques Derrida, de déconstruire « les structures sédimentaires » de la pensée, de l'imaginaire et des symboliques héritées des blessures de l'histoire vis-à-vis des peuples noirs et de nous-mêmes vis-à-vis de nous-mêmes et de remettre en question, dans le cadre d'une vision de renaissance, les attendus du savoir et des protocoles du bien-penser.

### b) Pesanteur et défis de la pauvreté

L'environnement socio-économique burkinabé est fortement marqué par la pauvreté monétaire de la population et l'accentuation de cette pauvreté, d'une façon générale, et dans le milieu urbain, d'une façon particulière. La vision nationale, en quête d'abondance et de prospérité, recherche à rendre résiduel le phénomène de la pauvreté de masse dont on constate la forte incidence et l'accroissement.

A tous les acteurs qui opèrent dans le « système Burkina Faso » la lutte contre la pauvreté appelle à une véritable coalition nationale sur ce front pour réduire la pauvreté et en faire une caractéristique mineure de la société burkinabé dans une génération.

En effet, malgré les performances macro économiques de la décennie passée (5,5% de taux moyen de croissance annuelle), les indicateurs sociaux sont demeurés, tant au plan de l'éducation que de la santé, défavorables. Dans le milieu rural, on note l'absence des services essentiels qui contribuent à la qualité de la vie : biens de consommations durables, électricité, télécommunications, etc.

Les améliorations intervenues (notamment dans l'accès à l'eau potable), n'ont pas encore réussi à améliorer l'indice synthétique de développement humain (IDH) et le Burkina Faso demeure positionné parmi les cinq derniers pays du monde.

### c) Une prospective de la jeunesse

Toute prospective qui s'inscrit dans une perspective de renaissance tient son soleil levant de l'horizon d'où émerge la jeunesse.

En effet, la population burkinabé demeure jeune dans sa grande majorité marquée par un taux de croissance de 2,4% qui entraînera son doublement en 25 ans. Si dans les pays développés la population du troisième et du quatrième âge constitue la majorité et la priorité, c'est la jeunesse qui, elle, constitue au Burkina Faso le véritable défi de la vision et du projet de société.

67% de la population se situe entre 15 et 35 ans. Pour cette tranche, la tension sur le marché du travail réduit les jeunes à rester, en moyenne 4 années, à la recherche d'un emploi. Le chômage et le sous emploi constituent le lot de ces jeunes, en raison notamment de la faible

compétitivité de l'économie, de la concurrence internationale aux produits locaux et du niveau faible de la formation (analphabétisme de la jeunesse rurale et acculturation).

En dépit du rétablissement de la croissance, le chômage est devenu un phénomène préoccupant dans les deux villes principales de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso où le taux atteint 18%. On constate en outre une stagnation de la capacité d'absorption de la main-d'oeuvre liée à un recul de la protection sociale et à une tendance à une plus grande précarité de l'emploi caractérisée par l'informalisation croissante de l'économie.

Au lieu qu'ils soient le fer de lance dans la société et dans l'économie, les jeunes forment, aujourd'hui, le véritable défi du Burkina Faso du fait de leur nombre, de l'acuité de leurs problèmes et du manque d'un horizon alléchant, captivant et rassurant.

Ainsi, l'exercice « Burkina 2025 » offre un promontoire aux jeunes et aux enfants pour éclairer un avenir qui leur appartient. La vision nationale consistera donc à s'assurer que le projet de société voulue servira de grande maison commune des jeunes et des enfants du pays.

### 3.1.1.2. L'environnement sous régional

La vision que se donne le pays, en termes de compétitivité, requiert le dépassement des limites exiguës du territoire national et le pari d'une vision globale d'ouverture et d'intégration à des échelles économiques plus grandes, aux plans sous régional et international.

Cependant le marché sous-régional et les expériences réelles d'intégration en Afrique de l'Ouest ont montré des déficits majeurs et ont fait ressortir des risques importants et des menaces qui sont identifiables comme constituant autant d'enjeux :

- l'inefficacité des approches à dominante institutionnelle,
- la concurrence entre les économies de la sous-région,
- la faiblesse des échanges sous régionaux,
- les coûts élevés des transactions du fait des monopoles de filières,
- la récurrence des guerres civiles qui gênent la coopération de voisinage,
- la question du leadership sous régional.

Malgré des programmations répétées, les pratiques sous régionales dans les domaines des infrastructures-clés demeurent marquées par la balkanisation, en dépit des politiques sectorielles prioritaires et « intégratives » du NEPAD et d'autres arrangements sous régionaux.

En effet, chaque pays continue de développer ses propres monopoles publics ou privés de production de services clés et tente de promouvoir de manière *ad hoc* des mécanismes de coopération bilatérale qui sont plus administratifs que commerciaux et compétitifs, notamment, dans le secteur des télécommunications et de l'énergie électrique.

La vision d'ouverture requiert qu'aucun des pays de la sous région ne constitue un goulot d'étranglement à la fluidité des échanges intra régionaux. C'est dans ce sens que des stratégies d'intégration sous régionale en faveur de « voisinages ouverts » sont préférables et constituent

des vents favorables pour la vision prospective retenue, en comparaison à celles des « voisinages fermés<sup>6</sup> ».

### 3.1.1.3. L'environnement international

### a) Caractéristiques essentielles du contexte international

Le contexte international est caractérisé essentiellement par<sup>7</sup> :

- Le processus de mondialisation croissante de l'économie, en tant qu'intégration des marchés des biens et des services, des capitaux et du travail, en tant qu'internationalisation des forces et modèles politiques, sociaux et culturels et des processus de prise de décision dans ces domaines ;
- La « dictature économique collective du Nord » sur l'échiquier mondial qui ne reconnaît ni « démocratie économique » au niveau international ni droit économique des peuples ; les plus forts maintiennent l'Afrique intégrée à leur équation économique de base ;
- Le néo libéralisme conservateur qui éloigne l'Etat de son rôle redistributeur pour en faire un agent de police qui veille à l'application du code de la route, sans s'immiscer dans les affaires des propriétaires des véhicules et sans s'inquiéter de savoir si les besoins de transport de la société dans son ensemble sont satisfaits;
- La lutte pour le contrôle scientifique et technologique des autoroutes de l'information, des ressources de la nature et de l'environnement, de l'espace et de ses possibilités, des techniques de pointe pour remplacer les matières premières de base, etc.

### b) Contraintes de l'aide et du commerce extérieurs

L'Aide Publique au Développement (APD) assure au Burkina Faso environ 80% des investissements publics qui se sont montés à près de 500 milliards FCFA au cours de la période 2000-2002 hors facilité des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Le Burkina Faso, à cet égard, est en réalité un sous-système du nexus international ; il évolue sous influence directe de facteurs externes (aide publique, institutions internationales, commerce mondial) sur lesquels il n'a vraiment pas barre. C'est un système dépendant, largement périphérique ou satellisé. Les notions d'espace national et des pouvoirs locaux qui s'y exercent sont de plus en plus érodées et sans substance pour la définition des politiques publiques.

C'est ainsi qu'il s'exerce sur un tel système une tension entre la nécessaire auto-prise en charge et le besoin d'aide extérieure pour les investissements et de commerce extérieur pour la vente des produits et l'accès à la technologie. C'est la problématique de l'autonomie et de la sécurité minimum.

Les politiques nationales et les programmes de développement tributaires des orientations internationales sont faiblement enracinés et inculturés. Les pesanteurs de l'APD expliquent, en partie, le caractère précaire des politiques nationales ; celles-ci sont écourtées dès que la sollicitation internationale s'estompe, d'où le taux de rotation des politiques qui se situe entre 3 et 5 ans.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> « Burkina Faso : Compétitivité et Croissance Economique, Orientations, Stratégies et Actions », Ministère de l'Economie et des Finances et Banque Mondiale, 2001

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Mbaya Kankwenda : « L'Afrique peut-elle gérer une stratégie autonome de développement au 21<sup>ième</sup> siècle ? 1996

L'adhésion aux politiques et programmes soutenus financièrement par les bailleurs de fonds ne veut pas forcément dire consentement aux priorités contenues dans l'aide mais désir d'accéder à des ressources financières.

L'inconvénient d'une telle situation est que des distorsions sont introduites dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes.

Le paradoxe de l'aide au Burkina Faso (et dans de nombreux autres pays en développement) réside dans le fait que des analyses multi pays, conduites sous l'égide de la Banque Mondiale, suggèrent que l'effet de l'aide extérieure sur l'investissement et sur la croissance est statistiquement négligeable, confirmant l'inefficacité de l'aide extérieure<sup>8</sup>.

Cependant, l'afflux de ressources extérieures demeure un besoin de financement du développement national, car l'aide a toujours une fonction d'accompagnement des financements intérieurs et de compensation des déficits d'épargne publique.

L'environnement du commerce extérieur quant à lui est marqué par le fait que le Burkina Faso, tant pour ses exportations que pour ses importations y opère comme un client qui ne pèse pas ; aussi les prix s'imposent-ils au Burkina Faso comme à tant d'autres pays en développement, qui sont des « price takers » et non des « price makers ». Il en est ainsi pour le coton sahélien qui est l'or blanc du Burkina Faso.

Via le commerce extérieur, le Burkina Faso a développé, en outre, une dépendance vitale qui l'expose à des risques stratégiques tel que sa dépendance par rapport aux importations de produits aussi essentiels que les hydrocarbures et les médicaments. L'accomplissement de tels risques mettrait le pays en danger de survie.

Face au commerce mondial et aux dynamiques de son environnement, l'expérience de la traversée du Burkina Faso<sup>9</sup> peut se résumer comme suit :

- Très peu d'entreprises privées sont tournées vers le marché extérieur. En effet, dans leur grande majorité, elles sont, soit des représentants de grandes compagnies multinationales, soit des entreprises commerciales écoulant plus de produits importés que fabriqués localement, soit enfin des industries substituts de l'importation.
- Le corollaire c'est la faible valorisation des atouts compétitifs du pays dont le déficit structurel de la balance commerciale est un indicateur significatif. Au demeurant, ces entreprises contribuent peu à l'ouverture extérieure du Burkina Faso du point de vue exportation.
- Par ailleurs, le ratio des exportations burkinabé sur le PIB s'est situé au cours de la décennie écoulée à un niveau très bas (12%), deux à quatre fois moins que celui des pays côtiers tels le Bénin, le Sénégal et la Cote d'Ivoire.

<sup>9</sup> « Le Secteur privé burkinabé : place dans le processus de régionalisation et de mondialisation de l'économie et stratégies dans la conquête des marchés intérieurs, régionaux et mondiaux [y compris le financement] », par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina Faso, 1999

Voir « Croissance et compétitivité », Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina Faso et Banque Mondiale, 2001
 S'applique aussi à la problématique l'assertion latine « Timeo Danaos et dona ferentes » : j'ai peur des Grecs surtout quand ils vous apportent des dons!

Ainsi, l'enjeu du développement du Burkina Faso consiste à déterminer les conditions et les termes pour assurer la compétitivité et la croissance de son économie par une politique agressive de promotion du commerce.

Le pari est fait pour l'essentiel sur le dynamisme attendu du secteur secondaire, notamment les bâtiments et les travaux publics, le secteur tertiaire (commerce et transport) ainsi que sur la diversification des productions agricoles.

### c) Limites et dérives du capitalisme

Le capitalisme qui préside aux échanges mondiaux ne se confond pas avec l'économie de marché.

La chute du mur de Berlin et l'ouverture de la grande Chine auront donné des signaux forts de la faillite du communisme. Son antithèse, le capitalisme, seul sur le terrain, apparaissait devoir réguler l'économie-monde sans fin. Au demeurant, ce n'est pas parce que le communisme était dans l'erreur que le capitalisme a raison.

Les problèmes vite rencontrés depuis une génération interpellent par rapport à l'inadéquation du capitalisme du point de vue du développement de l'homme social, de la promotion d'une vie réussie et partagée ainsi que du bonheur national qu'il recherche, voire de la paix tout court.

L'évolution du capitalisme manifeste des dérives hors atmosphère et régulations humaines. Une des mesures de cette situation est l'insécurité internationale causée par des Etats pour fait de suprématie mais aussi par des puissances de l'ombre dotées d'une force de frappe capable de défier des Etats ; elles ont réussi à ébranler les USA le 11 septembre 2001.

### d) Les démesures du capitalisme

Des évènements récents et des données suggèrent qu'on est désormais en face d'un capitalisme de la démesure <sup>10</sup> qui peut s'illustrer par les exemples suivants :

- La partialité de puissants cabinets et des agences de notation, cœur du système capitaliste en tant que ses instruments de mesure a remis en question leur fiabilité légendaire ;
- La sphère financière (transactions sur les marchés de changes) qui représentait en 2001 six fois le PIB mondial et quarante fois le commerce mondial. Il se crée des bulles financières spéculatives hors de tout système productif;
- Les écarts de richesse ne correspondent plus à la production et fait sauter tous les seuils les plus décents : le PNB de l'Egypte correspond à la fortune des Wharton, celui du Pakistan à celle de Bill Gates, etc. ;
- Les relations humaines (liens humains) cèdent le pas aux relations inhumaines (biens matériels). Les sentiments humains sont largement évacués et liquidés. Les principes redevenus ceux d'une jungle guident les transactions et les rapports capitalistes ;

<sup>10</sup> Thierry Gaudin « Préliminaires à une prospective du capitalisme », Conférence donnée à Lille (France) le 20 mars 2003, Edition de l'Aube, 2003

- L'accroissement de la pauvreté figure parmi les échecs internationaux du capitalisme. Dans une Afrique, intégrée au système capitaliste, les politiques d'ajustement structurel ont globalement échoué et on assiste à l'approfondissement de la pauvreté.

### e) L'essence des sociétés en danger

Au capitalisme de la démesure, à la puissance et à la force de frappe jamais égalées, s'ajoute celui qui désormais met en danger l'essence même de la société humaine en général, et africaine en particulier, ce qui fait le lien social :

- le capitalisme qui, au départ, fut la mise en commun de parts pour financer une entreprise est désormais celui du marché des capitaux (dont l'épicentre se trouve à Wall Street) fort éloigné de l'univers social ;
- les mécaniques de plus en plus sophistiquées du capitalisme ont évacué l'homme de son entreprise (comme hier de la terre), désormais régulée par la finance en vidant l'entreprise de sa sève sociale, voire en la dépeçant pour y exercer des pouvoirs de maximisation des retours sur capitaux.

Le principe africain de lien social qui prime sur le bien ne peut, à la vérité, trouver, à terme, dans le capitalisme des forces d'accompagnement vers l'épanouissement et l'accomplissement. La prospective contextualisée se doit d'intégrer cette situation d'impasse dans ses constructions sociales africaines.

### f) Etats minoritaires et puissances privées

La sociologie des grandes puissances économiques connaît désormais une mutation. Sur les 100 premières puissances économiques mondiales, 49 sont des Etats et 51 des entreprises privées. Cela change les rapports de forces internationales et la composition des acteurs de la diplomatie.

L'Afrique est désormais devant un aréopage où ceux qui comptent ne sont plus ceux qui sont représentés dans l'hémicycle des Nations Unies mais les absents dont les représentants sont présents et actifs à la Bourse de New York et qui régulent en réalité le monde. Leurs décisions pèsent et comptent certainement plus que des résolutions onusiennes.

Où se trouve donc aujourd'hui le véritable Conseil de Sécurité où siègent des Etats ? Ce qui est sûr, c'est qu'il n'est plus seul à décider de la paix et de la guerre, de la justice et du développement dans le monde.

La prospective africaine se doit d'intégrer cette sociologie contemporaine de la puissance pour voir juste dans la question décisive des partenariats stratégiques pour la réalisation de ses visions et de ses projets de société.

### g) L'empreinte écologique

La communauté internationale à la Conférence de Johannesburg<sup>11</sup> sur le développement durable, consciente des dérives du capitalisme, a mis en évidence le fait que le modèle de

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Voir Patrick Viveret « Reconsidérer la richesse », page 10, Editions de l'Aube, 2004

développement dominant, celui qu'on appelle occidental, n'est pas projetable, soutenable, ni même universalisable dans l'avenir.

En se référant à l'empreinte écologique, c'est-à-dire la surface nécessaire pour que chaque habitant de la terre puisse, d'une part puiser des ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins et, d'autre part, éjecter ou retraiter ses déchets, on constate que la plupart des pays développés sous régime capitaliste sont déjà au-delà de la surface admise.

A supposer que toutes les sociétés adoptent ce modèle et que la Chine adopte celui des USA, il aurait besoin de plusieurs planètes Terre!

La « prospective du capitalisme » montre, selon le mot « prophétique » du Président Français, Jacques Chirac, à Johannesburg que « *la maison brûle et nous regardons ailleurs* ».

La prospective burkinabé ne peut donc être conduite et la vision élaborée avec des propositions de projets de société, en prenant la posture de l'autruche par rapport aux limites et aux dérives du capitalisme où sont intégrés la société et l'économie nationales. On ne saurait en faire l'impasse.

L'exercice prospective « Burkina 2025 » conduit à partager avec d'autres pays, de plus en plus nombreux au Nord comme au Sud, un besoin de changement de cap pour éviter « d'aller dans le mur » si l'on continue à laisser faire ou à pactiser avec les dérives et à tolérer, comme impuissants, les limites d'un système d'appauvrissement et d'insécurisation.

## 3.1.2. Les enjeux de la vision

Le champ contextuel où se matérialise la vision se situe dans une sphère interne (l'espace matériel et immatériel burkinabé) et externe (la sous région espace intermédiaire de proximité) et surtout dans l'environnement mondial, à savoir la sphère prégnante du contexte global (l'économie-monde) régulé par les règles de jeu néo libérales du capitalisme.

### 3.1.2.1. Les enjeux de l'environnement national

Le contexte interne est marqué par une exigence de reconnaissance d'identité comme principe ou démarche structurant et sécurisant de l'individu et du groupe. En effet, la vision est fortement « factorisée » par le principe vital du « connais-toi toi-même » (principe d'identité). D'où les enjeux suivants :

- face aux tendances d'érosion du substrat culturel national, l'enjeu de la vision c'est l'inculturation pour nourrir et accompagner la reconnaissance d'identité ;
- face aux amenuisements des liens sociaux fondateurs et âme de la société burkinabé au bénéfice dominant du bien et de la patrimonialisation des relations, l'enjeu de la vision c'est la promotion du lien qui prime sur le bien ;
- face à l'absence des jeunes dans les processus de prise de décision sur le futur qui les concerne plus que toute autre catégorie sociale, l'enjeu c'est la prise en compte prioritaire de la jeunesse, leurs forces et leurs faiblesses ;

- face à l'exiguïté du territoire burkinabè comme marché, l'enjeu d'intérêt national c'est l'intégration ouest africaine et la quête d'un leadership régional mais aussi la saisine locale des opportunités de la mondialisation ;
- face aux pesanteurs de l'ignorance locale et à la montée du savoir et de l'immatériel dans les produits de l'économie-monde, l'enjeu c'est l'acquisition croissante de parts de marché du savoir et de la technologie de l'information et des communications pour se positionner dans la compétition mondiale;
- face aux risques de dérapage de la gouvernance politique et administrative, économique et locale, l'enjeu c'est la promotion de l'Etat de droit et l'appropriation de la démocratie ;
- face à la forte incidence de la pauvreté et à l'importance du déficit social, l'enjeu de la vision c'est de faire de la lutte contre la pauvreté un chantier de long terme afin de la rendre résiduelle et faire des secteurs sociaux des domaines de droit pour les populations ;
- face à la réalité d'un monde dans lequel la guerre, les tensions, les conflits, les points chauds sont omniprésents, l'enjeu national est la promotion de la culture de la paix pour le présent et pour les générations futures.

### 3.1.2.2. Les enjeux de l'environnement régional

L'environnement régional ou contexte intermédiaire de l'exercice de prospective burkinabè offre des opportunités et un potentiel reconnus en principe, tant par la théorie des économies d'échelle que par la pratique des échanges de voisinage qui renforcent les économies internes. Cependant, il forme aussi un champ de forces défavorables qui sont des défis et qui soulèvent des enjeux majeurs :

- les processus d'intégration ouest africaine auront été jusqu'à présent dominés par des approches institutionnelles, lourdes, globalement inefficaces et coûteuses ; cette approche soulève le défi de l'intégration par le marché sur la base des régulations libérales et d'une administration légère ;
- les échanges sous régionaux sont très faibles, (environ 3,3% au début des années 2000), ce qui pose le problème de la réalité incitative de la demande globale sous régionale et soulève l'enjeu de la montée en puissance d'une intégration véritablement performante en termes de marché;
- les pays de la sous-région ont des économies concurrentielles tant dans les zones côtières que sahéliennes ; les coûts des transactions sont élevés ; cela pose le défi de l'effectivité d'une intégration sur une base de complémentarité ;
- le poids économique et démographique du Nigeria, l'avantage de situation (positionnement géographique) du Sénégal par rapport à l'Europe, les niveaux de développement relativement avancés du Ghana et de la Côte d'Ivoire ainsi que le potentiel économique (en jachère à cause des conflits) de l'ensemble de la ceinture équatoriale formée par la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, ne sont pas sans soulever un problème et l'enjeu du leadership sous-régional;
- la récurrence des guerres civiles dans la sous-région qui n'ont pas arrêté depuis plus de deux décennies (Casamance, Libéria, Sierra Leone, Guinée-Bissau, Cote d'Ivoire, conflits dans le nord du Niger et du Mali et au sud de la Mauritanie et du Nigeria) freine les processus d'intégration et érode le capital et le potentiel de confiance pour un marché

commun ouest africain; la paix est devenue un enjeu décisif de l'intégration de l'Afrique Occidentale.

### 3.1.2.3. Les enjeux de l'environnement international

L'environnement international est un champ très marqué par des rapports de forces politiques et économiques, technologiques et culturels. C'est ainsi que :

- face à l'intégration structurelle du système burkinabé dans le système capitaliste non réplicable et à risque qui régule l'économie-monde, l'enjeu réside en des alternatives de sécurité minimum dans des groupes régionaux ;
- face au poids de l'aide extérieure et à son inefficacité reconnue, l'enjeu c'est l'engagement dans des processus d'auto-prise en charge pour établir des seuils de sécurité minimum tout en optimisant l'emploi de l'aide;
- face aux pressions extérieures politiques, économiques, culturelles et technologiques, l'enjeu c'est la construction de « pouvoirs compensateurs » dans des ensembles coopératifs, forts et sécurisés.

L'enjeu global c'est donc celui de la préservation d'un système immunitaire national de défense minimum qui puisse assurer la survie et, si possible, la montée en puissance, de l'ensemble burkinabé vers l'horizon choisi.

### 3.1.2.4. Les implications ou la prospective de renaissance

C'est dans le cadre d'une prise de conscience du soi individuel et collectif que se situe le point de départ d'une prospective de victoire pour l'Afrique qui a pour nom « la renaissance africaine » ; c'est un « new deal » :

- en rupture avec tout ce qu'a pu représenter de négatif pour l'Afrique le 2<sup>ième</sup> millénaire ;
- qui remet en selle les singularités africaines en général et burkinabé en particulier ;
- qui avance, déterminée, dans l'ère d'une radicale réappropriation pour servir une vision libératrice des complexes de l'histoire et d'une construction sociale nouvelle dont le socle est formé de la culture du lien social, de l'économie cognitive et des sciences de l'immatériel;
- qui tire profit de tout ce qui a été et est positif dans l'environnement extérieur.

### La renaissance africaine

La renaissance africaine, longtemps voulue, depuis toujours désirée, déjà célébrée par des poètes, des musiciens et des artistes africains, sur le continent et dans la Diaspora, est l'unique issue. Toute grande aventure humaine commence, assez régulièrement, par un Chant sacré, un Canto comme disent les Italiens, une Epopée du genre du « Cahier d'un retour au pays natal » d'Aimé Césaire. Retour qui est un sursaut, éveil, conscience, bref renaissance, pour que le pays natal, son passé et son avenir, soient reconnus comme champ à labourer, semer, sarcler, pour les générations futures. Les générations africaines vivantes ne peuvent pas, ne doivent pas laisser aux générations futures africaines des « bouts de partenariats », des « intégrations manquées », des « réussites ou miracles illusoires », des « pensées naines », des « victoires et gloires éphémères ». On ne perd rien en voulant sa propre légende des siècles pour le 21 ième siècle. De deux choses l'une : ou bien on se contente de végéter et de s'exciter dans le paradigme colonial issu de Berlin, il y a 119 ans, ou bien on décide et on choisit, librement, de créer son propre paradigme, son propre espace vital, pour se développer et être présent au monde, sans esclavage ni tutelle. Heureusement, la renaissance africaine est plutôt à faire qu'à discuter, après six siècles d'enfer à cause des alliances forcées avec l'Occident, pour les seuls intérêts occidentaux.

(Voir Théophile Obenga : « La place de l'Afrique dans le monde » Première conférence d'intellectuels d'Afrique et de la Diaspora organisée par l'Union Africaine, Dakar octobre 2004)

Des signes attestent déjà « au levant » que cette perspective victorieuse, cette renaissance est possible. Elle est déjà en œuvre ailleurs, notamment en Asie et en Amérique Latine. En effet, on assiste aujourd'hui à des renversements de rôle dans les échanges internationaux traditionnels en faveur de pays dits « émergents » :

- le commerce Sud-Sud augmente deux fois plus vite que les échanges mondiaux ;
- les économies de la Chine, de l'Inde et du Brésil montent en puissance et seront bientôt rejointes par celle de l'Afrique du Sud ;
- parmi les 500 plus grandes entreprises du monde figurent déjà 15 chinoises, 4 indiennes et 3 brésiliennes :
- aujourd'hui, l'effort de recherche de la zone Asie et Pacifique dépasse déjà celui de l'Europe.

Par ailleurs, la quête d'alternatives théoriques au service de politiques publiques renouvelées et différentes des pratiques actuelles se renforce, notamment en Amérique Latine.

#### 3.2. LA VISION

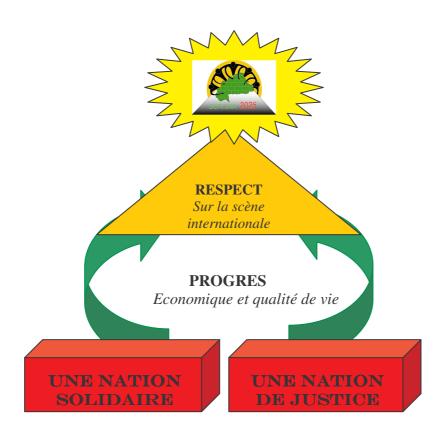
La vision ou futur voulu pour le Burkina Faso se formule ainsi :

## « LE BURKINA FASO, UNE NATION SOLIDAIRE, DE PROGRES ET DE JUSTICE, QUI CONSOLIDE SON RESPECT SUR LA SCENE INTERNATIONALE ».

L'architecture des composants de cette vision se structure comme suit :

- les blocs fondateurs sont la solidarité et la justice ;
- l'indicateur de performance est le progrès qui se traduit par la prospérité et la qualité de vie ;
- le produit final attendu se traduit par le renforcement du respect du Burkina Faso sur la scène internationale.

Ces caractéristiques forment aussi un tableau de bord pour la vision. En effet, elles balisent la trajectoire et permettent aux Burkinabé de conduire régulièrement les contrôles nécessaires et de s'assurer qu'ils sont sur la bonne voie de la construction sociale voulue.



#### 3.2.1. Une nation solidaire

La posture **solidaire** symbolise l'Unité et la Paix.

#### 3.2.1.1. Une nation unie

L'unité à rechercher et à atteindre au Burkina Faso devra émerger d'une conscience claire et d'une analyse perspicace de sa propre histoire passée et récente et de celle des autres peuples et du monde en général.

La construction de l'unité nationale se trouve en effet confrontée à un double défi : i) un défi interne lié à son histoire de pays colonisé devant, de ce fait, bâtir une nation à partir de la multitude de nationalités que l'administration coloniale avait réunies en une seule entité territoriale, de façon brutale et autour de valeurs et de projet de société extravertis et ii) un défi externe qui est la nouvelle configuration du monde née de la globalisation et qui prédit la disparition des frontières aussi bien économiques que culturelles et le triomphe de la « pensée unique ».

L'unité à laquelle aspirent les Burkinabè est une unité qui puise, certes, dans l'émotion naturelle à tout groupe partageant le hasard de la géographie ou des liens de sang, mais qui se nourrit de cette volonté de vivre et de vaincre ensemble toutes les adversités, de réussir un projet de société largement partagé.

Ce dont il s'agit, c'est plus la vision d'un processus d'unification entre les différentes composantes de la société qu'un état de fait. Une unité entre les régions, entre les provinces, entre les différentes ethnies et leurs cultures respectives, entre les générations, entre les hommes et les femmes, entre l'élite et la masse, entre les riches et les pauvres, entre les forces de défense et de sécurité et les populations civiles, entre les variétés d'opinions et de confessions, etc.

La vision de solidarité est donc cette volonté, cette obsession même, à être une nation unie et à la vivre effectivement dans un esprit de solidarité largement partagé se traduisant par une équité dans la redistribution de la richesse commune.

#### 3.2.1.2. Une nation de paix

La cohésion nationale a été soumise à rude épreuve d'abord avec la création de l'Etat burkinabè par le regroupement de plusieurs sociétés relativement autonomes avant la colonisation, ensuite avec le développement des différents groupes socio-économiques et politiques en compétition pour le pouvoir économique et/ou politique.

D'autre part, la famille élargie qui a caractérisé la société traditionnelle burkinabè comme lieu d'exercice de solidarité et d'entraide s'est rétrécie sous l'effet de la monétarisation des échanges, de la paupérisation croissante, de l'évolution des mœurs, de l'interpénétration des cultures.

La paix dont il est question tire ses fondements de la liberté, de l'égalité et de la souveraineté des peuples. Le Burkina promeut cette paix d'abord à l'intérieur en menant d'une part, toute action de lutte contre tous les comportements sociaux susceptibles de nuire à l'unité,

d'empêcher de l'atteindre et d'autre part, toute action favorable à sa préservation. Il s'agit notamment de la lutte contre les forces centrifuges, contre l'accentuation des clivages fondés sur la race, l'ethnie, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance, et contre les féodalités rétrogrades. Ensuite, il promeut cette paix non seulement dans ses **relations de voisinage** ouvert, mais aussi avec les autres Etats.

#### 3.2.1.3. Une solidarité nationale

L'unité est, certes, fondamentale pour toute société. Mais, à elle seule, elle ne suffit pas à se maintenir et à maintenir une société en tant qu'ensemble cohérent et distinct des autres. Il faut, en plus, la solidarité nationale pour assurer cette cohésion sociale.

Unité ne veut pas dire uniformité ou égalité arithmétique. Les membres d'une même société connaissent en effet des différences naturelles (capacités ou aptitudes physiques, intellectuelles, anatomiques ou de sexe), des différences culturelles, sociales et économiques résultant d'un travail passé (héritage) ou actuel (stratification professionnelle et salariale). Ces différences sont admises par l'ensemble de la société. La différence de sexe est même la base de la société.

Il reste cependant que, même s'il existait des critères indiscutables de récompense du travail des différents membres de la société, l'existence d'inégalités abyssales est de nature à fragiliser la cohésion sociale, l'unité nationale. Il y a donc **un devoir de solidarité** pour les membres de la société. Au-delà des gains sociaux et politiques énormes qu'elle permet d'enregistrer, la solidarité nationale est un stimulant économique dans la mesure où elle procure aux citoyens les plus défavorisés les moyens de participer à la production et à la consommation. On s'étonne aujourd'hui qu'au Burkina Faso, malgré la croissance relativement soutenue qu'a connu le pays ces dernières années, la pauvreté n'ait pas reculé d'un pouce mais ait plutôt marqué une relative progression. Cela étonne parce qu'on a oublié le facteur social, sa relative primauté sur, ou, en tout cas, forte liaison avec le facteur purement économique.

### 3.2.2. Une nation qui progresse

La vision de prospérité positionne le Burkina Faso au peloton de tête des pays de l'Afrique de l'Ouest dont le marché régional, mis sur les rails, emprunte les autoroutes qui lui sont ouvertes pour accéder au large du mondial. Il porte haut le drapeau du « progrès », une des trois composantes de la devise nationale.

La vision de progrès signifie que le peuple Burkinabé aura (i) su se saisir des opportunités de l'intégration économique régionale pour réussir une ouverture profitable sur le reste du monde. Ainsi, les Burkinabè auront transformé les déterminants extérieurs de l'évolution du système Burkina en catalyseurs (ii) pour conforter la compétitivité et la prospérité économique et (iii) améliorer leur qualité de vie.

#### 3.2.2.1. L'ouverture et l'intégration

Il s'agit de se donner une vision nationale, où la région devient un déterminant de l'intérêt national, de considérer « l'économie-monde » comme une économie première. L'ouverture s'inscrit ainsi, tout naturellement, dans le projet de société du Burkina Faso.

Dans le projet de société burkinabé à l'horizon 2025, une bien meilleure vision politique pour l'ensemble consisterait en des libéralisations jointes qui permettraient aux compagnies multinationales, plutôt qu'aux Etats, d'intervenir pour développer des capacités optimales de production pour toute une région plutôt que pour un territoire national.

#### 3.2.2.2. Une économie compétitive et qui prospère

L'histoire économique mondiale suggère que la prospérité d'une nation est largement liée à la compétitivité de son économie. En inscrivant la prospérité comme partie intégrante de la vision du Burkina Faso en 2025 on suggère que le pays est compétitif à cet horizon.

L'horizon temporel de la vision étant d'une génération il sera intégré des changements structurels, en tant que composant de l'infrastructure économique du pays. De ce point de vue et d'une manière générale, il est reconnu que le Burkina dispose d'une infrastructure économique plutôt déficiente et fort coûteuse<sup>12</sup>.

Cette situation révèle des coûts de transaction élevés pour l'ensemble des opérateurs économiques et des ménages. Ils sont aussi indicatifs d'un environnement peu concurrentiel et défavorable à la promotion du secteur privé et de l'investissement étranger.

La vision de prospérité burkinabé ne correspond pas à celle des pays aujourd'hui développés qui conduit au consumérisme, au gaspillage et au matérialisme avec ses sous produits de criminalité. Il s'agit d'une prospérité accompagnée de frugalité; au demeurant, c'est en partie grâce à cette frugalité collective dont le projet de société prévoit qu'elle devienne culturelle, qu'il y a abondance.

#### 3.2.2.3. L'excellente qualité de vie des Burkinabè

La vision de progrès est davantage celle d'une prospérité individuelle et collective plus grande, beaucoup plus que la surabondance de biens matériels.

L'excellente qualité de vie résume les conditions matérielles et immatérielles de la vie sociale en 2025 au Burkina Faso. Par rapport à la nature, la symbiose est retrouvée et est en croissance tandis que son exploitation diminue.

Elle se traduit par un épanouissement social qui révèle équilibre, harmonie et accomplissement du groupe et les individus, dans leur ensemble, ont une sensation de bien être. Cet épanouissement est signe de bonheur national.

L'épanouissement de l'homme et de la femme burkinabé est l'aboutissement de toutes les stratégies entreprises pour construire dans 25 ans, un Burkina Faso autre et meilleur où la population sera parvenue à l'épanouissement physique, mental et matériel et à l'amélioration générale de la qualité de vie pour tous.

105

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Ainsi, par exemple, dans le domaine des transports, dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Burkina présente les coûts les plus élevés pour la route et le rail : 55 Fcfa/Km de route et 52 Fcfa/Km de rail contre 34 Fcfa et 29 Fcfa au Mali.

#### 3.2.3. Une nation de justice

La vision à l'horizon 2025, donne de la justice une image qui repose d'une part, sur un Etat fort qui assure la sécurité des personnes et des biens et d'autre part, sur un Etat de droit qui garantit un cadre sain pour les affaires et rassure les acteurs du développement. Une justice crédible et équitable, indépendante et transparente, décentralisée, compétente et accessible à tous.

#### 3.2.3.1. L'existence d'un Etat fort et de droit

La notion d'Etat fort ici n'est pas synonyme de force de coercition, de contrainte et d'oppression. Il s'agit plutôt de la force qui découle de l'adhésion collective à un projet de société commun. Un projet qui rencontre l'adhésion de la collectivité. Une force qui découle de la légitimité populaire.

La force provient aussi du respect international dont l'Etat est auréolé. Respect dû à la stabilité qui règne au niveau interne et à son implication avec succès dans la résolution des conflits à travers la sous-région et le monde.

L'Etat de droit est bâti sur un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit et respecte les normes juridiques établies par elle. Un Etat qui agit conformément aux textes de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée.

L'indépendance des juridictions permet à la justice de s'affranchir des pouvoirs législatif et exécutif pour dire le droit conformément à la règle établie.

#### 3.2.3.2. La réduction significative de l'impunité et de la corruption

La vision de justice repose enfin sur une tolérance zéro à impunité et à la corruption. Sous la pression de la société civile, des partenaires au développement et des populations, l'Etat engage la lutte contre l'impunité et la corruption.

La probité et l'intégrité, valeurs traditionnelles cardinales, jadis jetées aux orties, sont réhabilitées et promues et la société civile en devient la sentinelle. Elle se donne pour mission de maintenir la veille afin d'éviter au pays de retomber dans les travers passés.

Les secteurs, jadis au hit parade de la corruption ont réussi à éradiquer ce fléau. Les populations appuient ce processus par la dénonciation des coupables.

Le classement du pays dans les rapports mondiaux sur la corruption s'est amélioré faisant de lui un exemple dont l'expertise est très demandée au niveau international, contribuant ainsi à améliorer le respect du Burkina au plan international.

# 3.2.4. Une nation qui consolide son respect sur la scène internationale

#### 3.2.4.1. Une nation qui inspire confiance et force l'admiration

La vision du respect est le témoignage d'une confiance conquise, d'une admiration savamment suscitée et entretenue. Ce respect, caractéristique de la vision, est perceptible et mis en orbite à plusieurs niveaux.

Les soufflets d'où partent l'énergie nécessaire au foyer pour abreuver la vision de respect, se situent :

- au plan culturel, le Burkina Faso exporte des produits culturels de son cru et reçoit sur son territoire des manifestations culturelles régionales et internationales ; des performances sportives accompagnent ce rayonnement ;
- au plan de la gouvernance, le Burkina Faso se distingue par les résultats positifs largement atteints tant au niveau politique, qu'administratif, local et économique ;
- au plan diplomatique, le Burkina Faso engrange les retombées économiques positives de sa politique. Il est aussi devenu une plaque tournante dans le traitement des crises sous régionales en raison de la respectabilité de ses leaders, du caractère emblématique attaché au pays et de la stabilité politique, une situation confortée par des succès sur le front démocratique;
- au plan économique, le Burkina Faso est devenu un modèle de performance en dépit de ses ressources limitées mais grâce à leur bonne gestion renforcée par, et renforçant le civisme fiscal et aussi grâce à la qualité technique et morale et au génie créateur des burkinabè.

#### 3.2.4.2. Une nation résolument tournée vers la coopération sous-régionale

Au-delà des sièges des organisations de coopération sous-régionale qu'il abrite, le Burkina Faso, pays enclavé dont l'économie est encore dominée par le secteur de l'agriculture et de l'élevage et qui a un fort taux d'émigration, joue un rôle déterminant dans la promotion des échanges au sein de la sous région. La libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, le droit d'établissement et la coopération transfrontalière sont effectifs en Afrique de l'Ouest à travers une vision de voisinage ouvert.

Le Burkina Faso devient le catalyseur et le stimulateur d'une intégration régionale porteuse d'épanouissement socio-culturel, tirée par les services innovants et valorisant sa position géographique centrale en Afrique de l'Ouest. Ainsi, il :

- affirme ses valeurs socio-culturelles comme une référence régionale voire mondiale ;
- prend le leadership dans la prise en compte au niveau international, des problèmes spécifiques aux pays enclavés ;
- devient un pôle d'attraction et une plate forme des services au niveau sous-régional et régional.

Cette position stratégique du Burkina Faso est la résultante de l'esprit de concertation et de dialogue de ses dirigeants aussi bien au plan interne qu'au sein des instances sous régionales et dans le cadre de la coopération bilatérale avec ses voisins.

Ainsi, à l'instar de la défense commune du coton africain orchestrée par un groupe de quatre pays sous le leadership du Président du Faso, les pays de la sous-région mènent un « combat » commun et solidaire sur les grandes questions de développement touchant les intérêts des pays membres. La politique commune va donc au delà de la dimension monétaire et financière pour devenir globale.

Par ailleurs, le Burkina Faso, dans sa volonté de consolider la coopération sous-régionale, organise ses ressortissants de la diaspora qui, non seulement véhiculent désormais une image positive du Burkinabè dans leurs pays d'accueil, mais aussi contribuent fortement à travers des « couloirs » créés à cet effet, à la construction de la patrie.

.

#### 3.3. LES STRATEGIES

La définition de la vision appelle de la part de toutes les composantes de la société burkinabè, des efforts pour sa réalisation dans les 25 ans à venir. Ces efforts devront s'appuyer sur les pistes de stratégies identifiées pour chacune des composantes de la vision.

#### 3.3.1. Pour la nation solidaire

La solidarité est un facteur de cohésion sociale en ce qu'elle repose sur un certain nombre de principes, d'exigences et de dispositions pratiques pour en assurer le succès. Aussi, pour que cette vision soit effective, l'intégration nationale, la mobilisation citoyenne et le réarmement moral des Burkinabè devront-ils être consolidés. Pour ce faire, il faut renforcer les actions susceptibles de consolider l'unité nationale et toutes celles visant la promotion et la sauvegarde de la solidarité au sein de toutes les sociétés composant le Burkina Faso.

#### 3.3.1.1. L'unité nationale

Il ne s'agit pas, loin de là, d'une unité de repli identitaire et suicidaire, mais d'une unité de la nécessaire mobilisation de soi pour une meilleure et fructueuse rencontre avec les autres. Pour ce faire, les stratégies proposées portent sur :

- l'intégration et la mobilisation nationales : Il s'agit d'amener les Burkinabè à dépasser les identifications communautaires primaires, celles des clans et tribus d'origine, pour s'associer à la construction de la nouvelle société, celle confrontée à la mondialisation et à ses multiples défis ;
- la promotion des valeurs communes: Les Burkinabè doivent être socialisés à leurs propres valeurs de manière à se (re)connaître eux-mêmes et (pour) s'ouvrir aux autres et s'enrichir de leurs expériences tout en les enrichissant des leurs. L'école, à rendre obligatoire et gratuite, sera le creuset de cette socialisation, ce qui fera du Burkina Faso, « une nation devenue grande grâce à son école ». Les valeurs qui constituent nos devises à savoir : la trilogie « unité, travail, justice » et la trilogie « unité, progrès, justice », de même que le nom du pays depuis 1984 sont à la fois un constat de ce que les Burkinabè sont à leurs propres yeux et à ceux des autres (des gens dignes et intègres) et un objectif à atteindre :
- la participation de toutes les catégories ou groupes sociaux aux processus de prise de décisions : Le processus démocratique burkinabè devra s'efforcer d'assurer la participation de tous les groupes sociaux aux différents processus de prise de décision. Il faut cultiver au quotidien la participation effective et efficace de ces groupes, en particulier, ceux que l'on a tendance à marginaliser pour une raison ou une autre : les enfants, les femmes et les personnes âgées.

L'importance de la participation des femmes est à présent reconnue par tous, même si de cette reconnaissance à la pratique il existe toujours le fossé des préjugés millénaires. Par contre, celle des générations extrêmes, les tout-jeunes (enfants) et les personnes âgées n'est pas évidente. Il faut donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la défense des droits de l'enfant et son apprentissage de la démocratie soient effectifs. De même, il faudra mieux penser l'intégration sociale des personnes âgées et prendre en compte le vieillissement dans les différentes programmations socio-économiques ;

- la lutte contre les forces centrifuges: L'unité que les Burkinabè veulent construire risque d'être fragile et perpétuellement menacée de l'intérieur comme de l'extérieur par des forces centrifuges d'origines diverses, notamment celles liés aux loyalismes ethniques et religieux que la crise économique et la compétition politique ont tendance à exacerber. Des mesures énergiques doivent être prises pour décourager et éradiquer ces comportements qui sapent l'unité nationale et compromettent l'avenir de la nation. Il faut maintenir une vigilance permanente quant au développement anarchique et au fonctionnement incontrôlé des associations qui se créent dans le but de développer les régions respectives de leurs adhérents et qui peuvent constituer une menace pour l'unité nationale si ces créations et fonctionnement ne s'inscrivent pas dans un projet social national dynamique;
- la lutte contre les féodalités rétrogrades: L'Etat, les partis politiques et la société civile devront s'accorder davantage sur les règles du jeu de la dialectique local-national non seulement pour empêcher l'expression de forces et de comportements centrifuges, mais aussi pour empêcher l'émergence de nouvelles féodalités locales assassines de la démocratie tant au niveau national qu'au niveau local.

La décentralisation en cours pourrait être déviée de ses objectifs et prise en otage par les nouveaux élus et/ou les anciens notables monopolisant le pouvoir dans les communes et/ou les nouvelles régions administratives..

#### 3.3.1.2. La solidarité nationale

Pour que la vision de solidarité soit effective, il faut réactiver, expliciter et, surtout, respecter ce devoir de solidarité qui veut que ceux qui ont reçu plus de la nature ou de la collectivité contribuent davantage que les autres au maintien de cette collectivité. La **redistribution équitable des richesses** doit être consolidés.

La solidarité implique qu'aucun Burkinabè ne soit exclu et/ou marginalisé pour une raison quelconque. Dans cette perspective, des mesures doivent être prises ou renforcées pour **lutter contre toute sorte de discriminations sociales,** en particulier celle touchant les groupes les plus vulnérables, parmi lesquels, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes, les personnes âgées.

En outre, il appartiendra à l'Etat d'assurer l'accès de tous les burkinabè à une **éducation et une santé de qualité**. Il faut veiller à transformer le système d'éducation et de formation des jeunes pour lui enlever sa finalité actuelle de sélection (d'exclusion ?) sociale pour en faire un outil d'intégration sociale.

Quant au développement équilibré et harmonieux du territoire, il s'agira d'intégrer les éléments constitutifs du développement local à savoir ceux ayant trait aux caractéristiques sociales et culturelles des individus notamment le milieu de vie.

Toutes ces stratégies ne seront efficaces que si les principaux acteurs sociaux se mobilisent et s'organisent pour prendre leur destin en main. Les valeurs d'honneur, de dignité et de solidarité nationale devront être mises en avant pour un sursaut voire une révolution morale et une quête radicale de l'intégrité. Les Burkinabé s'identifient avec fierté avec ce qui fait leur

âme, leur spécificité, leur négritude : l'intégrité. Il s'accomplit ainsi, à l'horizon 2025, un véritable « **réarmement moral** » de source endogène.

#### 3.3.2. Pour la nation qui progresse

Le Burkina Faso est un pays que la nature n'a pas suffisamment doté en ressources, mais un sursaut économique est possible. Le principal défi du développement du pays est d'optimiser et de rationaliser l'utilisation de son potentiel économique, garante de sa régénérescence et de sa durabilité. Le sursaut économique sera le fait du génie des burkinabè notamment la qualité de la gouvernance, leur esprit d'initiative et d'entreprise, leurs capacités d'anticipation sur les évolutions de l'environnement, d'exploitation des opportunités du marché (national, régional et mondial) et de captation des transactions commerciales.

En effet, son enclavement n'est que géographique mais pas économique et politique car sa position centrale en Afrique de l'Ouest pourrait être exploitée comme atout pour le développement. Ainsi, la création de plates-formes multimodales y compris un « hub » de transport aérien permettra de transformer l'enclavement du pays en atout ou avantage compétitif notamment en matière de services marchands.

Dans la vision du Burkina Faso pour les 25 à 30 ans à venir, le progrès se positionne comme une finalité intermédiaire pour renforcer la solidarité et la justice. Il devrait contribuer à imposer le respect du pays des hommes intègres sur la scène internationale. Pour cela, le Burkina Faso, petit pays enclavé aux ressources naturelles modestes, a besoin d'un environnement sous-régional intégré et ouvert. Il doit aussi, développer au plan national, les capacités productives et d'échanges pour pouvoir tirer profit de son ouverture. Les principaux axes de la stratégie d'ouverture et de prospérité sont l'effectivité d'un espace sous-régional intégré et ouvert et la création d'un environnement national incitateur pour la croissance dans l'équité.

## 3.3.2.1. La mise en place des infrastructures et mécanismes de soutien au commerce

L'intégration sous-régionale effective n'est envisageable que si la sécurité nationale et régionale est garantie. Ainsi, au plan national, les axes stratégiques à développer devront concerner:

La stabilité économique notamment, la stabilité du cadre macro-économique qui est particulièrement importante en ce sens qu'elle est indispensable pour une croissance forte et durable et pour soutenir la vitalité de la monnaie et la stabilité de l'environnement économique. Elle nécessite aussi la consolidation des processus démocratiques et le renforcement de la gouvernance économique pour renforcer la stabilité politique et sociale et garantir la sécurité des affaires, attirer les investissements et créer davantage des emplois, des revenus et des opportunités pour les populations et soutenir ainsi la croissance.

Les infrastructures économiques, indispensables, pour accompagner et soutenir la croissance. Ainsi, il est nécessaire de mettre en place un minimum d'infrastructures économiques notamment (i) les routes pour désenclaver les régions. Il s'agira aussi, de construire ou de renforcer l'entretien des routes nationales et internationales afin de permettre l'accès des populations aux marchés et aussi d'accéder (géographiquement) aux services

sociaux et (ii) l'énergie électrique afin non seulement de soutenir l'activité de transformation, mais aussi pour améliorer la disponibilité et la qualité des services sociaux.

La promotion des échanges internes, une base pour faire du Burkina Faso, dans les 25 à 30 ans à venir, une nation solidaire, de justice et de progrès, connue et respectée. L'Etat dans ce cas a un rôle de régulateur de ces échanges pour permettre à chacun d'avoir une juste rémunération de son activité mais aussi pour prélever les ressources nécessaires à la réalisation des actions de soutien à la production, aux échanges et à la consommation des plus démunis.

Le désenclavement des localités, la suppression des monopoles publics et surtout privés sont nécessaires pour la fluidité des échanges, de même que, pour l'entrée dans les secteurs, d'autres opérateurs. Il s'agira aussi de la suppression de toutes les entraves réglementaires ou non mais en veillant à la sécurité des personnes par un contrôle de la qualité et une lutte contre la fraude.

La lutte contre l'insécurité, afin de rendre effective la sécurité des personnes et des biens. Le renforcement du dispositif sécuritaire passe par un accroissement de la capacité opérationnelle des forces de défense (formation et équipement).

#### 3.3.2.2. L'accès des acteurs économiques aux ressources

Il s'agira de garantir aux acteurs l'accès aux financements, aux facteurs de production et à la communication/information.

L'accès aux financements consisterait entre autres, à multiplier (le nombre) et à renforcer les capacités des institutions d'octroi de crédit pour les petites unités de production et de commercialisation<sup>13</sup>. De même, il est nécessaire, de développer des instruments d'octroi de crédits long terme pour le financement des gros investissements et de développer des institutions de couverture des risques pour faciliter l'accès au crédit.

L'accès aux facteurs de production s'entend comme la disponibilité de ressources humaines qualifiées et la fluidité du marché de l'emploi. Il concerne aussi et surtout, la disponibilité en quantité, en qualité et à moindre coût, des facteurs de production (en particulier l'eau, l'électricité, les télécommunications etc.). L'amélioration de l'accessibilité aux services d'eau, d'électricité et de téléphone dépendra moins d'une opération de privatisation que d'une ouverture du marché à d'autres opérateurs pour susciter la concurrence au détriment des monopoles (publics ou privés). Mais pour le cas de l'énergie, avec la volatilité des cours du pétrole, il faut envisager d'autre formes de production ou d'approvisionnement (solaire, éolienne, biomasse, interconnexion).

Le développement du capital humain: pour assurer le progrès le Burkina Faso devra relever le défi du développement de son capital humain. Pour cela il devra opter pour un certain nombre de stratégies parmi lesquelles on peut citer:

- le développement des capacités techniques ;
- le ralentissement de l'accroissement démographique ;

\_

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> La création de la Banque régionale de solidarité devrait contribuer à cet objectif.

- l'amélioration de la santé et de la nutrition ;
- la réduction du déficit social.

L'information et la communication sont des vecteurs pour l'accès aux connaissances, aux technologies et aux marchés. Elles servent de canaux pour l'orientation des agents économiques vers des créneaux porteurs. Des stratégies de développement de la fonction communication, information et internet sont indispensables. Ce qui nécessite le renforcement de la couverture du territoire par les médias mais aussi par le service d'accès à l'internet. En cela, outre l'ouverture des secteurs à d'autres opérateurs, la ressource énergie et le niveau d'instruction des populations sont d'autres déterminants à prendre en compte.

L'accès aux technologies pour accélérer la croissance. L'environnement naturel et l'accroissement de la population ont fini par montrer que ce ne sera pas avec les techniques traditionnelles de production que le Burkina Faso atteindra la sécurité et la souveraineté alimentaires. C'est pourquoi, des stratégies de promotion de la recherche et de vulgarisation de ses résultats sont à développer.

L'accès aux technologies concerne aussi les autres secteurs notamment le secteur des entreprises industrielles et de services. Il s'agira de promouvoir des technologies adaptées mais modernes et aptes à accroître le niveau de production.

En outre, l'accès aux technologies ne signifie pas seulement leur acquisition, mais aussi leur maîtrise, leur appropriation par les Burkinabé qui devront être en mesure, sur la base des technologies importées ou des pratiques traditionnelles, de concevoir au plan national, des instruments (notamment de production) accessibles, adaptés et performants.

#### 3.3.2.3. L'amélioration des revenus des populations

Le développement d'une économie des liens sociaux ne saurait consister seulement en des transferts aux plus démunis ; il nécessite la création de mécanismes permettant à chacun de s'auto épanouir en faisant prévaloir l'équité dans la répartition des richesses nationales en particulier, par :

L'accès des populations au marché. Il s'agira de garantir les conditions de libre accès et de commercialisation et d'assurer la réalisation de l'infrastructure routière, de stockage et de l'aire de vente. Il s'agit, aussi, d'assurer la disponibilité de l'information sur les conditions du marché et surtout un appui aux différents acteurs afin qu'ils puissent s'organiser et disposer d'un véritable pouvoir de négociation en vue d'une juste rémunération de chacun.

L'appui à la petite et moyenne entreprise de transformation. Le développement de l'industrie agro-alimentaire est nécessaire au développement agro-pastoral en ce sens qu'elle ouvre des débouchés pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi, la promotion d'un tissu dense de PME/PMI permet la transition progressive de l'agriculture à l'industrie et aux services. Aussi, elle permet d'ajouter de la richesse (supplémentaire) aux productions primaires et de valoriser davantage les productions agricoles et d'élevage destinés aux marchés sous régionaux et internationaux.

Outre la réalisation de l'infrastructure économique et la mise en place de mécanismes de financement, l'appui à l'entrepreneuriat nécessite la consolidation des mécanismes d'incitation à la création d'entreprises. Il s'agit surtout du cadre réglementaire et juridique qui

se voudra transparent et efficace. Le niveau de professionnalisation de la main-d'œuvre devra être amélioré notamment le renforcement de la formation professionnelle.

La promotion de la consommation des produits locaux. La production locale doit pouvoir compter sur un marché intérieur avant de chercher à conquérir les marchés régional et international. Pour assurer le progrès, le « consommons burkinabé » ne devrait pas être seulement un slogan, mais une réalité qui permet l'écoulement des produits. Cette réalité sera suscitée par le sentiment d'appartenance à une même nation, la volonté partagée par tous les Burkinabé de construire ensemble un Faso prospère, respecté et rayonnant. Cette réalité qui est possible dans une situation de concurrence et d'ouverture ne devra pas être imposée mais découlera naturellement de la valorisation des cultures nationales et aussi de la qualité et de l'abondance de la production nationale.

La bonne gestion des ressources. La prospérité au Burkina Faso ne devra pas se traduire par un gaspillage ni par un consumérisme. Elle devra être gérée de manière à renforcer la solidarité nationale par la recherche de l'équité dans l'accès aux ressources et à la richesse créée. La rationalité de la gestion est nécessaire, pour préserver un potentiel pour permettre aux générations futures, de jouir de et de consolider la prospérité.

La stratégie, pour ce faire, repose sur la promotion de la bonne gouvernance et de la gestion durable des ressources naturelles.

#### 3.3.2.4. L'amélioration de la qualité de vie des Burkinabè

Une nation solidaire, de progrès et de justice devrait avoir pour couronnement, une amélioration de la qualité de vie des Burkinabè. Pour ce faire, les stratégies pour bâtir la prospérité nationale devront viser :

**L'émergence d'une société de savoir**. Il s'agira de mettre au point un système éducatif performant et accessible à tous, pour en faire un pôle d'excellence répondant aux besoins multiples et diversifiés de la société. De même, les travaux de la recherche scientifique devront être valorisés et rendus accessibles pour que la liaison recherche/développement soit fonctionnelle. L'Etat devra y jouer un rôle clé.

Il est impératif que les moyens soient mis en œuvre pour rendre l'information et le savoir disponibles et accessibles à tous. A cet effet, les NTIC, seront mises à contribution. En outre il faut promouvoir l'expertise nationale à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

L'atteinte de la souveraineté et de la sécurité alimentaires à travers la mise en œuvre de politiques de gestion équitable et responsable qui garantissent l'accès aux ressources (terre, eau, forêts, zones de pêche etc.), renforcent et diversifient la production agricole par des investissements massifs dans les ressources naturelles. En outre, il faut promouvoir la production de cultures vivrières afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Il faut également, d'une part adopter une démarche prudente face aux organismes génétiquement modifiés afin d'éviter le piège des brevets sur la vie; et d'autre part veiller à ce que les agriculteurs reçoivent la juste rémunération de leur production.

Des services de santé de qualité qui permettent de faire de l'objectif " santé pour tous", une réalité. Pour cela, les stratégies suggérées concernent l'amélioration de la situation sanitaire générale et particulièrement celle de la santé de la reproduction.

Par ailleurs la lutte contre les grandes endémies/pandémies est une des stratégies prioritaires car, elles constituent une menace permanente pour la population et se posent comme de graves problèmes de développement.

Un cadre de vie et un environnement sains. Les stratégies viseront à arrêter ou à défaut freiner le processus de dégradation des ressources naturelles. Il s'agira d'assurer une gestion durable de celles-ci, de lutter contre la désertification et d'améliorer le cadre de vie grâce à l'assainissement individuel et collectif.

En outre, il faut améliorer l'habitat grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de l'habitat adaptée, qui s'appuie sur la valorisation des matériaux locaux, et la diminution du coût des matériaux de construction. Pour le long terme, il est primordial de mettre en œuvre une politique d'éducation de la population à l'hygiène publique.

La promotion des loisirs pour tous les Burkinabè. La stratégie en la matière sera de développer la culture des loisirs, de mettre à la disposition de la population des équipements y afférents en quantité suffisante pour un développement effectif de la pratique des loisirs.

### 3.3.3. Pour la nation de justice

Le binôme unité et justice traduit bien une réalité : celle de leur liaison intrinsèque. Il ne peut y avoir d'unité sans justice et la justice suppose l'unité, ne serait-ce que cet accord préalable sur les règles du jeu, plutôt, de la vie en commun qui repose sur le principe de la fortification de la justice plutôt que la justification de la force.

Le fait de reconnaître l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas un simple acte légal. Il va plus loin et s'enracine dans la reconnaissance de l'autre comme un « alter ego », ce qui est la base même d'une véritable unité. La plupart des conflits sociaux internes naissent du manque réel ou ressenti ou supposé de justice. La justice se doit donc d'être crédible et équitable indépendante et transparente, décentralisée, compétente et accessible à tous.

#### 3.3.3.1. L'Etat de droit

L'existence d'un Etat de droit est au départ même d'une justice crédible et équitable indépendante et transparente, décentralisée, compétente et accessible. La mise en place d'un Etat de droit véritable passe par le respect des textes et règles édictés pour codifier les relations entre groupes sociaux. En faisant du droit un instrument privilégié de régulation de l'organisation politique et sociale, l'Etat de droit subordonne le principe de légitimité au respect de la légalité. Le respect des droits humains constitue l'autre facette de l'Etat de droit. Il apparaît comme le socle ultime de l'organisation juridique.

Partant du principe que l'Etat doit, sur son territoire offrir à tous ses citoyens et aux étrangers, toutes les garanties juridiques, administratives, politiques, économiques et sociales nécessaires à la jouissance effective des droits qui leurs sont reconnus, des actions devront être entreprises. Il s'agit notamment :

- d'un toilettage des textes existants si nécessaire et au besoin, l'adoption de nouveaux textes ;
- le renforcement des capacités des structures intervenant dans le domaine des droits humains y compris celles de la société civile ;
- l'information et la sensibilisation des populations sur les droits humains ;
- la promotion d'une culture des droits humains et la mobilisation conséquente des populations ;
- le renforcement de l'accès à la justice.

#### 3.3.3.2. La lutte contre l'impunité et la corruption

Les conséquences du disfonctionnement de la justice sont l'impunité et la corruption. En tant qu'institution chargée de statuer sur les conflits qui naissent entre personnes, la justice se doit d'être équitable et crédible faute de quoi les justiciables seraient tentés de se rendre justice eux-mêmes. Toute chose préjudiciable à l'édification de la nation et la consolidation de l'unité et de la démocratie. Pour se faire, l'impunité et la corruption doivent être en ligne de mire dans le projet de société.

Pour la lutte contre l'impunité, la stratégie repose sur :

- la dépolitisation du corps judiciaire ;
- l'accroissement des ressources aussi bien humaines que matérielles ;
- le renforcement des capacités des personnels judiciaires.

En ce qui concerne la lutte contre la corruption, la stratégie à mettre en place s'articule autour:

- de la promotion des valeurs traditionnelles d'intégrité et de probité ;
- du renforcement du cadre institutionnel de lutte contre la corruption ;
- du renforcement des capacités et des moyens d'actions des structures gouvernementales et non gouvernementales de lutte contre la corruption ;
- du renforcement des moyens de la lutte pour lui permettre de lutter contre la corruption.

#### 3.3.3.4. L'accès à la justice

La Constitution du 2 juin 1991 reconnaît le droit à la justice pour toute la population. Si en tant qu'élément clé du système judiciaire, le sujet de droit n'a pas accès à la justice, ses droits sont bafoués. L'accès à la justice est donc un droit inaliénable dont les populations doivent pouvoir jouir. Pour Atteindre cet objectif, les actions à mener sont :

- le renforcement en quantité et en qualité du corps judiciaire ;
- le renforcement de la décentralisation et de la déconcentration du système judiciaire ;
- la responsabilisation et moralisation des animateurs de la justice ;
- la formation/sensibilisation des populations ;
- l'adoption de procédures simples de saisines maîtrisables par les populations.

# 3.3.4. Pour la nation qui consolide son respect sur la scène internationale

Pour devenir un pays qui force l'admiration et le respect, le Burkina Faso devra se bâtir des stratégies. Son action sera axée sur :

- l'amélioration continue d'une image positive du pays, à travers le rayonnement de ses valeurs culturelles, une expertise nationale fortement appréciée, la confiance entre le pays et ses partenaires, la mise en place d'une structure chargée d'organiser les Burkinabé de l'étranger et de promouvoir le tourisme, l'artisanat, le secteur des services et le secteur minier, la création d'un code de bonne conduite pour la société civile et enfin, le développement du professionnalisme dans le sport;
- la consolidation de la gouvernance administrative, par l'instauration de la concertation et du dialogue entre les acteurs concernés, le respect des principes démocratiques, le développement des institutions dans les domaines des ressources humaines, matérielles et financières, la réforme de l'appareil administratif;
- la promotion de la bonne gouvernance politique, à travers le respect des droits humains, une justice équitable, transparente et accessible, la liberté d'expression et d'organisation, la répartition équitable des richesses, la sécurité ;
- la promotion de la bonne gouvernance économique par le renforcement des capacités de conception des politiques et des organes de contrôle, la poursuite du renforcement de la gestion budgétaire (transparence, fiabilité et efficacité), la lutte contre la corruption ;
- la promotion de la bonne gouvernance locale, en rendant effectif et en renforçant le transfert concomitant de compétences et moyens aux collectivités locales, en mettant en place des mécanismes pour assurer la bonne gestion du développement local par les communautés, en poursuivant le processus d'enracinement de la décentralisation à la base ;
- l'amélioration de l'égalité des genres à travers la promotion du statut de la femme, l'amélioration de son image dans la société, l'intégration du genre dans tous les secteurs du développement, l'amélioration des conditions de vie de la femme, son émancipation économique par le crédit, les activités génératrices de revenus, l'octroi de plus de liberté et de pouvoir ainsi que le renforcement de ses capacités, la promotion de l'équilibre entre les sexes au plan de la scolarisation et de l'alphabétisation, l'élimination des stéréotypes sur la femme, de toutes formes de violences faites aux femmes, y compris la marchandisation;
- une diplomatie de développement et une amélioration du traitement des accords internationaux centrées sur la rationalisation de l'implantation des missions diplomatiques, la mise à disposition des opérateurs économiques d'informations sur les produits porteurs, sur les pays potentiellement demandeurs, sur les perspectives à court et moyen termes en matière d'échanges, la promotion des richesses touristiques du pays, l'attrait des investisseurs dans plusieurs secteurs de l'économie burkinabé, la résolution

des conflits et le maintien de la sécurité, le suivi de l'exécution et le renforcement des capacités en matière de négociation des accords ;

- la lutte contre l'insécurité par le renforcement du dispositif de sécurité nationale afin de rendre effective la sécurité des personnes et des biens, le renforcement d'une armée effectivement républicaine, c'est-à-dire, au service exclusif de la nation, politiquement neutre et professionnellement opérationnelle, au service de la paix et de la justice pour tous, la lutte contre le grand banditisme en recrudescence, l'adoption d'une attitude créatrice d'entente entre le Burkina Faso et les pays voisins;
- une veille sur les programmes d'intégration: Le Burkina Faso devra jouer un rôle avant-gardiste lui permettant de tirer le maximum d'avantages des processus d'intégration, veiller à la convergence des politiques nationales avec les super-priorités du NEPAD, proposer au NEPAD d'autres projets susceptibles de renforcer l'intégration par exemple dans les domaines des NTIC, de l'énergie, des infrastructures de transport, de la libre circulation des biens et des personnes, de la mise en place effective et l'opérationnalisation du Fonds d'aide à l'intégration dans le cadre de l'UEMOA;
- le pays devra en outre assurer une meilleure coordination du suivi des processus d'intégration pour renforcer la position du Burkina Faso dans les différentes instances telles que la CENSAD, la CEDEAO, le Liptako Gourma, l'UEMOA, le CILSS...

# 3.4. DETERMINATION DES FORCES ET DES MENACES POUR LA REALISATION DE LA VISION

La vision qui est déclinée est une ambition de développement; mais elle est réaliste et réalisable. De la volonté de tout un chacun à y adhérer et à travailler pour sa réalisation dépendra le Burkina Faso de demain que nous voulons tous meilleur dans le discours et les propos de tous les jours. Il s'agira pour tout acteur, dans ses actions quotidiennes, de favoriser la réalisation de ce futur souhaité d'abord, en se gardant de provoquer (ou de contribuer à provoquer) l'avènement des scénarios redoutés, ensuite en favorisant l'avènement des hypothèses des scénarios optimistes et enfin, en oeuvrant pour l'unité et la solidarité nationales, la consolidation du processus démocratique, l'accélération du progrès économique dans l'équité et la contribution à la consolidation du respect de la patrie des hommes intègres dans le concert des nations.

A cet effet, la vision et les orientations stratégiques devront être affinées sous forme de documents d'orientations stratégiques (DOS) qui serviront de cadres conceptuels pour la formulation des politiques nationales, sectorielles et régionales de développement notamment le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Ces DOS à horizon décennal ou quinquennal, permettront l'articulation entre le court terme (programmation budgétaire), le moyen terme (programmes nationaux, sectoriels et régionaux de développement) et le long terme (la vision).

En outre, il apparaît nécessaire d'assurer la veille prospective pour suivre les possibilités de réalisation des hypothèses des scénarios à la lumière des actions entreprises, en vue d'alerter les décideurs sur les risques éventuels et les forces favorables pour la réalisation de la vision.

En effet, la société burkinabé dans 25 ans telle que envisagée à travers la vision ne tombera pas du ciel dans un contexte interne et externe du meilleur des mondes ; il adviendra par une mobilisation citoyenne et un réarmement moral. Certes, la conjugaison et/ou la conjonction des situations favorables au niveau du Burkina Faso, de la sous région et du monde constitueront les principales forces qui permettront de réaliser ce projet de société. A contrario, les perturbations à l'un et/ou l'autre de ces niveaux constitueront autant de menaces sur l'atteinte de cette société ardemment voulue.

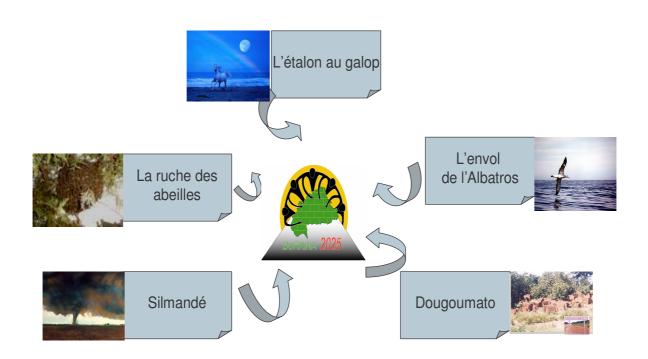
C'est pourquoi, la vision qui a été définie et les stratégies y afférentes devront être rapprochées des futurs possibles (les scénarios globaux) qui ont été identifiés : l'étalon au galop, la ruche des abeilles, l'envol de l'albatros, le silmandé et Dougoumato.

Une lecture croisée entre la vision et chaque scénario permet d'une part, de dégager les forces contenues dans chacun d'eux pour réussir la vision et d'autre part, de déceler les risques qui menacent l'avènement de cette vision. Cette lecture s'est appuyée sur le détail des scénarios thématiques composant chaque scénario global.

Une autre approche a consisté en la lecture des forces et des menaces endogènes contenues dans la vision proprement dite telle que formulée.

La synthèse générale des deux approches, en termes de forces et de menaces, au niveau global et pour chaque groupe de composants de la vision : solidarité nationale, progrès national, nation de justice et la consolidation du respect du Burkina Faso sur la scène internationale est présenté ci-après :

# LECTURE CROISEE VISION SCENARIOS



### 3.4.1. Les forces et les menaces pour la réalisation de la vision

FO	RCES	RI	SQUES
	NIVEA	U G	LOBAL
<ol> <li>2.</li> </ol>	Inculturation et appel à la renaissance africaine où le lien social prime sur le bien matériel ; Les opportunités du global qui offrent un marché élargi pour vendre et acheter et pousser à la compétitivité ;	1.	L'enfouissement identitaire sous le poids des blessures de l'histoire (la sous- estimation de soi, le manque d'assurance et de confiance en soi); Le poids de l'aide publique extérieure : 80% dans les investissements publics, et son influence sur les politiques nationales et son faible impact
3.	La mobilisation générale pour réduire la pauvreté ;		(statistiquement nul) sur la croissance ;
4. 5.	L'intégration et le leadership au plan régional en chantier ; La disponibilité mondiale du savoir et son accessibilité ;		La pression extérieure passive ou active aux plans politique, économique, culturelle et technologique ;
6.	Les technologies de l'information et de la communication,	4.	L'insécurité internationale ;
7.	Les résultats des recherches d'alternatives et de mesures correctrices des systèmes économiques et sociaux ;	5. 6.	Les démesures du capitalisme ; L'essence des sociétés en danger ;
8. 9.	Les ressources humaines et l'expertise locale disponibles ; L'ouverture du dialogue inter générationnel et entre acteurs ;	7.	L'influence des puissances privées (entreprises multinationales) sur les Etats dans les prises de décision ;
10.	Un Etat de droit et une démocratie effective ;	8.	La non replicabilité du système actuel en référence à l'empreinte écologique ;
11.	La promotion de la culture de la paix pour le présent et pour les générations. Futures	9.	Le risque systémique du capitalisme (effets de dominos des crises des marchés financiers).
	UNE NATIO	ON :	<u> </u>
1.	Construction et quête permanente et volontariste de l'unité nationale	1.	L'ultralibéralisme débridé ;
2.	La solidarité et la cohésion nationales ;	2.	L'exacerbation des frontières entre civilisations ;
3.	la culture de la paix à l'intérieur ;		Le rétrécissement de la famille élargie ;
4.	La promotion de la paix à l'extérieur.	4.	L'oubli du facteur social dans les politiques de développement.
	UNE NATION	1 Gi	JI PROGRESE
	<ol> <li>La création d'un espace sous régional et les opportunités de l'intégration économique régionale;</li> <li>La transformation des déterminants extérieurs en catalyseurs;</li> </ol>		<ol> <li>la balkanisation des infrastructures clés au sein de l'ensemble sous régional;</li> <li>Le développement des monopoles publics et privés nationaux de</li> </ol>
	3. L'ouverture aux échanges internationaux ;		production;
	4. La force de négociation au sein d'une communauté sous		3. Les visions sectorielles sous optimales ;
	régionale intégrée ;		4. Les goulots d'étranglement à la fluidité des échanges intra régionaux ;
	5. Le brassage des peuples ;		5. Une infrastructure économique plutôt déficiente et fort coûteuse ;
	6. La spécialisation nationale de la production ;		6. Une structure des marchés et des politiques de tarification inadaptées ;
	<ul><li>7. Les Libéralisations jointes au sein de l'espace sous régional;</li><li>8. les valeurs singulières de l'inculturation;</li></ul>		7. le consumérisme, le gaspillage et le matérialisme

FO	RCES	RIS	QUES
	9. les capacités de reproduction industrielle ;		·
	10. la richesse de la création artistique ;		
	11. la maîtrise des technologies de l'information et de la communication ;		
	12. une gouvernance démocratique anticipative ;		
	13. la sécurité des personnes et des biens.		
	UNE NATIO	N DE	JUSTICE
	1. l'existence d'un Etat fort et de droit : Un Etat, instrument de		<ol> <li>les conflits aussi bien internes qu'aux frontières ;</li> </ol>
	promotion et de sécurisation de la collectivité ;		2. l'impunité et la corruption ;
	2. Un système juridique et administration sains ;		3. la politisation et l'inaccessibilité de la justice.
	3. l'indépendance de la justice ;		
	4. la tolérance zéro à l'impunité et à la corruption ;		
	5. la résolution des conflits à travers la sous région et le monde ;		
	6. des juridictions décentralisées, déconcentrées et accessibles ;		
	7. la gestion saine et transparente ;		
	8. le développement des ressources humaines ;		
	9. la moralisation de l'administration publique.		
	UNE NATION QUI CONSOLIDE SON R		
1.	L'exportation des produits culturels ;		le fort taux d'émigration ;
2.	des manifestations culturelles régionales et internationales ;		des crises sous régionales ;
3.	des performances sportives ;		la mal gouvernance ;
4.	Le Burkina Faso, une plaque tournante dans le traitement des crises sous	4.	les visions sectorielles de la production.
	régionales ;		
5.	la résolution des conflits à travers la sous région et le monde ;		
6.	le succès sur le front démocratique;		
	Le Burkina Faso, un modèle de performance économique ;		
	La spécialisation nationale de la production ;		
9.	le génie créateur des filles et fils du pays ;		
1	la bonne gouvernance ;		
11.	le leadership sous régional dans le traitement des problèmes spécifiques aux pays enclavés ;		
12.	Le Burkina Faso, un pôle d'attraction et une plate forme des services au		
	niveau de la sous région ;		
13.	l'organisation de la diaspora ;		
14.	la construction de la Patrie.		

### 3.4.2. La lecture croisée vision-scénarios

Scénario	<u>Scénario global 1</u> : «la Renaissance et le Rayonnement du Burkina, l'Arc en ciel, l'Etalon au galop»
Composants de la VISION	
	Le scénario de la renaissance et du rayonnement est un catalyseur pour la réalisation de la vision puisque caractérisé : (i) au
	plan géopolitique, par l'éveil de l'Afrique,(ii) au plan des fondements de la gouvernance, par la percée de l'intégrité, (iii) au
	plan culturel par un rayonnement et (iv) au plan économique, par une échappée. Un cheminement dans ce futur possible
	comporte des forces capables de pousser la société burkinabé vers le futur souhaité.

	FORCES	RISQUES
UNE NATION SOLIDAIRE  - un processus de décentralisation approprié par les acteurs qui y adhèrent effectivement - des collectivités locales qui ont les moyens, les capacités et la volonté politique p - consolider le développement local; - la diversité culturelle burkinabé effectivement valorisée et qui devient une source - richesse nationale; - des valeurs communes à toutes les communautés burkinabè promues et reconnues con - des valeurs nationales par tous les Burkinabè qui s'y reconnaissent; - un climat de confiance qui règne entre les groupes sociaux et ethniques et en - gouvernants et gouvernés; - une gestion démocratique du pouvoir d'Etat effective; - des villes qui disposent de capacités pour jouer un rôle de moteur (pôle) de croissa - profitable à la campagne.		
UNE NATION QUI PROGRESSE	<ul> <li>l'aide au développement contribue à financer effectivement le développement des pays bénéficiaires pour les sortir du sous développement;</li> <li>les capacités managériales des entrepreneurs burkinabè sont développées;</li> <li>les sciences et les technologiques appropriées par les Burkinabè qui les adaptent aux besoins nationaux (émergence d'une société de savoir);</li> <li>l'appropriation scientifique et technologique qui soutient le développement d'une économie des services;</li> <li>les populations ont accès aux services sociaux et arrivent à satisfaire leurs besoins de base;</li> <li>la gestion rationnelle de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie font partie des habitudes du Burkinabè.</li> </ul>	
UNE NATION DE JUSTICE	<ul> <li>la sécurité des biens et des personnes est assurée pour tous au Burkina Faso;</li> <li>la liberté d'expression et d'entreprise est garantie;</li> <li>un climat de confiance règne entre les groupes sociaux et ethniques et entre gouvernants et</li> </ul>	

	FORCES	RISQUES
	gouvernés ; - une gestion démocratique du pouvoir d'Etat effective ; - L'effectivité des droits humains ; - L'ère du « Burkindisme » : tolérance zéro corruption	
UNE NATION QUI CONSOLIDE SON RESPECT SUR LA SCENE INTERNATIONALE	<ul> <li>les relations internationales sont bâties sur un véritable partenariat (coopération) entre Etats et sont profitables à chaque partie;</li> <li>une émergence ou une réémergence du burkindisme; cette valeur qui se manifeste par la bonne gestion, la probité, l'intégrité et l'ardeur au travail du Burkinabè est reconnue au delà des frontières nationales;</li> <li>le renforcement du capital de confiance dont jouit de nos jours le Burkina Faso;</li> <li>la consolidation de la cohésion sociale, de la solidarité et de la bonne gouvernance pour faire du Burkina Faso un modèle au plan africain voire mondial;</li> <li>une harmonie dans les rapports hommes-femmes;</li> <li>un climat de confiance règne entre les groupes sociaux et ethniques et entre gouvernants et gouvernés;</li> <li>une gestion démocratique du pouvoir d'Etat effective;</li> <li>le renforcement de la sécurité nationale;</li> <li>la valorisation du potentiel culturel;</li> <li>le respect effectif des engagements pris au plan international, régional et sous régional.</li> </ul>	

Scénario	Scénario global 2 : La coalition et le bastion : la ruche des abeilles	
Composants de la		
VISION	Sur le plan des mutations du contexte géopolitique, on assiste à un sursaut africain	
	Le Burkina Faso refonde sa Gouvernance qui devient ainsi un Challenge	
	Le Burkina se construit un socle culturel en tant qu'affirmation identitaire	
	L'élan économique est pris grâce au bouillonnement et à la combativité des Burkinabé	

	FORCES	RISQUES
UNE NATION SOLIDAIRE  UNE NATION QUI PROGRESSE	<ul> <li>l'unification des forces sociales nationales;</li> <li>l'enracinement de la démocratie;</li> <li>Le pouvoir local en marche;</li> <li>Le redressement social;</li> <li>la mobilisation intérieure pour lutter contre l'insécurité.</li> <li>la spécialisation scientifique et technologique dans une fédération ouest-africaine organisée et engagée dans des stratégies d'alliance défensive;</li> <li>la création d'une monnaie CEDEAO forte et autonome;</li> <li>La diversification des sources de la croissance;</li> <li>l'émergence de réseaux de pôles urbains moteurs;</li> <li>Le renforcement des valeurs féminines,</li> </ul>	<ul> <li>Deux gros risques menacent la Ruche: ce sont:</li> <li>La mondialisation confisquée par un ultralibéralisme poussé où quelques grandes puissances essaient tant bien que mal de réguler les relations internationales;</li> <li>L'insécurité d'origine extérieure: l'organisation et la combativité de la sous-région, de même que sa monnaie forte lui valent d'être reconnue zone de développement; Elle devient ainsi la proie et la convoitise des grandes puissances qui n'hésiteront pas à vouloir l'envahir</li> </ul>
UNE NATION DE JUSTICE	- L'atténuation de la corruption une répartition équitable des fruits de son progrès	
UNE NATION QUI CONSOLIDE SON RESPECT SUR LA SCENE INTERNATIONALE	<ul> <li>La quête d'une image positive pour le Burkina;</li> <li>l'unification des forces sociales nationales;</li> <li>l'enracinement de la démocratie;</li> <li>Le pouvoir local en marche.</li> </ul>	

Scénario	<u>Scénario global 3</u> : Le ressaisissement et le dégagement latéral du Burkina Faso : l'envol de l'albatros	
Composants de la VISION		
	Sur le plan des mutations du contexte géopolitique, on assiste à la vassalisation de l'Afrique	
	Le Burkina Faso est face à une gouvernance de captivité	
	la quête d'identité domine le domaine culturel	
	L'économique est au stade de l'amorce	

	FORCES	RISQUES
UNE NATION SOLIDAIRE		- Les risques liés à l'unité et à la solidarité se trouvent dans : une mondialisation confisquée, une démocratie de façade, une bureaucratisation de la campagne et une absorption sociopolitique
UNE NATION QUI PROGRESSE	<ul> <li>le maintien du régime de parité fixe;</li> <li>l'émergence d'une spécialisation scientifique et technologique au Burkina Faso;</li> <li>Le développement significatif de l'agro-industrie et la constellation de villes moyennes spécialisées.</li> </ul>	<ul> <li>D'autres risques peuvent freiner l'intégration et l'ouverture.</li> <li>Ce sont : La mondialisation confisquée, les sauts du kangourou dans la démocratie, l'expansionnisme sous-régional et régional,</li> <li>Des freins à la prospérité et à l'abondance peuvent se retrouvés dans : l'aide discriminante et discrétionnaire et le développement du compradorisme</li> </ul>
UNE NATION DE JUSTICE	<ul> <li>une traque de la petite corruption;</li> <li>La guerre contre la grande corruption est effective et porte des fruits.</li> </ul>	- Le pays fait face à l'exacerbation des foyers d'insécurité et est sur la défensive (qui-vive)
UNE NATION QUI CONSOLIDE SON RESPECT SUR LA SCENE INTERNATIONALE	- L'émergence des valeurs féminines au Burkina Faso	- L'endo-impérialisme culturel est un signal fort contre le respect et le rayonnement

Scénario	Scénario global 4 : Le Burkina Faso aux abois : le Silmandé ou la tourmente et l'impasse	
Composants de la		
VISION	L'Afrique est à la dérive au plan des mutations du contexte géopolitique	
	L'Inquisition bat son plein comme fondement de la gouvernance	
	L'aliénation culturelle domine le champ des valeurs dans la dialectique « inculturation/ouverture	
	Le désarroi est la réponse donnée aux exigences et aux appels des ressorts du progrès	

	FORCES	RISQUES
UNE NATION SOLIDAIRE		L'unité est mise à mal et la désagrégation sociale se manifeste au plan national et régional. Les clignotants qui annoncent l'avènement de ces risques sont les suivants :  - Le retour aux clivages anciens entre nations ;  - L'absence de centre dans la mondialisation et chacun pour son camp ;  - Le micro nationalisme et repli sur soi ;  - Le tribalisme au pouvoir et ethnicisation sécuritaire.
UNE NATION QUI PROGRESSE	<ul> <li>La guerre contre la grande corruption</li> <li>La diversification agricole avec première transformation</li> </ul>	- Les paysans perdant leurs terres ;
UNE NATION DE JUSTICE	- La guerre contre la grande corruption	

	FORCES	RISQUES
UNE NATION QUI		- Le Burkina Faso c'est où ? ;
CONSOLIDE SON		- L'apathie et le mimétisme culturels ;
RESPECT SUR LA SCENE		- La peur de soi et des autres ;
INTERNATIONALE		- Etre Burkinabé veut dire quoi : le mépris de soi
		- Les Burkinabé sont mal dans leurs peaux : « Peaux noires et masques blancs »

Scénario	<u>Scénario global 5</u> : « La convulsion et la désagrégation, Dougoumato ou le Village fantôme »
Composants de la VISION	
	Dans le scénario « catastrophe » d'une totale implosion du Burkina Faso devenu village fantôme, les éléments internationaux et
	nationaux suivants convergent :
	L'AFRIQUE LAMINEE ET LARGUEE par une mondialisation ultralibérale déferlante et se débat dans une arriération scientifique et technologique, une économie de traite (d'exportation de produits de base);
	L'ECONOMIE AFRICAINE EFFONDREE du fait de son arriération scientifique et technologique, de la création anarchique de monnaies nationales mal gérées et, de ce fait, rendues monnaies de singe, de l'implosion de la ville devenue macrocéphale par l'afflux des populations rurales désemparées ;
	Le Burkina Faso devenu <b>UNE POUDRIÈRE SOCIALE</b> avec les replis identitaires, la guerre des clans, l'exacerbation des différentes inégalités, notamment celles entre hommes et femmes, le développement de nouvelles féodalités locales avec une décentralisation mal gérée par les différents acteurs ;
	Le Burkina Faso devenu une NATION DEBOUSSOLEE où règnent le laxisme, la culture de la débrouille, la corruption banalisée et généralisée.
	Dans un tel scénario,

	FORCES	RISQUES
UNE NATION SOLIDAIRE		L'unité nationale est mise en pièces par :
		La guerre des clans ;
		Les replis identitaires ;
		L'exacerbation des différences dans les rapports hommes/femmes
		L'émergence et le développement de nouvelles féodalités locales
UNE NATION QUI		L'ouverture aux autres nations ne pourra pas se faire à cause de
PROGRESSE		La mondialisation ultralibérale et déferlante ;
		Les replis identitaires des pays africains ;
		Le Burkina, un pays mis à l'index ;
		L'intégration régionale devient une gageure du fait que :
		• Les pays africains de la sous-région ne manifestent aucune volonté réelle
		d'intégration et s'en tiennent à une intégration purement administrative, de
		façade.
		La prospérité sera un pur mirage en raison de :
		La mondialisation ultralibérale déferlante laminant et larguant l'Afrique ;
		La cessation de l'APD "no Aid" ;
		• L'arriération scientifique et technologique de l'Afrique en général et du

	FORCES	RISQUES
		Burkina Faso en particulier ;
		La culture de la débrouille ;
		L'économie d'exportation des produits de base.
		L'abondance également sera un rêve pour les raisons ci-dessus évoquées.
		En lieu et place, risque de se développer une misère des plus noires
		Le Burkina comme d'ailleurs les autres pays africains ne rayonnera pas. Au
		contraire, il s'effondrera à cause de :
		L'insécurité qui règne à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ;
		<ul> <li>La création de monnaies nationales mal gérées ;</li> </ul>
		L'implosion de la ville.
		Dans le village fantôme qu'est devenu le Burkina Faso, on ne peut parler
		d'épanouissement en raison de :
		• L'insécurité généralisée qui fait de chacun un danger, un ennemi pour chacun ;
		• La désintégration de tout lien social, de toute solidarité, de tout espoir de
		lendemain meilleur, bref, l'éclatement de la nation, laissant place à un
		« Dougoumato », un village fantôme.
		Ruine sociale, économique et politique, « Dougoumato » est le symbole même
		de la dégradation extrême de la qualité de vie, marquée par :
		• La dégradation de l'environnement, de l'habitat et des conditions d'hygiène
		consécutive à l'éclatement de la nation, à la régression économique etc. ;
		• La dégradation de la biosphère consécutive à la surexploitation, à l'anarchie, à
		la culture de la débrouille et de la corruption généralisée.
UNE NATION DE JUSTICE		La justice est fragilisée et même détruite par :
		Le laxisme généralisé et l'anarchie ;
		La culture de la débrouille ;
		La corruption banalisée et généralisée.
UNE NATION QUI		Le Burkina ne sera pas un pays respecté par la communauté internationale.
CONSOLIDE SON RESPECT		Au contraire, il sera :
SUR LA SCENE		Un pays de faible notoriété ou, pire, ;
INTERNATIONALE		Un pays mis à l'index en raison de ses agissements aventuristes dans la sous-
		région

#### CONCLUSION

L'intérêt du présent document réside d'abord dans le fait que son exploitation par les décideurs permet de créer une dynamique de « confrontation-conciliation » permanente entre prospective et stratégie.

En effet, il tient sa première utilité du fait d'être un document de synthèse. A ce titre, il regroupe les différents rapports d'étapes et les produits des trois phases de l'exercice de la prospective. Toutes les informations nécessaires à la démarche prospective et à la décision de prospective stratégique s'y retrouvent synthétisées. Il est donc une boîte à outils pour les décideurs proactifs des politiques publiques.

Le décideur y trouve les exigences prospectives des politiques de développement et d'aménagement du territoire, c'est-à-dire, les contraintes à lever et les obstacles à vaincre. Les exigences constituent à la fois un point d'ancrage de la démarche prospective et un angle concret d'attaque de l'action stratégique. Celles-ci ont en effet un caractère d'interpellation pour les acteurs, ce qui nécessite, d'une façon ou d'une autre, leur prise en considération par rapport à ce qui est incontournable ou indéterminé.

Toutefois, si la détermination d'une véritable vision permet de réduire une partie de l'incertitude, il reste toujours une part irréductible d'incertitudes qui appelle le recours à du « bon sens » et à du « discernement » circonstanciés.

Par rapport à la connaissance du système burkinabé, le rapport de l'étude nationale prospective « Burkina 2025 » offre une base, un référentiel, pour la veille prospective et pour des mises à jour à venir et réguliers.

A cet effet, la confrontation-conciliation évoquée ci-dessus implique un dispositif régulateur permanent visant à assurer une viabilité à l'action en frayant le chemin, au fur et à mesure que l'on avance dans un contexte qui se révèle mouvant.

La question fondamentale en prospective réside moins dans le fait d'un cadrage unique du futur que dans la formulation d'un pari raisonné pour reconquérir l'avenir, et ce, même si une partie du cadre dans lequel cet avenir devra s'insérer demeure entaché d'incertitudes.

Du point de vue de la communication sociale, le présent rapport est le principal document susceptible d'être mis à la disposition des groupes cibles du fait de son caractère synthétique et simplifié qui permet une lecture cursive.

Le rapport peut ainsi servir de « vademecum » aux acteurs stratégiques dans le secteur public et privé dans la société civile et pour les partenaires au développement. Toutefois, pour permettre à la prospective de servir de balise à long terme, assurant la cohérence des stratégies et politiques de développement à court et moyen termes, la traduction du rapport général sous forme d'orientations stratégiques s'impose. Le référentiel stratégique ou document d'orientation stratégique (DOS) dont il s'agit, devra expliciter davantage les pistes de stratégies nécessaires pour la réalisation de la vision en tenant compte des scénarios et de la nécessaire opérationnalisation des résultats de la prospective. Ce référentiel se voudra un guide pour cheminer vers le futur désiré tout en permettant des évaluations périodiques. L'élaboration de ce référentiel est un gage du renforcement des capacités de gestion stratégiques de l'économie

#### RECOMMANDATIONS DU GOEP

Au terme de sa mission de réalisation de l'étude nationale prospective « Burkina 2025 », le Groupe opérationnel d'experts de l'étude prospective (GOEP) a adopté quatre (04) recommandations portant sur ① la large diffusion des résultats de l'étude, ② leur opérationnalisation, ③ le développement d'une culture prospective et ④ la mise en place d'une structure de veille prospective.

## 1. Recommandation sur la mise en place d'une stratégie de communication sociale autour des résultats de l'étude prospective « Burkina 2025 »

Au terme de deux années de réflexion, le GOEP estime être parvenu à d'importants résultats permettant au Burkina Faso de cheminer vers un futur meilleur. La richesse des conclusions contenues aussi bien dans les rapports d'étapes que dans le rapport général mérite que les fruits de son travail soient largement partagés au sein de la société burkinabé à travers une communication sociale qui leur permette d'être informés et sensibilisés sur les futurs possibles que leur comportement contribuerait à déterminer.

L'analyse de la structure du système Burkina a, en effet, mis en exergue l'importance de la plate-forme des acteurs et des facteurs dans l'évolution dudit système L'appropriation dynamique des résultats des études prospectives aidera ces acteurs à mieux analyser les facteurs de leur développement économique et social.

C'est pourquoi, le GOEP recommande que les résultats de l'étude nationale prospective « Burkina 2025 » soient largement diffusés afin que chaque acteur du développement puisse s'en approprier et agir ainsi en conséquence. Pour ce faire, le gouvernement se doit d'adopter une stratégie adéquate de communication sociale.

#### 2. Recommandation sur l'operationnalisation des résultats de l'étude prospective

L'étude nationale prospective « Burkina 2025 » a été recommandée par le séminaire national sur le renouveau de la planification de 1994 pour renforcer les capacités nationales d'anticipation et de gestion concertée du développement par la création d'un cadre prospectif de référence en vue de définir une vision consensuelle du futur du pays. Ainsi, les résultats de l'étude constituent une base pour l'évaluation des options stratégiques à mettre en œuvre au quotidien pour cheminer vers le futur désiré. Mais un gros risque est que l'ENP, comme beaucoup d'autres études, dorme dans les tiroirs.

C'est pourquoi, le GOEP recommande la prise de dispositions pour l'opérationnalisation des principaux résultats à travers un document d'orientation stratégique qui servira de cadre d'orientation des politiques publiques nationales (y compris le CSLP), sectorielles et régionales (y compris le SNAT).

#### 3. Recommandation sur le développement d'une culture prospective

L'étude nationale prospective « Burkina 2025 » a montré que diverses compétences de divers horizons ont pu se passer de leurs opinions et positions subjectives sur l'évolution de la société burkinabé pour poser objectivement un diagnostic sans complaisance et proposer un futur souhaité pour le Burkina Faso. L'étude prospective aura permis aux membres du GOEP

d'avoir une autre perception des questions du développement qui, au-delà de l'économique, embrassent bien d'autres domaines et appellent la contribution de toutes les compétences pour réfléchir ensemble. Ce challenge, le GOEP l'a réussi. Ça a été une véritable école de remise en cause des pré requis pour mettre sur la table toutes les idées, les analyser et parvenir à un consensus sur les grandes questions du développement, une école de la démocratie véritable.

C'est pourquoi, le GOEP recommande que les réflexions prospectives soient généralisées au Burkina Faso, notamment au niveau sectoriel, régional, communal, dans les entreprises et aussi dans les différentes organisations et institutions. En effet, de telles réflexions permettent de comprendre le fonctionnement et l'évolution de ces structures, de poser les vrais problèmes de développement, de faire un pari sur l'avenir et de tracer les pistes pour réussir le pari.

#### 4. Recommandation sur la mise en place d'une cellule de veille prospective

La deuxième phase de l'étude a permis de s'interroger sur les avenirs possibles de l'environnement interne et externe de la société burkinabé. Cette exploration du futur a révélé, parmi la multitude des possibles, cinq scénarios susceptibles d'advenir. Parmi ces cinq images possibles, il y en a qui sont souhaitables et d'autres redoutables. Une surveillance de la possibilité d'avènement de chaque scénario est nécessaire en vue d'attirer l'attention des décideurs comme des différents acteurs sociaux sur les risques d'avènement des scénarios redoutés et les actions nécessaires pour forcer l'avènement des scénarios favorables.

Pour assurer cette mission de surveillance et même de relecture/actualisation des analyses, le GOEP recommande que soit mise en place une cellule de veille prospective qui contribuera, par ailleurs, à la pérennisation de la fonction prospective.

#### **BIBLIOGRAPHIE**

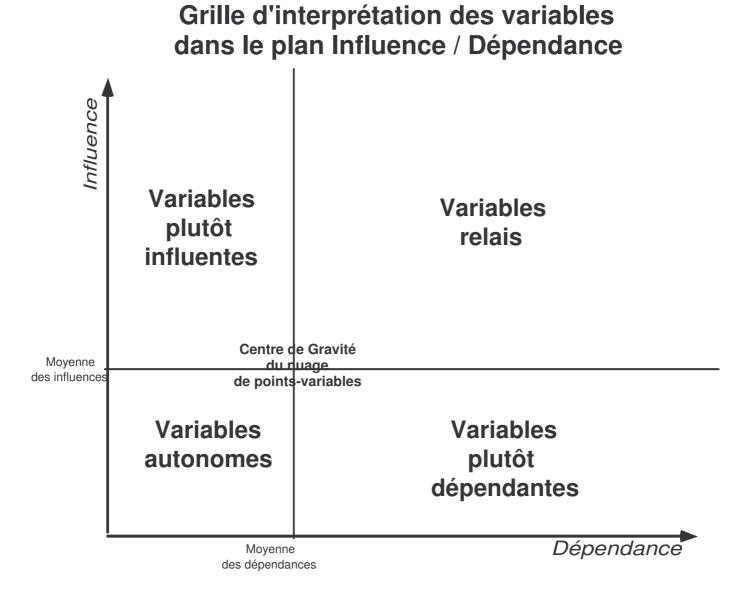
- Ministère de l'économie et des finances : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Etude rétrospective politique du Burkina Faso ; décembre 2001
- Ministère de l'économie et des finances : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Etude rétrospective macro économique du Burkina Faso ; décembre 2001
- Ministère de l'économie et des finances : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Etude rétrospective sociale du Burkina Faso ; décembre 2001
- Ministère de l'économie et du développement : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Enquête sur les aspirations nationale : Rapport global de synthèse ; octobre 2002
- Ministère de l'économie et du développement : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Rapport de l'analyse structurelle ; octobre 2003
- Ministère de l'économie et du développement : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Rapport de diagnostic stratégique du Burkina Faso ; août 2004
- Ministère de l'économie et du développement : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Rapport sur les scénarios thématiques et globaux ; septembre 2004
- Ministère de l'économie et du développement : Etude nationale prospective « Burkina 2025 » : Rapport sur la vision prospective et les stratégies ; décembre 2004

#### **ANNEXES**

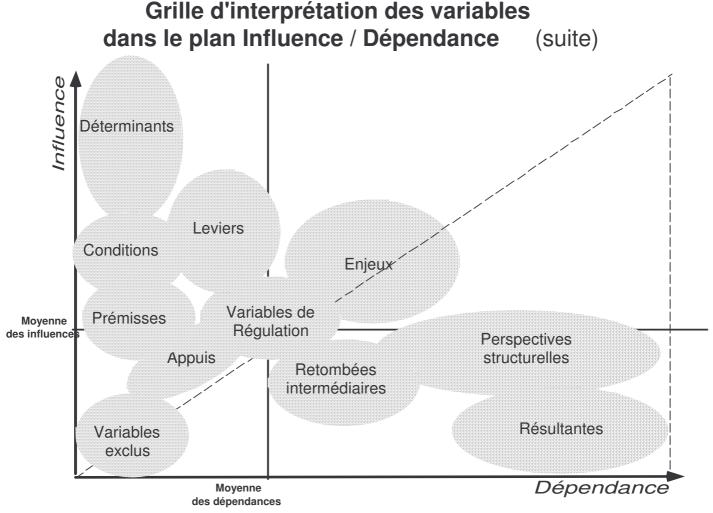
#### Annexe 1 : Grilles d'interprétation des variables

Les grilles d'interprétation du jeu des variables entre elles sont illustrées par les deux graphiques ci-dessous ; elles représentent des projections qui résultent d'applications (analyse indirecte) du logiciel Mic Mac dans un « plan d'influence—dépendance ». Elles offrent un cadre d'interprétation des interactions entre variables à l'intérieur de la matrice.

- Le tableau  $N^{\circ}I$  situe les zones en fonction des « dynamiques » caractéristiques des variables, à savoir dynamique d'autonomie, d'influence, de dépendance ou de relais.
- Le tableau N°2 représente une typologie fonctionnelle des caractères spécifiques de 11 regroupements de variables, en rapport avec leur position (fonctionnalité) dans le plan d'influence dépendance, allant des variables déterminants (leaders du système) à celles résultantes.



- *Variables plutôt influentes* : elles exercent une influence nette ; elles ont une emprise sur le système par stimulation ou par freinage ; elles sont peu dépendantes.
- Variables autonomes: elles forment des points satellites, elles ne sont pas directement au cœur du système; elles sont moins influentes et moins dépendantes que la moyenne; elles en sont décalées, distantes; elles n'engagent pas à grand chose du point de vue du système.
- *Variables relais*: elles sont à la fois très influentes et très dépendantes; elles redistribuent l'influence dans le système avec des effets boomerang qui amplifient ou désamorce l'impulsion initiale; elles sont des points d'amplification ou d'absorption d'influence; par elles passent les boucles; elles passent le jeu!



- Variables plutôt dépendantes : elles sont d'une dépendance nette et peu influentes ; elles sont les résultats (variables-effets) dont l'évolution s'explique par les variables déterminants et relais ; elles sont conditionnées par trop de facteurs du système.
- *Variables* « <u>déterminants »</u> du système : elles sont les variables d'entrée du système; souvent externes, elles causent ou freinent l'évolution du système en lui imposant leur lois; sur elles les influences sont difficiles.
- *Variables* "*conditions*" : la réalisation de ces conditions (action de ces variables) facilite l'évolution du système

- *Variables* « *leviers* » : c'est avec ces variables qu'on recherche à agir sur le système ; elles constituent l'angle d'accès du système ; cependant, en les utilisant, il y a lieu de savoir que la marge de manœuvre est limitée par les variables « déterminants » et « conditions » ;
- Variables « prémisses » : ce sont des variables qui précédent, des « prolégomènes » ;
- Variables « d'appui » : ces variables jouent le rôle de mesures d'accompagnement ;
- *Variables de* « <u>régulations</u> » : elles jouent le rôle des quilles d'un bateau ; elles forment le barycentre ; elles modèrent le système dont elles sont le centre de gravité..
- Variables « <u>exclues</u> » : ce sont des variables hors système, autonomes ;
- *Variables* « *enjeux* » : *c*e sont les variables sur lesquelles chacun veut mettre la main et tirer à son avantage. Toutes les boucles d'influence passent par là. Elles forment le point de basculement du système ; elles sont des variables de passage obligé.
- Variables « retombées intermédiaires » : ce sont des variables de liens avec les sectorielles
- *Variables* « *perspectives structurelles* » : *c*e sont des variables de nature à constituer ou ouvrir des perspectives, des percées, des visées du système.
- *Variables* « *résultantes* » : *e*lles fournissent les indicateurs de la performance du système, de son état d'ensemble.

Annexe 2 : Matrice d'analyse structurelle		

**Annexe 3**: Membres du GOEP

N° ORDRE	NOM& PRENOMS	STRUCTURE D'ORIGINE
1.	AMBEGA Pierre	PRGE/Axe 4 « BURKINA 2025 »
2.	BADINI/KINDA Fatoumata	UO/UFR-SH
3.	BADOLO Loussir	GTZ
4.	BALIMA Serge Théophile	Département Arts et Communication/UO
5.	BAMBARA Daniel	MEDEV/DGEP
6.	BAYALA Ezana	MEDEV/DGEP
7.	BONKOUNGOU Maxime	PRGE/Axe 3 ONAPAD
8.	BOUGMA Boureima	PRGE/Axe 1 « BURKINA 2025 »
9.	COMPAORE Siguian	MEDEV
10.	DABIRE Bonoudaba	MEDEV/STC PDES
11.	DABOUE Julien	MESSRS/DEP
12.	DAKUYO Louis-Marie	SP-CONAPO
13.	DAMIBA Pierre Claver	PRGE/Axe 1 « BURKINA 2025 »
14.	GO Pierre	MEDEV/DRED-Centre
15.	GUINGANE Jean-Pierre	UO/FLASH
16.	HIEN Justin	DGCOOP
17.	IDANI Aboubacar	MEDEV/DGEP/DPSSI
18.	ILBOUDO André-Eugène	Association Vive le paysan
19.	KABORE Béléko Pierre	Secteur privé/CNPB
20.	KABORE Oger	CNRST/INSS
21.	KABORE/ZANGO K. Marguerite	MECV
22.	KAFANDO Victor	MIN. JUSTICE
23.	KAGONE Mahamadi	MAECR/IDRI
24.	KAM Olé	Secteur privé/SIFA Bobo
25.	KIMA Denis	CCIA-BF Bobo-Dioulasso
26.	KINI B. Dieudonné	MEDEV/DGEP/DPSSI
27.	KI-ZERBO Jacqueline	CEDA
28.	KOALAGA/ONADJA Emilie	PRGE/Axe 1 « BURKINA 2025 »

<ul><li>29. KONE Michel</li><li>30. KONGO Salifou Rigobert</li><li>31. KYELEM Bonaventure</li></ul>	MEDEV/INSD/DSG  SG/MAET  PNUD
9	
31. KYELEIVI Boriaventure	PNUD
32. LOADA Augustin Marie Gervais	UO/UFR SJP
33. LOFO Michel	MEDEV/DGAT-DLR/DAT
34. NAMA Roger	MEDEV/DGAT-DLR
35. OUALI M. Louis Armand	MAET-CR
36. OUANGRAOUA/ SORGHO Madeleine	COA/FEB
37. OUEDRAOGO Guébrila	PREMIER MINISTERE
38. OUEDRAOGO Harouna	PNUD
39. OUEDRAOGO Jean-Baptiste	MEDEV/STC PDES
40. OUEDRAOGO Marie-Michelle	UNICEF
41. OUEDRAOGO Philippe	Indépendant
42. OUEDRAOGO Yacouba	MEDEV/DGAT-DLR
43. OUEDRAOGO/ BAKAYOGO Aminata	U.PA.F.I./Communicatrice
44. OUEDRAOGO/SOME Marie Françoise	e MFPRE
45. OUIMINGA Saïdou	SONABEL
46. PODA Nata	PREMIER MINISTERE
47. PORGO Mamoudou	MFB/IGF
48. SANGARE Sita	JUSTICE MILITAIRE
49. SANGARE/COMPAORE Nestorine	AMBASSADE PAYS-BAS
50. SANOGO Ernestine	RECIF-ONG
51. SANOGO Mafarma	APAC/RNB
52. SANOGO VIa	INJEPS
53. SANOU Fernand	PRGE/Axe 1 « BURKINA 2025 »
54. SANOU Salia	S.G./P.F.
55. SANOU/IRA MATON Arlette	MIN. SANTE
56. SIDIBE Sidiki	MITH
57. SINARE Koudbi	MEDEV/DGEP/CPPS
58. SIRPE Gnanderman	UO/UFR SEG



59.	SOME Joseph Mukassa	OCADES-BURKINA
60.	SOULAMA Souleymane	UO/UFR SEG
61.	TAPSOBA/KIENTEGA Isabelle	CAPES
62.	TOURE Drissa	MBDHP/Bobo Dioulasso
63.	TRAORE Irène	SP/CNLS
64.	YAMEOGO Christophe	PNDSA II
65.	ZONON Abdoulaye	CAPES
66.	ZOUNDI Simone	Sect. privé/SODEPAL